

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
APPELLATIONS D'ORIGINE

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE ACTUELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Vendredi 24 Juin, à 3 heures du soir,

PAR

Jacques VIVEZ

LAURÉAT DE LA FACULTÉ
AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1932

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
APPELLATIONS D'ORIGINE

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE ACTUELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Vendredi 24 Juin, à 3 heures du soir,

PAR

Jacques VIVEZ

LAURÉAT DE LA FACULTÉ
AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1932

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, * I.; LESCURE, * I., †;
DE BOECK, *, * I.; NOAILLES, * A.

- MM. FERRON, *, * I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.
BENZACAR, *, * I., professeur d'*Economie politique*.
FERRADOU, * I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* (Diplômes d'études supérieures).
MARIA, * I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT, * I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNECASE, * I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE, * A., †, professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ, * I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD, *, * I., †, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI, * I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ, * A., †, professeur de *Droit romain*.
MOUNIER, * I., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ, *, †, professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
LABORDE-LACOSTE, * I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
HUBRECHT, agrégé, chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 2^e année), d'un cours de *Pandectes* (Doctorat) et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).
ROUSSEAU, chargé de cours (*Droit international public*).

M. ARTIGUELONG, *Secrétaire*.
M^{me} COSTES, *Secrétaire adjointe*.
M^{me} SOUBIE, *Bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. FERRON, professeur.....	Président.
LABORDE-LACOSTE, professeur.....	} Suffragants.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur.....	



LES

APPELLATIONS D'ORIGINE

LEGISLATION ET JURISPRUDENCE ACTUELLES

INTRODUCTION

Depuis bientôt un demi-siècle que les appellations d'origine font parler d'elles, jamais les questions qu'elles soulèvent n'ont été plus vivantes qu'aujourd'hui.

A mesure que le commerce s'est développé et internationalisé, que les moyens de transport et la publicité se sont extraordinairement accrus, les produits renommés ont pu se répandre à travers le monde. Très vite ils ont été recherchés et bien des gens, par habitude, besoin de confort, raffinement ou snobisme, ont voulu employer et consommer ce qui avait un nom réputé.

Le plus souvent le privilège accordé à la renommée est justifié. Le nom fameux, simple indication de provenance ou, à la fois, mention d'origine et procédé de fabrication, a des raisons d'être recherché; les conditions climatériques, la composition du sol, la manière de cultiver, les

procédés de fabrication, fruit d'une vieille expérience renouvelée par les méthodes modernes, donnent au produit à appellation ce caractère unique qui lui amène un surcroît de demande sur le marché national et extérieur.

Aussi y a-t-il une lutte très vive entre ceux qui désirent défendre jalousement leur monopole et ceux qui cherchent à s'emparer de l'appellation pour bénéficier de la plus-value qu'elle pourra donner aux marchandises et aux objets qu'ils vendent. Cette lutte n'a jamais été aussi forte qu'à présent. A une heure où nous souffrons d'une crise de répartition et de consommation très grave et qui affecte le monde entier, au moment où les producteurs voient baisser la quantité de leurs ventes dans des proportions considérables, maintenant, moins que jamais, ceux qui doivent à des qualités naturelles ou au travail des générations le bénéfice de noms réputés vont laisser d'autres personnes s'emparer sans droit de leur privilège et bénéficier de la plus-value des appellations usurpées.

Etudier les appellations d'origine présente donc un intérêt économique et social, mais la curiosité juridique peut aussi être éveillée par la question.

La loi fondamentale du 6 mai 1919, plusieurs fois complétée et modifiée, est venue donner un statut d'ensemble aux appellations d'origine et organiser un régime de délimitations judiciaires. Par le jeu de ses dispositions, les tribunaux se sont trouvés compétents, non plus seulement pour trancher des litiges opposant deux plaideurs, mais aussi, et surtout, pour marquer les limites des lieux de provenance des produits réputés.

Ces pouvoirs donnés aux tribunaux les ont amenés à rendre des décisions d'un caractère particulier qu'il est intéressant d'étudier en elles-mêmes et dans les tendances

qu'elles manifestent. De plus, toute une série d'obligations imposées aux producteurs et aux commerçants en vue d'assurer la protection des appellations et d'essayer de prévenir la fraude, en particulier pour les dénominations vinicoles, devait amener un certain nombre de jugements et d'arrêts.

Cette jurisprudence est déjà assez abondante à l'heure actuelle pour qu'elle puisse faire l'objet d'une étude dans laquelle on essayera de distinguer les caractères communs des décisions et de porter sur elles une appréciation.

C'est le but essentiel de cet essai qui se présente surtout comme une étude de jurisprudence. Mais avant d'examiner les décisions judiciaires il convient d'analyser minutieusement les textes sur lesquels elles ont été appelées à statuer. Ce sera l'objet de notre première partie. Après cela nous étudierons, dans deux autres parties, d'abord, les décisions de jurisprudence se rapportant aux questions générales et, ensuite, celles qui sont relatives aux appellations s'appliquant à des vins et à des eaux-de-vie.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE ANALYTIQUE DE LA LÉGISLATION
RELATIVE
AUX APPELLATIONS D'ORIGINE

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS HISTORIQUES SUR LA PROTECTION LEGALE DES APPELLATIONS D'ORIGINE

SECTION PREMIERE

L'idée de protection de l'origine avant la Révolution.

Dans l'Antiquité il y eut beaucoup d'appellations qui servirent pour désigner des objets et des produits célèbres et recherchés. Les parfums que les Scythes rapportaient d'Arabie, les statuettes et les poteries façonnées avec la terre d'Eleusis et de Tanagra, le marbré de Paros, celui de Phrygie, si pur qu'on l'employait pour des corps de vierges, le vin de Chio ou de Pramnior, le bronze fabriqué à Corinthe, le tissu soyeux de Coos, sont chantés par les poètes grecs et mentionnés dans les écrits des philosophes et des historiens.

Les Romains appréciaient les vins de Sorrente et ceux de Falerne, récoltés aux portes de la Ville. Ils faisaient venir à grands frais de Tyr les étoffes de pourpre teintées avec le coquillage des plages de Syrie et le drap d'or fabriqué à Pergame; ils revêtaient leurs atriums de marbre d'Alexandrie et leurs salles de bains de la pierre de Thasos.

Mais pas plus en Grèce qu'à Rome il n'apparaît que des

dispositions légales aient réglementé l'emploi des appellations ou réprimé les fraudes nombreuses auxquelles elles devaient donner lieu. Des poètes comiques montrent de riches citoyens battant leurs fournisseurs malhonnêtes qui leur avaient vendu des produits mauvais. Cette sanction de caractère privé semble avoir été à peu près la seule en usage.

Dans l'ancienne France, on trouve également de très nombreux témoignages de la renommée de certaines appellations. Depuis le milieu du Moyen Age, les produits français et étrangers sont vendus sous des noms d'origine divers par les marchands établis et dans les foires. A mesure que les communications sont plus faciles et que le commerce se développe, la réputation de ces noms connus augmente; au xvi^e et au xvii^e siècle, jambons de Mayence, cidre de Normandie, tapis d'Aubusson, ardoises d'Angers, etc., et surtout vins de Bourgogne et de Bordeaux sont très recherchés et fort prisés.

L'ancienne monarchie n'a pas cependant organisé un statut protecteur des dénominations d'origine. C'est à peine si l'on trouve quelques dispositions particulières, inspirées le plus souvent par les circonstances, qui tendent à prévenir des fraudes, mais n'ont qu'un objet très restreint. Henri III, par une ordonnance de 1586, interdit aux marchands et aux habitants des villes de prêter leurs marques et leur nom à des étrangers. Les Etats généraux de 1614 é mirent un vœu demandant au roi de déclarer saisissables en tous lieux les produits étrangers portant la marque ou le nom d'un commerçant français. Une ordonnance de 1629 donna force de loi à ce désir. Une autre ordonnance royale, rendue en 1647, interdit aux commerçants en vins de vendre ou débiter en détail dans leurs

maisons, boutiques, caves ou celliers, aucun cidre, bière, poiré, eau-de-vie et autres liqueurs et breuvages qui sont incompatibles avec le vin. L'ordonnance de 1684, qui punissait les contrefaçons de marques, aurait peut-être pu, si on l'avait interprétée assez largement, être appliquée aux indications de provenance, mais on ne semble point y avoir songé.

Le régime de discipline étroite des corporations et la réglementation que Colbert devait rigoureusement organiser assuraient indirectement la garantie des transactions commerciales. En obligeant, par exemple, les vins originaires d'une région à être expédiés dans des barriques d'une certaine forme et revêtus d'un poinçon spécial, on évitait la confusion de ces vins avec d'autres et l'on protégeait implicitement les appellations d'origine. Pendant plusieurs siècles, dans le Bordelais, il y eut des luttes entre la sénéchaussée de Guyenne et le Haut-Pays (environs de Sainte-Foy-la-Grande et de Marmande) ⁽¹⁾; les viticulteurs de la sénéchaussée de Guyenne arrivèrent, après plusieurs procès, à faire reconnaître leurs privilèges et obtinrent un arrêt du Parlement de Bordeaux, en 1764, qui obligea les propriétaires à marquer sur leurs fûts leur nom et celui de leur paroisse. Ces rigueurs avaient cependant beaucoup d'inconvénients. Un édit de Louis XVI, qui essaya d'y mettre fin en 1777 en établissant la libre circulation des vins dans tout le royaume, se heurta à de vives oppositions. Dans la région bordelaise, en particulier, son exécution dut être suspendue par un arrêt du Conseil du roi du 24 novembre 1776.

On trouve également des décisions des juridictions de

(1) Cf. Monis, *La délimitation des régions de production*, p. 63 et suiv.

l'ancien régime qui, dans certaines provinces, réprimaient pénalement la fraude : une vieille coutume de Bourgogne punissait les mauvais taverniers en les obligeant à absorber leur vin frelaté jusqu'à ce que mort s'ensuive.

La Révolution, en supprimant toutes les anciennes institutions professionnelles et en établissant l'entière liberté du commerce, fera naître la nécessité d'une protection légale pour les marques et noms d'origine.

SECTION II

Les lois sur les marques de fabrique et de commerce des 22 germinal an XI, 28 juillet-4 août 1824 et 23 juin 1857.

Les premières dispositions légales édictées par le droit moderne et pouvant se rapporter à notre sujet tendaient à protéger les *marques* et ne visaient que très indirectement les appellations.

Le titre IV de la loi du 22 germinal an XI, relative aux manufactures, protégeait les marques particulières et punissait (art. 16 et suiv. de la loi) les contrefaçons de marques ou l'usage des marques contrefaites de la peine édictée par la loi pour le faux en écritures privées. Ce texte, déjà très général, devait passer, en termes encore plus larges, dans les articles 142 et 143 du Code pénal de 1810.

Ces dispositions sont les premières qui aient permis de poursuivre l'usurpation d'un nom de ville ou de région, même lorsqu'elle avait lieu sous le classique subterfuge de « façon de... » ou « espèce... ».

La loi des 28 juillet-4 août 1824 avait pour but la protection du nom commercial. Laissant de côté le texte incomplet et les peines excessives de la loi de germinal, elle permet de sanctionner correctionnellement toute

usurpation d'un nom de fabricant, d'une raison commerciale ou d'une localité.

La protection du nom, prévue par cette loi, était limitée aux objets fabriqués. Tout de suite on se demanda si les produits les plus importants du marché français, et peut-être les plus exposés à la fraude, les vins, entraient dans la catégorie des objets fabriqués. Pour les eaux-de-vie, qui nécessitaient la distillation et diverses opérations, et pour les champagnes, la question ne paraissait pas douteuse, mais les tribunaux allèrent jusqu'à dire que la loi protégeait même les vins naturels : presser, soutirer, coller, etc., devaient être considérés comme des actes de fabrication (2). La jurisprudence, dans un but de protection, avait donné une interprétation si extensive de la loi de 1824 qu'elle l'avait appliquée au café (3).

La loi du 23 juin 1857, qui vint protéger très fortement les marques de fabrique, ne s'occupait pas des dénominations d'origine qu'elles pouvaient contenir. On avait même, lors des travaux préparatoires, repoussé un amendement à ce sujet.

SECTION III

Les lois des 1^{er} août 1905 et 5 août 1908.

Cette loi est essentiellement, comme son titre l'indique, une loi destinée à protéger le consommateur en réprimant les fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agrico-

(2) Cass. civ., 12 juill. 1845, J. P., 1845. 635; Cass. civ., 8 juin 1847, J. P., 47. 2. 100; Cass. crim., 26 juill 1889, D. P., 90. 1. 289; Cass. req., 27 mars 1900, S., 01. 1 145; Cass. civ., 31 janv. 1908, A. P. I., 08. 2. 57.

(3) Paris, 23 juill. 1887, A. P. I., 1888, 99.

les. En principe, la loi est très générale, mais les conditions qu'elle prescrit pour qu'un délinquant soit punissable en vertu de ce texte en restreignent beaucoup la portée. L'article 1^{er} punit d'emprisonnement et d'amende toute personne qui aura trompé ou tenté de tromper un contractant soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles de toute marchandise, soit sur leur espèce ou *leur origine*, lorsque cette désignation pourra être considérée comme la cause principale de la vente.

La loi de 1903 prévoyait une importante réglementation administrative. En exécution fut rendu, le 3 décembre 1907, un décret réglant les opérations de manipulation, de transport et de mise en vente des vins. Le nom de *vin* était réservé aux boissons obtenues par la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais. Les manipulations, inscriptions, casiers, récipients, fûts, etc., étaient réglementés. Ce même décret interdisait l'emploi de certaines appellations de produits *vendus ou récoltés* dans une localité, mais qui n'ont pas droit, par leur nature, au nom de cette localité, sauf à faire précéder ce nom du nom de celui qui vend ou récolte avec la mention de « propriétaire à ... », « viticulteur à ... », « commerçant à ... », etc. Un autre décret du 11 mars 1908 définissait, réglementait les graisses et huiles comestibles et définissait le saindoux, produit provenant exclusivement du tissu adipeux de porc.

Mais la loi de 1903 a une autre importance au point de vue qui nous intéresse. A la différence des lois antérieures elle ne se borne pas à réprimer la fraude relative aux dénominations d'origine. Elle cherche à établir un système pour fixer le droit à l'appellation. Il était nécessaire, en effet, qu'on connût exactement les titulaires de

ce droit avant de les protéger. C'est pour cela que l'article 11, d'ailleurs assez mal rédigé, déclarait qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur diverses questions, et notamment « ... les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers ». Il résultait de la déclaration du rapporteur, qui avait fait repousser un amendement tendant à indiquer expressément que les décrets devaient délimiter les régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits, que cette question était implicitement contenue dans la lettre de la loi.

Le gouvernement constitua alors de grandes commissions de délimitation pour faire des enquêtes, recevoir des instructions et des réclamations, recueillir des documents, des avis de chambres de commerce et de groupements régionaux, lancer des questionnaires dans tout le pays. Saisi du projet de délimitation de la Champagne au mois de juin 1907, le Conseil d'Etat, en se basant sur l'interprétation littérale de l'article 11 de la loi de 1905, déclara qu'il n'avait pas compétence pour procéder à des délimitations.

Une proposition de loi fut déposée, le 29 juin 1907, par M. Cazeneuve, pour compléter l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 et préciser la délégation législative attribuée au Conseil d'Etat. Après d'ardents débats, cette loi fut enfin votée et promulguée le 5 août 1908. L'article 1^{er} complétait l'article 11, § 2, de la loi de 1905 en déclarant notamment que la délimitation serait faite en tenant compte des usages locaux et constants. L'article 2 de la loi avait pour objet une extension de l'action syndicale, disposition qui a perdu son intérêt depuis la loi du 6 mai 1919 et la loi, sur les syndicats, du 12 mars 1920.

Cette fois, le Conseil d'Etat, ayant obtenu le texte précis lui conférant les pouvoirs particuliers qu'il désirait, se mit à l'œuvre. Il étudia les documents rassemblés par la commission des boissons et donna des avis, à la suite desquels le Gouvernement rendit une série de décrets : le 17 décembre 1908 pour l'appellation « Champagne »; le 1^{er} mai 1909 pour l'appellation « Cognac », « eau-de-vie de Cognac », « eau-de-vie des Charentes »; le 25 mai 1909 pour les dénominations « Armagnac » et similaires; le 18 septembre 1909 pour la région ayant droit au nom de « Banyuls »; le 18 décembre 1911 pour la région viticole ayant droit à l'appellation « Bordeaux ».

Si les délimitations de la Charente et de l'Armagnac furent assez bien accueillies, il n'en fut pas de même dans les régions viticoles, surtout en Champagne. La plus grande partie du département de l'Aube s'étant vu refuser le droit à l'appellation, il y eut presque un soulèvement. Ce fut le commencement, suivant le titre de l'ouvrage de M. Clémentel, d'un « drame économique ». Les viticulteurs de la Marne défendirent avec âpreté leur monopole. A ce sujet, ils obtinrent en leur faveur la loi du 10 février 1911, dont certaines dispositions devaient passer dans la loi de 1919, qui obligeait à manipuler le champagne dans des locaux séparés, à ne transporter la vendange qu'accompagnée d'un acquit spécial, à prescrire certaines mentions sur les étiquettes, etc. Il y eut alors des grèves, des manifestations, des refus d'impôts, et une véritable insurrection le 11 avril 1911.

SECTION IV

L'échec des délimitations administratives et la préparation de la loi de 1919.

Devant le mécontentement général causé par les délimitations administratives, on chercha des procédés nouveaux de protection des produits d'origine. Au début de 1911, plus de sept propositions étaient soumises à la commission de l'agriculture de la Chambre. Le 8 avril, M. Fernand David déposa, au nom de cette commission, un rapport dans lequel il résumait la législation antérieure et la critiquait. Il faisait remarquer que l'esprit dans lequel le Conseil d'Etat avait procédé aux délimitations n'était pas heureux : comme fondement des décrets, notamment de celui relatif à la Champagne, il avait recherché les conditions de qualité du vin plutôt que les usages locaux. Un peu plus tard, le 9 juin 1911, le Conseil d'Etat reconnaissait, après de longues hésitations, aux crus de l'Aube le titre de « Champagne, 2^e zone » ; il y eut dans le pays une recrudescence de protestations.

Au Sénat, dans la séance du 15 juin, on demanda au Gouvernement de déposer un nouveau projet. Le 30 juin, au nom du Gouvernement MM. Pams et Klotz le présentèrent : les délimitations étaient retirées au pouvoir administratif et rendues aux tribunaux. Ce n'était, en réalité, que la modification et l'extension de la loi du 28 juin 1824. Renvoyé à la commission de l'agriculture, ce projet fit, le 7 juillet 1911, l'objet d'un second rapport de M. Fernand David. La commission avait supprimé les qualités substantielles comme condition du droit à une appellation. On voulut des précisions complémentaires : le 24 mai 1912, la Chambre chargea sa commission d'entreprendre

une enquête dans les départements. M. Dariac, qui avait repris le rapport du projet en remplacement de M. Fernand David, devenu ministre, se rendit dans l'Aube, la Marne, l'Aisne et la Gironde : il reçut des indications de la part d'une quantité de groupements et déposa ses conclusions dans son rapport complémentaire du 8 juillet 1912. Il y avait dans ce rapport une proposition pour améliorer le fonctionnement du registre d'entrées et de sorties des vins et eaux-de-vie, qu'on voulait obliger les négociants à tenir. Sur de nouvelles indications de divers syndicats, M. Dariac déposa un second rapport supplémentaire le 27 février 1913. La Chambre était prête à discuter ce rapport, mais, le 18 septembre 1913, les représentants du commerce et de l'agriculture de la Gironde ayant conclu un accord, qui semblait pouvoir provoquer des modifications au projet, M. Dariac déposa un troisième rapport supplémentaire le 7 novembre 1913.

C'est seulement le 13 de ce mois que les débats s'ouvrirent à la Chambre; ils se continuèrent le 14 et reprirent les 20, 21 et 27 novembre. C'est à ce moment que furent posées les questions et prononcés les discours dont on s'est servi pour l'interprétation de la loi ⁽⁴⁾. Au cours des débats,

(4) Je donne en une seule fois les références des travaux préparatoires pour ne pas être obligé de couper constamment le texte par des renvois : *Chambre* : Proposition de loi par M. de la Trémoille et autres le 16 janvier 1911 tendant à préciser le droit de poursuite des syndicats en matière de répression des fraudes (ann. n° 675, J. O. 29 avril 1911, p. 59); proposition de loi présentée par M. André Lefèvre et autres le 30 mars 1911 tendant : 1° à supprimer les délimitations régionales; 2° étendre le droit de poursuite des syndicats et associations; 3° aggraver les peines édictées par la loi du 1^{er} août 1905 (ann. n° 675, J. O. 21 mai 1911, p. 272); — proposition par M. Georges Berry et autres le 3 avril 1911 concernant les délimitations régionales (ann. n° 908, J. O. 22 mai 1911, p. 280); — proposition de loi présentée par M. Jaurès et plusieurs de ses collègues le 5 avril 1911 (ann. n° 913, J. O. 22 mai 1911, p. 301); proposition de loi

les qualités substantielles furent abandonnées comme condition du droit à l'appellation et M. Maunoury fit voter un amendement qui permettait de laisser subsister une partie des décrets de délimitations antérieurs.

Le texte adopté fut transmis le 27 novembre 1913 au Sénat et livré à l'examen d'une commission spéciale qui, comme à la Chambre, entendit les mandataires des syndicats et des associations intéressés, les hauts fonctionnaires de l'agriculture, et chargea M. Jenouvrier de rédi-

tendant à préciser le droit de poursuite des syndicats en matière de répression des fraudes présentée par M. Ed. Barthe et autres le 5 avril 1911 (ann. n° 1919, J. O. 23 mai 1911, p. 304); — projet de loi sur la protection des appellations d'origine par MM. Pams, ministre de l'Agriculture, et Klotz, ministre du Commerce, le 30 juin 1911 (ann. n° 1099, J. O. 3 sept. 1911, p. 610); — rapport de M. Fernand David le 8 avril 1911 (ann. n° 930, J. O. 3 sept. 1911, p. 312); — deuxième rapport de M. F. David le 7 juillet 1911 (ann. n° 1136, J. O. 3 sept. 1911, p. 632); — rapport supplémentaire de M. Adrien Dariac le 8 juillet 1912 (ann. n° 2132, J. O. 23 août 1912, p. 1503); — deuxième rapport supplémentaire de M. A. Dariac le 27 février 1913 (ann. n° 2364, J. O. 23 avril 1913, p. 164); — troisième rapport supplémentaire de M. A. Dariac, le 7 nov. 1913 (ann. n° 3187, J. O. 7 déc. 1913, p. 54); — discussion et adoption les 13 novembre 1913 (J. O. 14 nov., p. 3321 et suiv.), 14 novembre (J. O. 15 nov., p. 3371 et suiv.), 20 novembre (J. O. 2 nov., p. 3449 et suiv.), 21 novembre (J. O. 22 nov., p. 3493 et suiv.), 27 novembre (J. O. 28 nov., p. 3595 et suiv.); — *Sénat* : Présentation le 11 décembre 1913 (ann. n° 446, J. O. 9 janv. 1914, p. 84); — rapport de M. Jenouvrier, 3 juillet 1914 (ann. n° 353, J. O. 27 déc. 1914, p. 796); — Adoption avec modifications le 27 février 1919 (J. O. 28 nov., p. 204 et suiv.); — *Chambre* : Retour à la Chambre le 24 mars 1919 (ann. n° 5877, J. O. 26 nov. 1919, p. 1040); — rapport de M. A. Dariac le 9 avril 1919 (ann. n° 5973, J. O. 29 nov. 1919, p. 1169); — rapport supplémentaire de M. Dariac, 19 avril 1919 (ann. n° 6059, J. O. 4 déc. 1919, p. 1302); — avis de M. A. Paisant, au nom de la Commission de législation civile et criminelle, le 19 avril 1919 (ann. n° 6060, J. O. 4 déc. 1919, p. 1303); discussion et adoption avec modifications le 19 avril 1919 (J. O. 20, p. 2143 et suiv.) et le 24 avril (J. O. 25, p. 2169 et suiv.); — *Sénat* : Retour le 24 avril 1919 (ann. n° 213, J. O. 6 juill. 1919, p. 322); — rapport de M. Servant le 24 avril 1919 (ann. n° 214, J. O. 6 juill. 1919, p. 322 et suiv.); — adoption avec modifications le 24 avril 1919 (J. O. 25 avril, p. 713 et suiv.); — *Chambre* : deuxième retour, adoption immédiate sans modifications le 24 avril 1919, 2^e séance (J. O. 25 avril, p. 2181 et suiv.).

ger le rapport. Il devait y remanier assez profondément le projet, en particulier changer la procédure et remplacer l'action en reconnaissance d'appellation par une action en contestation. Dans le texte de la Chambre, le droit à l'appellation était subordonné à la réussite d'une instance introduite à la suite d'une irrégularité constatée dans un procès-verbal de régie. L'action publique ainsi mise en mouvement, les personnes et syndicats intéressés intervenaient et le tribunal consacrait le droit au nom ou le refusait. Cela était bizarre et peu juridique. Comme l'avait très bien fait remarquer M. Paul Meunier, « il n'était pas possible d'écrire dans un texte législatif que, pour bénéficier des dispositions de la loi, des citoyens seront obligés de faire rendre des décisions de justice ». Aussi M. Jenouvrier proposa-t-il de permettre aux récoltants, fabricants et négociants de donner à leurs produits les appellations qu'ils voudraient, mais à leurs risques et périls. De même, alors que l'amendement Maunoury avait déclaré que seraient reconnus les *droits acquis* grâce aux décrets de délimitation antérieurs, le texte proposé au Sénat disait plus correctement que ces mêmes décrets pourraient être invoqués par les intéressés à titre de *présomption légale*.

Après un désaccord assez long entre la commission du Sénat et les services de l'agriculture, au sujet duquel la commission triompha, M. Jenouvrier déposa son rapport sur le bureau du Sénat le 22 juillet 1914. Il y resta pendant les cinq ans que dura la guerre.

Au mois de février 1919, M. Clémentel, ministre de l'Agriculture, fit introduire dans le Traité de Versailles le principe de la protection des appellations d'origine. Pour pouvoir demander sérieusement aux autres pays de pro-

téger ses marques et ses dénominations régionales, la France avait besoin, d'abord, de posséder une loi interne précise sur ce sujet. C'est alors qu'on reprit la question, que pendant les hostilités on avait un peu oubliée. La discussion du rapport de M. Jenouvrier fut inscrite à l'ordre du jour du Sénat, qui, le 27 février 1919, adopta purement et simplement le texte tel que sa commission l'avait amendé.

Le nouveau projet fut soumis à la Chambre, le 21 mars, par M. Victor Boret. M. Dariac présenta un rapport qui était favorable à la forme votée par le Sénat; il proposait, de plus, pour éviter une diversité dans les décisions des juridictions locales, de donner compétence à la Cour de cassation pour apprécier les caractères légaux des usages. Le 13 avril, à la séance de discussion, les articles 1^{er} et 2, qui reconnaissaient un *droit de propriété* sur leurs appellations aux récoltants et aux marchands, furent supprimés. On ne donna aucune raison bien certaine pour justifier ce changement; on déclara simplement... vouloir alléger le texte.

Après un dernier rapport de M. Dariac, l'ensemble du projet fut adopté par la Chambre le 23 avril 1919. La loi retourna le même jour au Sénat, qui la vota immédiatement et sans modifications.

Un statut était donné en France aux appellations d'origine.

CHAPITRE II

LA LEGISLATION ACTUELLE

SECTION PREMIERE

Aperçu des principales dispositions de la loi du 6 mai 1919.

C'est cette loi, dont nous venons d'exposer la genèse, qui constitue aujourd'hui, malgré quelques modifications et adjonctions postérieures, le fondement de la législation sur les appellations d'origine.

L'article 1^{er} accorde une action en justice à toute personne qui prétend qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect, et contre son droit, pour en faire interdire l'emploi. Le même droit appartient aux associations et syndicats intéressés qui ont au moins six mois d'existence régulière. Cette appellation doit être employée, pour que l'action en contestation puisse être mise en mouvement, soit contrairement à l'origine, soit contrairement à des usages locaux loyaux et constants étendant cette origine hors de ses limites naturelles

Cet article n'oblige pas, comme le disait le texte du premier projet, à faire reconnaître son droit en justice avant de l'exercer, ce qui était contraire à tous les principes juridiques. On peut donner à ses produits le nom d'origine qu'on veut, mais à ses risques et périls.

L'article 2 donne compétence au tribunal dans le res-

sort duquel le produit a été obtenu. Pour les produits qui passent dans plusieurs localités avant d'obtenir leur perfection, cela peut amener des difficultés⁽¹⁾. La demande dispensée du préliminaire de conciliation est instruite et jugée comme en matière sommaire.

Les articles 3 et 5 prévoient des mesures de publicité très particulières. Le demandeur doit faire insérer dans un journal d'annonces légales de son domicile et un autre de l'arrondissement du tribunal saisi une note succincte indiquant les noms, domicile et qualités des parties, ceux des avoués constitués et l'objet de la demande. La publication doit être faite dans la huitaine de l'assignation et renouvelée dans la huitaine de l'acte d'appel, s'il y a appel, mais le délai n'est pas prescrit à peine de nullité⁽²⁾. Les débats ne peuvent commencer devant le tribunal ou devant la cour que quinze jours après ces insertions.

L'article 4 donne un pouvoir d'intervention très étendu aux syndicats et associations pourvu qu'ils remplissent les conditions de l'article 1^{er} (existence légale depuis six mois). La largeur du texte leur permet d'intervenir tant en appel⁽³⁾ qu'en première instance et même devant la Cour de cassation⁽⁴⁾. Leur intervention ne deviendrait pas caduque par le désistement du demandeur principal, sauf si leur attitude changeait, car alors la publicité, qui a pour but d'avertir les intéressés de l'engagement d'une instance dans un but déterminé, ne serait pas respectée⁽⁵⁾.

(1) V. *infra*, p. 65.

(2) Dijon, 30 juin 1931, D. H., 1931, 464, qui s'appuie sur l'art. 1030 C. proc., déclarant qu'aucun exploit ou acte de procédure ne peut être nul si sa nullité n'est pas expressément prononcée par la loi.

(3) Cf. Dijon, 26 févr. 1923, S., 23. 2. 101.

(4) Cf. Cass. civ., 19 janv. 1929, G. P., 29. 1. 329; Cass. civ., 6 juin 1931, S., 31. 1. 283.

(5) Bordeaux, 12 mars 1930, Et. Dél. rég., XVIII, 13.

L'article 6 donne à la Cour de cassation des pouvoirs très étendus pour examiner, lorsque des usages sont invoqués, si ces usages présentent bien les caractères légaux exigés par l'article 1^{er} : localité, loyauté, constance.

L'article 7 apporte à l'autorité relative de la chose jugée une dérogation nécessaire pour permettre aux tribunaux de procéder à des délimitations. Il décide que les jugements rendus seront opposables, non seulement aux parties au procès, mais à *toute la commune* ou *fraction de commune* usant de l'appellation. C'étaient les deux seules extensions possibles sous l'empire de la loi de 1919 et la décision judiciaire ne pouvait être étendue à une autre circonscription, telle qu'un arrondissement ou un groupe de communes ⁽⁶⁾. Mais la loi du 22 juillet 1927 a modifié l'article 6, et, pour éviter une multiplicité de procès longs et onéreux, a décidé que le jugement sera également applicable à *une région*. Dans ce cas, une région même très étendue pourra être délimitée par une seule décision judiciaire ⁽⁷⁾. Il semble que, dans ce cas, la loi de 1927 aurait dû élargir les mesures de publicité, qui peuvent se trouver insuffisantes.

On a discuté pour savoir si, à défaut de mention expresse, le jugement était de plein droit applicable à tous les habitants et propriétaires de la même commune. Il semble que la règle, d'après laquelle il n'y a de jugé que ce qui est expressément jugé, veut, pour qu'il en soit ainsi, que la décision le déclare formellement ⁽⁸⁾. D'autres disent, au contraire, et le texte leur donne raison, que l'article 7

(6) Cf. Trib. civ. Bar-sur-Aube, 11 mars 1921, T. et D., III, p. 14.

(7) Cf. Trib. civ. Côte-d'Or, 29 avril 1930 (Et. Dél. rég., XVII, p. 10), qui a délimité toute la Bourgogne.

(8) Trib. civ. Bordeaux, 4^{er} juill. 1927, T. et D., XV, p. 48.

disant que « les jugements et arrêts *décideront* », et non « *pourront décider* », la décision judiciaire est opposable à tous les habitants de la commune, à défaut d'une spécification ne la rendant opposable qu'à une partie de cette commune ou l'étendant, au contraire, à toute une région⁽⁹⁾. En fait, cela n'a pas un très grand intérêt pratique, les tribunaux déclarant presque toujours quelle sera la portée de leur jugement⁽¹⁰⁾.

Les articles 8 et 9 traitent des actions correctionnelles. Lorsque la question de propriété a été définitivement tranchée par la juridiction civile, s'il est passé outre à cette décision, toute personne qui aura fait usage de l'appellation qu'elle savait inexacte pourra être poursuivie correctionnellement et punie de prison et d'amende. Comme la loi des 28 juillet-4 août 1824, article 1^{er}, pour les marques de fabrique, le texte punit deux sortes de faits; d'abord celui qui consiste à faire apparaître par apposition, altération, etc., une fausse appellation d'origine, ensuite la vente, la mise en vente ou en circulation de ces mêmes produits avec une appellation inexacte.

Cet article permet, pour les produits « portant une appellation d'origine », d'exercer des poursuites contre les tromperies, même si la désignation d'origine n'est pas « la cause principale de la vente, comme cela est exigé pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Dans le cas prévu par le texte, que nous étudions, le délit

(9) Bordeaux, 13 déc. 1927, réformant le jugement précité; même référence.

(10) Il est à noter que l'article 7 ne saurait évidemment avoir un effet rétroactif et qu'une décision intervenue avant l'application de la loi de 1919 à l'égard d'un propriétaire d'une commune auquel elle aurait reconnu le droit à l'usage d'une appellation ne pourrait faire qu'il y ait chose jugée à l'égard des autres récoltants de cette commune. Cf. en ce sens, Cass. civ., 5 juin 1931, S., 31. 1. 333.

n'existe que si l'intention frauduleuse est caractérisée. Pour que celui qui a usé de l'appellation illicite soit punissable, il est nécessaire, aux termes mêmes de l'article 8, *qu'il sache qu'elle est inexacte*. La bonne foi est, conformément au droit commun, toujours présumée⁽¹¹⁾. Mais du moment qu'il y a une intention délictueuse, il n'est pas nécessaire que le but ait été atteint⁽¹²⁾.

L'article 9 ouvre à toute personne lésée par le délit et à tout syndicat ou association remplissant les conditions prévues par l'article 1^{er} le droit de se porter partie civile.

Les articles 10 et suivants prévoient des dispositions spéciales qui ne sont applicables qu'aux vins et aux eaux-de-vie. Ils ont été, en partie, complétés et modifiés par la loi du 22 juillet 1927. L'article 10, en sa teneur primitive, se bornait à poser en principe que les appellations d'origine vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et étant tombées dans le domaine public.

Les articles 11 et 14 s'occupent des déclarations imposées aux récoltants et aux distillateurs qui veulent faire usage d'une appellation.

L'article 12 oblige les commerçants en gros de vins et d'eaux-de-vie, et plus généralement toute personne qui a un compte en gros avec la Régie, à tenir un registre d'entrées et de sorties pour les produits achetés ou vendus avec une appellation d'origine française.

Les récoltants qui vendent leurs produits sous un nom d'origine doivent, en vertu de l'article 13, faire circuler leurs vendanges, accompagnées d'un titre de mouvement mentionnant l'appellation.

(11) Cf. Rapport Jenouvrier, p. 29.

(12) Cass. crim., 23 juill. 1931, G. P., 31. 2. 662.

Les articles 14 et 15 sont particuliers aux eaux-de-vie. Les distillateurs, pour bénéficier d'une appellation, doivent faire une déclaration à la mairie de leur domicile et à celle du lieu de distillation. Ils acquièrent le droit de faire usage de cette appellation si, dans le délai d'un an, il n'y a pas eu de contestation. Pendant ce délai, les eaux-de-vie ainsi déclarées mais ne provenant pas de régions comprises dans les décrets de délimitation des 1^{er} et 25 mai 1909 (cognac, armagnac), doivent être logées et manipulées dans des locaux séparés. Si l'on veut les déplacer, il faut se faire délivrer des titres de mouvement, et, dans tous les cas, les laisser isolées.

Les articles 16 à 21 s'occupent des vins mousseux. Ces textes, qui ont presque tous été modifiés, organisaient un système de protection pour la préparation et la vente du champagne : comme les eaux-de-vie, ils devaient être manipulés dans des locaux séparés et y rester jusqu'à l'extinction du délai de un an, ou, s'il y avait contestation, jusqu'à ce qu'une décision définitive passée en force de chose jugée soit intervenue. Ils établissaient également un étiquetage des bouteilles, un étampage et une marque des caisses et emballages, obligatoires pour distinguer les vrais champagnes des vins mousseux.

Les articles 22 et 23 édictent des pénalités pour les infractions à la tenue du registre d'appellations, à la déclaration d'appellations d'origine, au transport de vendanges, aux locaux séparés et aux dispositions sur les vins mousseux. Les peines sont l'emprisonnement de un mois à un an, l'amende de 100 francs à 5.000 francs et les sanctions accessoires de la publication et de l'affichage. Les circonstances atténuantes peuvent être accordées.

L'article 24 abroge les textes sur les délimitations admi-

nistratives : l'article 44 de la loi du 1^{er} août 1905, l'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, la loi du 10 février 1911, relative au transport, à la manipulation et au logement du champagne, et les décrets rendus en application de tous ces textes. Toutefois les récoltants peuvent invoquer en leur faveur, à titre de présomption légale, les dispositions des décrets leur donnant le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

SECTION II

Critiques adressées à la loi du 6 mai 1919.

La loi sur le roquefort et la proposition de loi Capus.

La loi de 1919 devait vite montrer ses imperfections. La jurisprudence ayant décidé, justement d'ailleurs (V. *infra*, p. 66 et suiv.), que les *usages* prévus par l'article 1^{er} étaient, non les usages de production ou de fabrication, mais les usages géographiques, et que ceux-ci ne devaient être considérés, pour fonder le droit au nom, qu'à défaut de l'origine elle-même, il s'ensuivit que des produits secondaires purent faire emploi de l'appellation, à la seule condition de provenir de l'endroit dont ils prenaient le nom. En particulier, les vins issus de cépages hybrides ou récoltés dans des terrains médiocres pouvaient prétendre à la même appellation que ceux provenant de plants fins et de terres nobles qui avaient fait la réputation de leur région. En 1925, la Cour de cassation ayant décidé que tous les vins récoltés dans l'ancienne province de Champagne pouvaient revendiquer cette appellation, il y eut beaucoup de protestations et, aussitôt, des propositions pour modifier la loi furent soumises au Parlement.

Déjà, le 28 janvier 1924 ⁽¹³⁾, le Gouvernement avait déposé, après avis de la Commission des grands crus, un long projet sur lequel la Chambre n'a pas délibéré. Mais deux propositions plus pratiques furent déposées sur le bureau de la Chambre : une, par M. Jaquier, le 4 novembre 1924, tendant à faire indiquer l'appellation pour les vins expédiés à l'étranger ⁽¹⁴⁾ et une autre, par M. Palmade, le 23 janvier 1925, pour garantir les appellations d'origine des eaux-de-vie de vin par la production de titres de mouvement ⁽¹⁵⁾. Cette proposition est devenue depuis la loi du 4 août 1929.

Deux propositions plus importantes furent soumises, le 17 mars 1925 par M. Balitran, et le 23 juin par M. Capus : la première pour la protection du fromage de Roquefort; celle de M. Capus, texte général, modifiant le principe du droit à l'appellation d'origine ⁽¹⁶⁾.

Le premier projet est, avec un simple changement de détail, devenu la loi du 26 juillet 1925 ⁽¹⁷⁾. Cette loi a pour but, comme l'indique l'exposé des motifs, de mettre fin aux agissements des fabricants de *bleu*, qui préparaient un fromage, non avec du lait de brebis (comme doit l'être

(13) T. et D., VI, 10.

(14) T. et D., IX, 17.

(15) T. et D., X, 19.

(16) T. et D., IX, 22.

(17) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de loi présentée par M. Balitran et autres le 17 mars 1925 (ann. n° 1410, J. O. 8 juill. 1925, p. 446); rapport de M. Ed. Barthe au nom de la Commission de l'agriculture le 23 avril 1925 (ann. n° 1392, J. O. 30 août 1925, p. 696); adoption sans discussion le 30 juin 1925 (J. O. 1^{er} juill. 1925, p. 3009); — *Sénat* : Proposition de loi présentée par M. Monsservin et autres le 24 mars 1925 (ann. n° 184, J. O. 20 juin 1925, p. 803); rapport de M. Duchein au nom de la Commission de l'agriculture le 7 juillet 1925 (ann. n° 423, J. O. 15 nov. 1925, p. 1013); déclaration d'urgence et discussion le 9 juin 1925 (J. O. 10 juin, p. 1138); discussion et adoption, sans modification le 11 juillet 1925 (J. O. 12 juill., p. 1305).

le roquefort, suivant la définition adoptée en 1909 par le Congrès de la Croix-Blanche), mais avec du vulgaire lait de vache. Il suffisait, sous l'empire de la loi de 1919, qu'ils l'eussent fabriqué à Roquefort pour pouvoir lui donner ce nom renommé. Très profitable pour ceux qui en usaient, cette pratique ne pouvait que porter tort à la réputation du roquefort en France et à l'étranger.

La loi du 26 juillet 1925 est basée, pour la seule appellation à laquelle elle s'applique, sur des principes bien différents de ceux de la loi du 6 mai 1919.

D'après l'article 1^{er} le *roquefort* est un fromage : 1° préparé avec du lait de brebis; 2° fabriqué et affiné dans le lieu et suivant la méthode conforme aux usages locaux, loyaux et constants (18). Le texte, du reste, ne précise pas ces usages de production qu'il laisse aux tribunaux le soin de déterminer. L'article 2 indique que le lait servant à la composition du roquefort devra provenir des régions de France présentant les mêmes caractéristiques de race ovine, d'herbages et de climat que la zone de production actuelle. Cette extension, qui consacre une situation de fait, est rendue nécessaire par la croissance de l'industrie du roquefort, qui nécessite un apport de matière première chaque jour plus grand.

L'article 3 prévoit une déclaration d'appellation par les fabricants qui veulent en faire usage et l'article 4 prescrit des mesures nécessaires pour rendre le contrôle efficace, notamment l'interdiction de laisser pénétrer du lait de vache dans les locaux où se fait l'empresurage et ceux où

(18) Le texte de la loi est limitatif; seuls fabrication et affinage doivent être effectués à Roquefort, mais comme l'entreposage, par exemple, n'est point mentionné, il pourrait avoir lieu dans une autre commune. Cf. Cass. crim., 10 juill. 1928, D. H., 1928, 497.

est fabriqué et affiné le fromage. L'article 5 va jusqu'à interdire la pénétration et la manipulation du lait de vache dans la commune de Roquefort, sous réserve des besoins de la consommation locale. Cette disposition, peut-être nécessaire, semble pourtant un peu rigoureuse. L'article 6 punit des mêmes peines que les infractions à la loi de 1919 celles aux dispositions des articles précédents.

La proposition de M. Capus avait, au contraire, une portée beaucoup plus générale : elle tendait à modifier la notion d'origine telle que l'avait établie la loi du 6 mai 1919, et qui était manifestement trop étroite. Comme le remarquait, en effet, son auteur dans l'exposé des motifs, « si la délimitation des régions productrices établie par cette loi met à elle seule un frein à la concurrence déloyale, qui consiste à appliquer des appellations d'origine à des produits étrangers aux régions auxquelles ces appellations correspondent, elle laisse subsister une trop grande incertitude quant à la portée exacte des appellations employées ».

« Une appellation d'origine, ajoutait M. Capus, ne devrait pouvoir légitimement être appliquée qu'aux produits obtenus conformément aux usages locaux, loyaux et constants, à la coïncidence desquels est due sa réputation. »

Pour protéger les produits qui avaient fait la célébrité des appellations, en particulier des appellations vinicoles, et tenir compte des usages de production, M. Capus proposait qu'entre le premier et le deuxième alinéas de l'article 1^{er} de la loi de 1919 on en intercalât deux autres. Le premier de ces nouveaux alinéas complétait la définition de l'appellation d'origine en ajoutant que, dans une commune ou une région délimitée suivant les usages géographiques, seuls, les produits obtenus conformément aux

usages locaux, loyaux et constants de fabrication auraient droit à l'appellation d'origine de cette commune ou de cette région. Le second alinéa intercalé, spécial aux vins, déclarait que leur aire de production et leur encépagement conditionnaient principalement leur appellation.

Un second article de la proposition Capus disait que ses dispositions ne seraient pas applicables au champagne. C'est, en effet, à ce moment que les querelles reprenaient entre l'Aube et la Marne au sujet de leurs cépages. La Champagne, mécontente des décisions judiciaires, choisissait un arbitre et s'en remettait à M. Barthe, président de la Commission des boissons de la Chambre, du soin de la délimiter (V. *infra*).

La proposition de M. Capus fut âprement discutée par la Commission des boissons et de l'agriculture et donna naissance à un contre-projet de M. Bender le 15 décembre 1923 (19). Le préambule déclarait qu'après avoir pris l'avis, non seulement des organisations déjà consultées au moment du dépôt de la proposition Capus, mais aussi de vingt-quatre syndicats ou fédérations de régions réputées, il proposait, au nom de la Commission des boissons, un texte légèrement retouché; il était ajouté, de plus, qu'en aucun cas les vins provenant d'hybrides producteurs directs n'avaient droit à une appellation. Plusieurs amendements furent alors déposés au sujet de cette loi, notamment par M. Leraché et M. Barbecot, mais ils ne furent point retenus.

C'est dans cet état que le projet revint de la Commission accompagné d'un rapport de M. Bender le 10 avril 1926.

Pendant le reste de l'année 1926, la loi resta en discus-

(19) T. et D., XI, 42.

sion au sein des commissions et donna lieu à deux avis de M. Capus, les 22 juillet 1926 et le 19 mai 1927 au nom de la Commission de l'agriculture, et à un second rapport de M. Bender le 5 avril 1927.

Après discussions les 20, 24 mai et 14 juin 1927, la loi fut réduite dans sa portée, puisqu'on restreignit la plus importante de ses réformes aux seuls vins pour éviter le retour des difficultés d'élaboration qu'avait fait naître la loi de 1919. Pour la Champagne, on se borna à consacrer les principes contenus dans la sentence arbitrale de M. Barthe.

La proposition fut transmise au Sénat, qui s'en occupa d'urgence et la vota avec des modifications de détail le 12 juillet 1927, après un rapport de M. Calmel (Commission du commerce). Revenue à la Chambre le lendemain 13 juillet, la loi fut adoptée sans modifications après lecture d'un dernier rapport de M. Bender ⁽²⁰⁾.

Ainsi se trouvait enfin votée une première réforme ten-

(20) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de M. Capus et de plusieurs de ses collègues le 23 juin 1925 (ann. n° 1774, J. O. 29 nov. 1925, p. 1320); proposition de loi présentée par M. Bender le 20 avril 1926 (ann. n° 2838, J. O. 27 juin 1926, p. 525); avis au nom de la Commission de l'agriculture par M. Capus le 22 juillet 1926 (ann. n° 3237, J. O. 25 nov. 1926, p. 1053); second rapport de M. Bender le 5 avril 1927 (ann. n° 429, J. O. 25 oct. 1927, p. 554); second avis présenté par M. Capus (Ann. n° 4414, J. O. 1^{er} nov. 1927, p. 720); discussion et adoption les 20 mai 1927 (J. O. 21 mai, p. 1548), 24 mai (J. O. 25 mai, p. 1578) et 14 juin (J. O. 15 juin, p. 1856); — *Sénat* : Présentation le 17 juin 1927 (ann. n° 329, J. O. 18 juin 1927, p. 491); rapport présenté, au nom de la Commission de l'agriculture, le 5 juillet 1927, par M. Calmel (ann. n° 404, J. O. 20 oct. 1927, p. 544); avis présenté au nom de la Commission du commerce, le 7 juillet 1927, par M. Buhan (ann. n° 441, J. O. 21 oct. 1927, p. 564); déclaration d'urgence, discussion et adoption avec modifications le 12 juillet 1927 (J. O. 13 juill., p. 907, 912, 925); — *Chambre* : Retour le 13 juillet 1927 (ann. n° 4867, J. O. 24 janv. 1928, p. 1409); lecture du rapport de M. Bender, discussion et adoption sans modifications le 13 juillet 1927 (J. O. 14 juill., p. 2682).

dant à tenir compte des éléments de production, mais cette réforme se montre encore, comme nous le verrons, insuffisante. Il serait à souhaiter qu'on la généralisât davantage.

SECTION III

La loi du 22 juillet 1927.

Cette loi est rédigée sous la forme de modifications apportées à divers articles de la loi du 6 mai 1919.

Les deux premiers articles modifient des détails de la loi de 1919. L'article 1^{er} (complétant l'article 6 de la loi de 1919) décide que la Cour de cassation sera compétente pour apprécier si les usages invoqués possèdent tous les caractères exigés *par la présente loi*, et non plus seulement par l'article 1^{er}. Ainsi la Cour suprême possède les mêmes pouvoirs de contrôle pour la légalité des usages de production que pour les simples usages géographiques. C'est logique. L'article 2, pour éviter des procès nombreux et coûteux, a, en complétant l'article 7, permis d'étendre à toute une région l'effet d'un jugement ou arrêt (V. *supra*, p. 22).

Mais la plus importante des dispositions de la loi nouvelle se rapporte à l'article 10. On a fait passer dans ce texte, spécial aux vins, une partie des modifications prévues par le projet Capus; deux alinéas sont ajoutés à l'article primitif. Ils décident qu'un vin, pour pouvoir bénéficier d'une appellation d'origine, doit, en outre des conditions générales prévues à l'article 1^{er}, provenir de cépages et d'une aire de production consacrés par des usages locaux, loyaux et constants. Il est expressément stipulé ensuite que les vins provenant d'hybrides producteurs directs ne peuvent, en aucun cas, avoir droit à une appellation d'origine.

Ainsi la modification apportée par le texte nouveau se trouve bien plus restreinte que celle contenue dans le projet primitif, puisqu'elle est réduite aux vins et ne s'applique pour les vins qu'à deux éléments de production : les cépages et les terrains.

L'article 4 (modifiant l'article 12) impose aux commerçants en gros l'obligation de conserver cinq ans leur registre d'entrées et de sorties et supprime une disposition transitoire devenue sans objet.

Les articles 5 et suivants (modifiant les articles 17, 18 et 20 de la loi de 1919) sont relatifs au champagne. Ils le définissent et lui donnent un statut légal très précis, conformément aux conclusions de la sentence de M. Barthe. Ils spécifient que le vin devra être récolté et manipulé entièrement en Champagne et obtenu par la fermentation naturelle en bouteilles. Il est donnée la liste exacte des communes dont les produits peuvent avoir droit à cette appellation. Les terrains susceptibles de constituer l'aire de production du champagne seront déterminés par une commission statuant après un délai de trois mois, pendant lequel aura été affichée la proposition du directeur des services agricoles du département, ce qui permettra aux intéressés d'intervenir. Les cépages admis sont aussi limitativement énumérés. Enfin, il est prescrit des conditions nouvelles pour le transport, l'expédition et la vente du champagne.

L'article 8 et dernier de la loi nouvelle modifie d'abord l'article 22 en étendant les pénalités prévues par ce texte à l'article 11 (déclaration d'appellation) et à l'article 13 (expéditions de régie accompagnant les transports de vendanges), ce n'était que par erreur qu'on avait omis de sanctionner les règles établies par ces textes; au contraire,

l'application de ces pénalités est supprimée pour l'article 18, la nouvelle rédaction de cet article la rendant inutile.

L'article 8 modifie ensuite l'ancien article 24 en supprimant de la liste des décrets pouvant être invoqués à titre de présomption légale celui du 17 décembre 1908 et celui du 7 juin 1911 relatifs tous deux à la Champagne, qui se trouvent sans objet depuis la stricte délimitation champenoise établie par le législateur de 1927.

L'article 8 a enfin ajouté une disposition finale à l'article 24, décidant qu'à partir du moment où l'aire de production du champagne aura été déterminée, les lois ou décrets antérieurs contraires à la loi seront abrogés. Les vins en la possession des récoltants des communes de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, réintégrés dans la Champagne par la loi, peuvent, s'ils ont été déclarés avant le 1^{er} avril 1927, avoir, à titre transitoire, accès dans les caves réservées aux vins de Champagne.

Enfin l'article 9 prévoit qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la loi.

SECTION IV

Les lois postérieures.

§ 1^{er}. — LA LOI DU 20 FÉVRIER 1928 SUR LA « FINE ».

Cette loi a un objet très restreint : elle a pour but d'empêcher l'emploi du mot *fine* pour la désignation de n'importe quelle eau-de-vie, ce qui était possible sous l'empire du décret du 19 août 1921, art. 7, al. 2 et 3, et de protéger ainsi la loyauté des ventes de liqueur.

Elle a comme origine une proposition de loi déposée au

Sénat par MM. Octave Lauraine et James Hennessy le 23 décembre 1924. Adoptée sans débat par le Sénat le 7 juillet 1925, sur un rapport de M. Chapsal, et par la Chambre le 9 février 1928, après un rapport de M. Jean de Sénac, elle devint la loi actuelle (21).

L'article unique prescrit qu'en principe le mot *fine* devra être accompagné d'une appellation géographique viticole ou cidricole, et non employé seul. Il ne pourra s'appliquer qu'à des eaux-de-vie naturelles; les liqueurs qui portaient des noms de fantaisie formés avec le mot *fine* et n'étaient que des eaux-de-vie d'industrie devront disparaître (22). Il faut remarquer toutefois que la dénomination n'est pas réservée aux eaux-de-vie de la Charente, comme certains l'auraient voulu, et la loi n'a pas considéré le mot *fine* comme la simple abréviation du nom de *fine champagne*, mais plutôt comme l'abréviation de *fine brandy*.

Toute infraction est sanctionnée par les peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Une circulaire ministérielle, prise en application de cette loi le 30 mars 1928 (23), a donné aux intéressés un délai de quatre mois pour se mettre en règle avec la loi.

(21) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de MM. Octave Lauraine et James Hennessy, etc., le 23 décembre 1924 (ann. n° 736, J. O. 6 mars 1925, p. 701); rapport de M. Chapsal, 19 juin 1925 (ann. n° 313, J. O. 24 sept. 1925, p. 899); déclaration d'urgence et adoption le 7 juillet 1925 (J. O. 8 juill., p. 1340); — *Chambre* : Transmission le 11 juillet 1925 (ann. n° 1950, J. O. 3 déc. 1925, p. 1400); rapport de M. Jean Sénac, 24 décembre 1927 (ann. n° 5287, J. O. 30 mai 1928, p. 462); adoption sans discussion ni modification le 9 février 1928 (J. O. 10 févr., p. 515).

(22) Cependant, il a été jugé qu'une appellation formée avec le mot *fine* peut être utilisée sans infraction à la loi pour désigner un produit composé qu'il est impossible de confondre avec la *fine*. Cf. pour la liqueur *Mokafine*, Trib. corr. Seine, 4 oct. 1930, T. et D., XXI, 110, et pour la liqueur *Finosa*, Trib. corr. Valenciennes, 7 déc. 1930, T. et D., XVIII, 75.

(23) T. et D., XV, 31.

§ 2. — LA LOI DU 4 AOÛT 1929 SUR L'ACQUIT JAUNE D'OR.

Une proposition de loi avait été, comme nous l'avons vu, déposée, le 23 janvier 1925, par M. Palmade et 300 de ses collègues, dans le but de garantir les appellations d'origine des eaux-de-vie de vin en empêchant le commerce de faux cognacs ou armagnacs.

Pour éviter ces abus, M. Palmade proposait de distinguer au départ les eaux-de-vie ayant droit à des appellations d'origine d'avec celles qui ne pouvaient en bénéficier. Sans réclamer une délimitation autre que celle des décrets de 1909, que la loi avait maintenue à titre de présomption légale, M. Palmade demandait simplement qu'on obligeât ceux qui expédiaient des eaux-de-vie ayant droit à ces appellations à les faire accompagner d'un titre de mouvement mentionnant ces appellations.

La proposition Palmade fut votée par la Chambre, puis

(24) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Proposition de MM. Palmade, Schlafer et autres le 23 janvier 1925 (ann. n° 1128, J. O. 23 mai 1925); rapport de M. Jean Sénac le 27 mai 1925 (ann. n° 1639, J. O. 8 sept. 1925); adoption sans discussion le 14 décembre 1925 (J. O. 15 déc., p. 4277); — *Sénat* : Présentation du 22 décembre 1925 (ann. n° 405, J. O. 3 mars 1926, p. 1287); rapport de M. Calmel le 5 juillet 1927 (ann. n° 407, J. O. 21 oct. 1927, p. 346); — avis présenté, au nom de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, par M. Tournan, le 2 février 1928 (ann. n° 43, J. O. 4 sept. 1928, p. 39); rapport supplémentaire de M. Calmel le 7 mars 1928 (ann. n° 273, J. O. 23 oct. 1928, p. 373); déclaration d'urgence et adoption le 17 mars 1928 (J. O. 18 mars, p. 904); — *Chambre* : Retour le 7 juin 1928 (ann. n° 81, J. O. 10 nov. 1928, p. 1166); rapport de M. J. Schlafer le 20 mars 1928 (ann. n° 1506, J. O. 25 oct. 1929, p. 544); adoption sans discussion avec modification le 27 mars 1928 (J. O. 28 mars, p. 1392); — *Sénat* : Retour le 23 mai 1929 (ann. n° 312, J. O. 29 oct. 1929, p. 286); rapport de M. Calmel le 16 juillet 1929 (ann. n° 456, J. O. 30 janv. 1930, p. 555); avis présenté, au nom de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, par M. Tournan, le 16 juillet 1929 (ann. n° 458, J. O. 30 janv. 1930, p. 556); adoption sans discussion ni modification le 26 juillet 1929 (J. O. 27, p. 990).

transmise au Sénat, qui avait déjà adopté une proposition de M. Tournan tendant au même but, mais s'appliquant à toutes les appellations d'origine de liqueurs. Le Sénat, finalement, se rangea à l'avis de la Chambre le 17 mars 1928. Celle-ci, au retour de la Haute Assemblée, vota, avec une légère modification, le texte de la Chambre, qui, renvoyé au Sénat, fut définitivement adopté le 26 juillet 1929.

Désormais, les eaux-de-vie ayant droit aux appellations cognac et armagnac ne peuvent être expédiées hors de ces régions, sous ces appellations ou des sous-appellations (Grande-Champagne, Fins-Bois, etc.), qu'accompagnées d'acquits ou de congés sur papier jaune d'or mentionnant la nature des matières premières qui les ont produites et le lieu d'origine.

Les acquits ne seront délivrés, aux termes de l'article 2, qu'aux eaux-de-vie produites dans la région délimitée, à condition qu'elles soient placées dans des locaux séparés par une voie publique des magasins renfermant des spiritueux de toutes catégories. Il est nécessaire qu'il y ait un local séparé pour chaque appellation, ou pour chaque sous-appellation si l'on ne met sur le titre de mouvement que cette dernière dénomination.

L'article 3 a modifié l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 en obligeant à inscrire sur le registre d'appellations, en même temps que la mention d'entrée, le numéro, la couleur et le nom du bureau d'émission de la pièce de régie.

L'article 4 prévoit une disposition transitoire et l'article 5 fait une distinction entre les coupons détachables des divers acquits créés par les lois antérieures et la loi actuelle.

Enfin, l'article 6 sanctionne les infractions aux dispo-

sitions précédentes d'une amende de 500 à 5.000 francs, sans préjudice des peines fiscales.

§ 3. — LA LOI DU 1^{er} JANVIER 1930 SUR LES VINS.

Cette loi a surtout pour but la protection des vins français réputés contre la mise en circulation de vins altérés. Elle doit être mentionnée dans cette étude, car quelques-unes de ses dispositions visent directement les appellations d'origine.

Au contraire des lois précédentes, qui ont donné lieu à de longs travaux préparatoires, elle a été élaborée en quatre jours et votée par les deux Chambres en un seul. Présentée par le premier cabinet Tardieu le 24 décembre 1929, pour tâcher d'apporter d'urgence un remède à la crise terrible que subissait le commerce des vins et donner satisfaction aux agriculteurs qui se croyaient victimes de fraude, elle avait pour objet principal de définir non seulement le vin naturel mais aussi le vin normal ⁽²⁵⁾. Dans ce but, elle distingue deux catégories de vins :

1° Les vins de coupage, qui doivent, suivant l'article 1^{er}, modifié par la loi du 19 avril 1930, avoir une composition d'alcool réel d'au moins 8 degrés ou une somme alcool-acide inférieure à 12 degrés;

(25) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet présenté par MM. Tardieu, président du Conseil, ministre de l'Intérieur; Chéron, ministre des Finances, Jean Hennessy, ministre de l'Agriculture; Flandin, ministre du Commerce et de l'Industrie; Lucien Hubert, garde des Sceaux (ann. n° 2673, J. O. 3 juin 1930, p. 422); lecture du rapport de M. E. Gellie, discussion et adoption le 29 décembre 1929 (J. O. 30 déc., p. 4820). — *Sénat* : Présentation le 29 décembre 1929 (ann. n° 788, J. O. 18 mars 1930, p. 767); rapport de M. Jean Durand (ann. n° 792, J. O. 18 mars 1930, p. 767); avis présenté au nom de la Commission des finances par M. Mario Roustan le 29 décembre 1929 (ann. n° 793, J. O. 18 mars 1930, p. 767); déclaration d'urgence et adoption le 29 décembre 1929 (J. O. 30 déc., p. 4384).

2° Les vins autres que les vins de coupage. Ce sont, ou les vins de pays, qui doivent être vendus avec indication de leur provenance et de leur degré alcoolique, ou *les vins ayant droit à des appellations d'origine*, qui sont dispensés de l'obligation de la composition minima et de l'indication du degré alcoolique, mais leur appellation doit figurer clairement sur les factures, récipients et pièces de régie (art. 2 de la loi).

L'article 3, pour enrayer la pratique de certains négociants qui déposaient des marques de fantaisie en leur donnant un nom de château ou de domaine, de manière à laisser croire qu'il s'agissait d'un vin de grand cru ayant droit à une appellation d'origine, a interdit l'emploi des mots tels que *clos, château, domaine, moulin, tour, mont, côte, cru, monopole*, et tous autres analogues pour désigner des vins n'ayant pas droit à une appellation. Cet article complète en ce sens l'article 10 de la loi de 1919.

Les dispositions suivantes sont relatives aux vins importés, à la contenance des bouteilles (art. 5) et aux sanctions pénales édictées (art. 6); les infractions sont réprimées correctionnellement par les peines prévues par la loi de 1903 et, s'il n'y a qu'une contravention, excluant le délit de tromperie, par l'article 13 de cette loi, modifié par la loi Dessein du 21 juillet 1929.

§ 4. — LA LOI DU 4 JUILLET 1931 SUR LA VITICULTURE ET LE COMMERCE DES VINS.

Cette loi, qui est aujourd'hui la charte de la viticulture et du commerce des vins, ne s'occupe des appellations d'origine que d'une manière très indirecte. Aussi me bornerai-je à mentionner brièvement les dispositions (et

celles-là seulement) qui intéressent spécialement le sujet de cette étude ⁽²⁶⁾.

Le but de cette loi, comme celui de la loi du 1^{er} janvier 1930, est d'essayer d'atténuer la crise du commerce des vins; mais alors que la loi du 1^{er} janvier 1930 n'avait pris que des mesures particulières et restreintes, la loi de 1931 prescrit des mesures générales et rigoureuses. Ses dispositions tendent à réduire la masse des vins qui peuvent être amenés sur le marché.

Pour cela, elle apporte des restrictions au droit de l'exploitant et du planteur de vignes et elle diminue la liberté de vente du producteur en instituant une taxe proportionnelle au rendement du terrain et à l'importance de la récolte (art. 1^{er}). Elle interdit aussi l'irrigation des vignes, sauf cas exceptionnels (art. 1^{er} *in fine*), et les plantations nouvelles (art. 3 et 5). Elle exige une composition des vins, déterminée par décrets après avis d'une commission interministérielle, et qui varie suivant les régions. Elle prescrit le blocage lorsque la récolte d'une année accuse une surproduction qui pourrait devenir dangereuse pour le marché intérieur des vins. Ce blocage consiste

(26) TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet présenté par M. Tardieu, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, le 3 juin 1930 (J. O., doc. parl., oct. 1930, p. 827); rapport de M. Labroue du 10 juillet 1930 (J. O., doc. parl., déc. 1930, p. 1335); rapport supplémentaire de M. Labroue du 28 mai 1931 (J. O., doc. parl., oct. 1931, p. 867); annexe au rapport supplémentaire du 28 mai 1931 (même réf.); avis de M. Besnard-Ferron au nom de la Commission de l'agriculture le 2 juin 1931 (J. O., doc. parl., oct. 1931, p. 883); avis de la Commission des finances par M. Lamoureux le 5 juin 1931 (J. O., doc. parl., oct. 1931, p. 957); discussion et adoption les 9, 10, 11, 17, 19 et 24 juin 1931 (J. O. 10, 11, 12, 18, 20 et 25 juin, déb. parl., p. 2876, 2931, 2947, 3074, 3087, 3137, 3174, 3253 et 3271); — *Sénat* : Présentation le 30 juin 1931 (doc. parl., oct. 1931, p. 1012); rapport de M. Donon du 2 juillet 1931 (J. O., doc. parl., ann. n° 700); avis de la Commission des finances par M. Courtier, dépôt, lecture, déclaration d'urgence et adoption le 3 juillet 1931 (J. O. 4 juill., déb. parl., p. 1335).

dans l'obligation pour les viticulteurs de ne laisser sortir que progressivement, par fractions, leurs vins de leurs propriétés. Le pourcentage est déterminé par un décret rendu après avis d'une commission formée un peu différemment de celle qui fixe la composition du vin (art. 15). La loi cherche également à encourager l'augmentation du degré des vins par l'adjonction à la cuvée de moûts concentrés. Elle favorise la distillation et l'impose même parfois pour une portion de récolte quand la production globale France-Algérie se trouve trop forte (art. 10), etc. Toutes ces dispositions sont sanctionnées pénalement (art. 14 et 15).

Mais — et c'est ce qui nous intéresse — cette loi décide qu'en principe ses dispositions ne sont pas applicables aux vins ayant droit à une appellation d'origine. Le rendement de ces vins, cultivés soigneusement, est, en général, assez faible, ce qui exclut pour eux la redevance proportionnelle. Et leur réputation, qu'on a intérêt à développer, les affranchit de l'interdiction de planter. Ils sont de même exemptés du blocage, mais il faut pour cela qu'ils aient droit à leur appellation, soit en vertu de la présomption légale, résultant d'anciens décrets de délimitation, prévue par l'article 24 de la loi de 1919, soit à la suite d'une déclaration souscrite antérieurement au 1^{er} janvier 1926 et à condition, dans ce dernier cas, que la production ne dépasse pas 40 hectolitres à l'hectare (art. 17-20). Il est bien certain, comme l'a du reste fait remarquer à la Chambre, dans la séance du 24 juin 1934, le rapporteur de la loi, M. Labroue, que ce délai limite du 1^{er} janvier 1926 n'empêche que le bénéfice de l'exonération du blocage, mais laisse intact tout droit de revendiquer l'appellation.

Les mêmes bénéficiaires d'une appellation d'origine sont affranchis de l'obligation de distiller (art. 10, § 9), cette obligation devant, comme on le conçoit, s'appliquer surtout à des vins de qualité inférieure.

Enfin, en ce qui concerne l'adjonction des moûts concentrés à plus de 10 p. 100, que la loi permet d'employer en vinification sur tous les vignobles de France pour tâcher d'augmenter le degré des vins, l'article 13, § 3, déclare que la vendange produisant des vins de crus ou d'appellation ne pourra être enrichie que par des concentrés provenant de même cru ou de même appellation.

DEUXIÈME PARTIE

NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE DROIT A L'APPELLATION D'ORIGINE

CHAPITRE PREMIER

DEFINITION ET NATURE DE L'APPELLATION D'ORIGINE

Qu'est-ce qu'une appellation d'origine?

De très nombreuses définitions ont été proposées. Aucune n'est pleinement satisfaisante. La meilleure, ou la moins mauvaise, semble encore la plus simple; elle consiste à dire que *l'appellation d'origine est une dénomination collective, réservée aux produits d'une certaine origine géographique et à laquelle doit être accordé le bénéfice d'une protection analogue à celle des marques commerciales.*

Pour préciser cette définition, il conviendra de fixer les limites de la notion d'appellation d'origine : d'abord, nous distinguerons cette notion de celles qui peuvent paraître lui ressembler; ensuite, nous essayerons de voir comment elle peut prendre fin, en particulier en tombant dans le domaine public; nous nous efforcerons enfin de déterminer sa nature juridique.

SECTION PREMIERE

Etendue et domaine d'application de la loi sur les appellations d'origine. — Distinction entre l'appellation d'origine et la simple indication d'origine, la marque, le type commercial, etc.

La loi du 6 mai 1919 est, dans son article 1^{er}, tout à fait générale. Toutes les appellations, quelles qu'elles soient, sont réglementées et protégées par elle. Mais cette loi ne

visé certainement que les « appellations d'origine », et non les notions qui peuvent plus ou moins s'en rapprocher et dont il faut les différencier avec soin.

On doit tout d'abord distinguer la simple *indication d'origine* de l'*appellation* proprement dite. Il peut arriver que l'on vende des articles en faisant connaître par des indications ou des vues photographiques qu'ils viennent de Paris. Ce simple renseignement donné aux acheteurs n'équivaut pas évidemment à une appellation, et si l'indication était inexacte, les délinquants ne pourraient être poursuivis que dans le cadre des lois du 1^{er} août 1905 et 26 mars 1930 et non en vertu de l'article 8 de la loi de 1919.

Il faut également différencier avec soin, étant donné leur ressemblance possible, la marque commerciale et l'appellation d'origine. Cela a une importance surtout en matière d'usurpation, les noms commerciaux étant protégés par les lois du 28 juillet-4 août 1824 et du 23 juin 1857, complétées par celle du 3 mai 1890, tandis que les usages illicites d'appellations ne sont sanctionnés que par la loi de 1919. Certains ont voulu faire la distinction entre les deux sur la base du caractère cessible de la marque, à la différence de l'appellation, qui ne l'est point. Mais il est des marques qu'on ne peut point céder ni saisir, comme les noms de crus ou de châteaux; elles sont attachées à la propriété de la terre. Dans ce cas, l'appellation n'a qu'une différence sensible avec la marque : son caractère collectif; elle appartient toujours à plusieurs, tandis que, sauf le cas d'indivision, la marque n'appartient qu'à une seule personne physique ou morale; s'il n'y a qu'un cru qui puisse s'appeler Château Lafite, de nombreux propriétaires vendent leur vin sous le nom de

Pauillac. La jurisprudence a assez bien marqué cette différence dans les divers procès qui ont eu lieu à propos du nom Haut-Brion. Le propriétaire de ce cru célèbre voulait faire interdire à des récoltants voisins d'ajouter au nom de leur château le mot Haut-Brion, qui, prétendait-il, était sa marque propre; les défendeurs soutenaient au contraire que le Haut-Brion était un lieu situé dans la commune de Pessac et que ce nom constituait une véritable appellation géographique, bien qu'il ne répondît à aucune circonscription administrative actuelle. Le Tribunal et la Cour de Bordeaux ont admis cette manière de voir et n'ont interdit l'emploi du nom qu'à ceux qui se trouvaient situés hors de ce lieu et aux voisins qui n'avaient pas rapporté la preuve de l'existence en leur faveur d'usages suffisants les assimilant à l'aire d'origine (1).

La loi ne doit pas s'appliquer aussi, semble-t-il, aux types commerciaux, qui sont souvent indiqués par une désignation régionale, mais ne sont que des procédés de préparation ou de fabrication, non des appellations d'origine, telles, par exemple, les draps d'Elbeuf, le point de Valence, l'eau de Cologne, etc. Il est évidemment nécessaire, pour qu'il y ait *appellation d'origine*, que l'origine soit pour quelque chose dans la nature ou dans la fabrication du produit; celui-ci doit participer de la nature du sol, du climat, de la faune ou de la flore de la localité d'où il provient si l'on veut pouvoir dire que son nom constitue une appellation régionale d'origine; autrement, ce nom n'indique plus qu'une sorte, qu'une manière de préparer. La Cour de Grenoble paraît avoir bien jugé en décidant que le *nougat de Montélimar* ne désigne qu'un

(1) Bordeaux, 18 juill. 1929, Rec. Bordeaux, 1928-1929, p. 102.

type de nougat ⁽²⁾; par contre, la décision du Tribunal du Puy appliquant la loi de 1919 à la *dentelle du Puy* appelle plus que des réserves ⁽³⁾.

Est-il nécessaire pour qu'il y ait appellation d'origine que le nom propre du lieu de provenance soit expressément indiqué? Il semble que oui; on ne voit guère comment il y aurait nom d'origine s'il n'y avait pas d'indication géographique précise, s'exprimant par un nom propre. Il a cependant été jugé qu'il suffit qu'un marchand mette sur une bouteille « vin du pays » pour qu'il tombe sous le coup de l'article 8 de la loi de 1919 si cette bouteille contient un vin récolté à l'étranger ⁽⁴⁾; mais cette décision, qui se justifie par l'utilité pratique qu'il y avait à réprimer une fraude, est difficilement acceptable; dans ce cas encore, la tromperie n'aurait dû pouvoir être sanctionnée qu'en vertu de la loi du 1^{er} août 1905.

Ainsi, la loi de 1919, complétée par celle de 1927, s'applique aux seules appellations d'origine, bien distinguées des autres notions dont elles se rapprochent parfois. Mais s'applique-t-elle à toutes les appellations quelles qu'elles soient? La loi a été faite évidemment surtout pour les produits alimentaires, et en particulier pour les vins; ce sont les réclamations de la Champagne et du Bordelais qui ont amené le vote des textes de 1919 et de 1927! Cependant,

(2) Grenoble, 25 mai 1926, Et. Dél. rég., IX, 32, confirmé par Cass. req., 24 oct. 1928, D. H., 1928, 541.

(3) Trib. civ. du Puy, 19 févr. 1934, S., 31. 2. 124, et la note; on pourrait remarquer toutefois que M. Clémentel avait cité les dentelles du Puy dans l'énumération des principales appellations françaises qu'il donna à la Chambre lors de la préparation de la loi de 1919. Mais ce n'est pas le dire d'un parlementaire qui fait la loi, surtout quand il est en opposition avec les principes qu'elle consacre.

(4) Cass. crim., 30 janv. 1923, 25. 1. 236, et la note.

dans la discussion préparatoire, on a déclaré que les dispositions étaient applicables à tout, et les termes généraux du texte ne laissent aucun doute à cet égard. La jurisprudence, en faisant bénéficier la « Terre de Valauris » de la protection de la loi, en a fait une interprétation exacte⁽⁵⁾.

Des controverses se sont élevées sur l'application de la loi aux produits étrangers. En l'absence de traité de commerce prévoyant la même protection pour les appellations du pays contractant que pour celle de la France, devait-on faire bénéficier les produits étrangers de la loi de 1919? La jurisprudence, qui avait déjà appliqué à ces produits la loi du 28 juillet 1824 sur les marques de fabriques et de commerce⁽⁶⁾, ne pouvait guère ne pas leur appliquer la loi sur les appellations d'origine. Il en a été ainsi décidé, notamment pour le *Madère*⁽⁷⁾, et, pour le *Porto*⁽⁸⁾, par un arrêt qui a fixé la jurisprudence. Outre qu'il résulte nettement des travaux préparatoires de la loi qu'on avait voulu viser dans le texte les produits étrangers (déclaration de M. Jenouvrier à la séance du Sénat le 27 février 1919 et de M. Maunoury à la Chambre le 24 avril), il est évident qu'il n'y avait pas, étant donné la généralité du texte, de raison pour le leur refuser. Le législateur avait sans doute voulu, surtout dans la loi de 1919, protéger le producteur, mais il avait légiféré aussi dans le but plus général d'assurer la loyauté des transactions et d'éviter les tromperies; or, qu'il s'agisse d'un produit français ou non, du moment que la fraude avait lieu en France, elle

(5) Cass. civ., 18 nov. 1930, D. II., 1931, 20.

(6) V. notamment, Cass. req., 22 juill. 1901, *J. Clunet*, 1901, 982.

(7) Trib. corr. Marseille, 25 nov. 1926, T. et D., XIV, 46.

(8) Cass. crim., 23 juill. 1927, T. et D., XIV, 54; Trib. Gard, 3 mai 1928, T. et D., XVI, 29; Trib. civ. Bordeaux, 19 mai 1928, T. et D., XVI, 33.

devait être réprimée ⁽⁹⁾. Mais il est évident que la loi ne pourra jamais être appliquée aux produits étrangers que dans une mesure restreinte; elle sera à leur égard limitée aux actions correctionnelles; l'action civile sera sans objet vis-à-vis d'eux, les tribunaux français ne pouvant point, naturellement, délimiter une région étrangère.

D'ailleurs, la question a moins d'importance qu'on ne pourrait le croire, car de très nombreuses conventions internationales, dont l'examen sortirait du cadre de cette étude, ont été conclues avec divers pays par la France pour régler la protection de la propriété industrielle, en particulier au sujet des appellations d'origine.

SECTION II

Extinction du droit à l'appellation d'origine.

Les appellations génériques.

Le droit à l'usage d'une appellation d'origine n'est pas indéfini dans le temps. Il vient un moment où, comme les autres droits, il s'éteint.

De quelle manière peut-il prendre fin?

Il est d'abord certain qu'il ne s'éteint pas par le non-usage. L'emploi d'une appellation d'origine étant une pure faculté, on peut ne point s'en servir sans pour cela perdre son droit. Ce droit pourrait se classer aussi dans cette catégorie que M. Demogue appelle les droits éventuels ⁽¹⁰⁾, que leurs titulaires peuvent toujours réclamer sans pouvoir les perdre en s'abstenant d'en user.

Mais ce droit est-il susceptible de prescription?

Le droit à l'appellation lui-même, nous venons de le

(9) Cf. R. Poplawski, *A propos d'un récent arrêt de la Cour de cassation*.

(10) Cf. *Rev. trim. de droit. civ.*, 1903, p. 731 et suiv.

voir, n'est point perdu par un certain temps de non-usage. Mais l'action en contestation d'appellation, qui est une manière implicite de faire reconnaître son droit, s'éteint-elle par le délai de trente ans, conformément à l'article 2262 du Code civil? Si l'on peut hésiter à faire application de ce texte aux noms ou aux marques commerciales, il est bien certain qu'on ne peut l'appliquer aux appellations d'origine qu'il y a un intérêt économique toujours assez général et même, parfois, national à sauvegarder. Pour un tel droit, il n'est pas possible de dire que l'inaction suppose un défaut d'intérêt, car il s'agit d'un droit collectif, dont les titulaires se renouvellent à chaque instant.

Ainsi, ni le droit au nom d'origine lui-même, ni l'action en contestation d'appellation, garantie de ce droit, ne semblent pouvoir être soumis à une prescription extinctive.

La prescription acquisitive serait-elle également impossible en la matière qui nous occupe? Au bout de trente ans d'emploi caractérisé, le bénéfice d'une appellation est-il acquis? En déclarant l'action en contestation d'appellation non susceptible de prescription, nous avons implicitement résolu la question. Si on peut toujours attaquer celui qui use d'une appellation, même quand ce fait dure depuis plus de trente ans, c'est évidemment qu'il n'a point acquis sur ce nom un droit incommutable. D'ailleurs, le texte de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, qui exige un usage *constant* pour reconnaître le droit à une appellation, exclut par là même toute possibilité de considérer un délai déterminé (11).

(11) L'article 15 de la loi de 1919 établit cependant pour les eaux-de-vie une prescription annale exceptionnelle, V. *infra*.

Le droit à l'appellation d'origine peut cependant s'éteindre dans deux cas : 1° lorsqu'il devient une marque; 2° lorsqu'il tombe dans le domaine public et devient une appellation générique.

Parfois, des fabricants ou des commerçants déposent des marques auxquelles ils donnent un nom évocateur d'une région ou d'une cité qui peut servir à leur publicité; ce nom, qui aurait pu constituer une appellation d'origine, ne désigne alors qu'une sorte de produit déposé par une maison de commerce. On a vu ainsi des marchands appeler leurs produits : savon du Congo, bock lyonnais, pâte flamande, alors que personne ne pensait qu'ils aient été préparés ou fabriqués dans le pays dont ils portaient le nom. Il est admis, d'ailleurs, que quand un nom qui semble indiquer une origine a été donné à une marque, les titulaires de la marque peuvent s'en servir tant qu'elle ne leur est pas contestée par les producteurs de la contrée intéressée ⁽¹²⁾. Mais, quand la marque sera consacrée par un temps trop long, les usagers du nom de lieu ne pourront plus empêcher son titulaire de s'en servir. La jurisprudence a souvent, et depuis longtemps, admis que des dénominations ont pu perdre leur valeur de désignation d'origine pour ne plus présenter que le caractère d'une marque de fantaisie ⁽¹³⁾.

Mais le plus souvent l'appellation d'origine s'éteint en tombant dans le domaine public. Il arrive, en effet, que certains produits ont une telle vogue que tout le monde

(12) V. pour l'apéritif « Vin du Cap corse », Trib. civ. Marseille, 18 oct. 1928, T. et D., XXI, 105.

(13) V. par exemple pour le « Fil d'Alsace », Paris, 5 janv. 1869, A. P. I., 1869, 171; pour la « Pâte flamande », Paris, 18 nov. 1895, A. P. I., 1898, 152; pour le « Thé mexicain », Lyon, 17 nov. 1909, A. P. I., 40. 2. 14.

les imite. Le nom qu'ils portent finit par ne plus désigner que le type qu'il représente, et devant le fait accompli, les tribunaux sont bien obligés de reconnaître que la dénomination a un caractère générique et n'indique plus la provenance; ils ne doivent le faire qu'en étant assez stricts et en exigeant, comme le dit M. Lacour ⁽¹⁴⁾, que l'appellation soit devenue « la dénomination unique et nécessaire du produit ». Cela est incontestable pour le bleu de Prusse, les gants de Suède, le jambon d'York, l'eau de Seltz, le saucisson d'Arles, etc. Récemment, les décisions judiciaires ont reconnu le caractère générique à d'autres produits tels que la luzerne flamande ⁽¹⁵⁾, la moutarde de Dijon ⁽¹⁶⁾, le fromage de Camembert ⁽¹⁷⁾. Certaines de ces décisions semblent dire que la loi ne peut protéger l'appellation de tels produits, car ils ne dépendent pas des éléments organiques du terroir ou des récoltes du pays dont ils proviennent; mais il semble bien, au contraire de ce que je disais dans la section précédente pour la dentelle du Puy, que le camembert tire, ou devrait tirer, ses qualités du lait de la région normande; que la moutarde de Dijon devrait être faite avec des graines et du verjus bourguignons; que la luzerne flamande devrait provenir des terres de Flandre. En réalité, la seule raison valable pour dire que l'appellation ne désigne plus qu'un type commercial, c'est qu'un tel usage en a été fait par ceux qui n'y avaient point droit, sans que les bénéficiaires légaux protestent, que le nom est tombé dans le domaine public. .

(14) Lacour, *Les fausses indications de provenance*, n° 24.

(15) Amiens, 25 mars 1926, Rec. som., 1926, n° 5322.

(16) Trib. civ. Seine, 13 juill. 1926, Et. Dél. rég., X, 23; Paris, 19 mars 1929, S., 29. 2. 12.

(17) Orléans, 20 janv. 1926, G. P., 26. 1. 595, S., 26. 2. 43.

Au contraire, les tribunaux ont refusé de reconnaître le caractère générique de certains noms d'origine qui ne s'étaient pas assez répandus, comme désignation d'un type de produits, pour qu'on pût dire qu'ils étaient tombés dans le domaine public; cela a été ainsi jugé pour le cassis de Dijon ⁽¹⁸⁾, car il y a de véritables crus pour les cassis; on en a décidé de même pour le vermouth de Chambéry ⁽¹⁹⁾.

D'après l'article 10 de la loi de 1919, le caractère générique ne peut être reconnu aux appellations vinicoles. Cela se comprend, et la disposition pourrait même être étendue à tous les produits agricoles dans lesquels l'importance de l'élément naturel l'emporte sur celle de la fabrication ou de la préparation. On peut encore admettre qu'un procédé de fabrication déterminé, réservé d'abord aux produits récoltés dans un certain lieu, puisse être, avec le temps, étendu à toutes les manipulations et préparations analogues, même appliquées à des produits originaires d'une autre contrée. Mais lorsque l'origine du produit, le sol, le climat, l'atmosphère, qui sont nécessaires à sa naissance et à son développement, sont les principaux facteurs de ses qualités, on ne saurait permettre que son nom, témoignage de son caractère, soit étendu à d'autres produits, récoltés n'importe où, même s'ils sont préparés de façon analogue, et que ce nom célèbre tombe dans le domaine public.

(18) Dijon, 24 déc. 1923, Et. Dél. rég., IV, 43; Cass. crim., 30 janv. 1925, Et. Dél. rég., VII, 34.

(19) Chambéry, 28 mars 1928, Et. Dél. rég., XII, 40; Cass. req., 7 mai 1930, S., 31. 1. 176, D. H., 1930, 329.

SECTION III

Nature juridique de l'appellation d'origine.

Cette question, quand on l'étudie, paraît présenter moins d'intérêt qu'on ne pourrait le croire. La loi protégeant d'une manière étroite l'appellation d'origine, il importe peu au fond, en pratique, que cette protection soit fondée sur une conception juridique ou sur une autre. Cependant, pour les tendances modificatrices de la loi, pour sa compréhension même, la nature du droit à l'appellation d'origine est intéressante à examiner.

« L'appellation d'origine est un droit de propriété commercial et collectif, attribué par un usage constant à tous les producteurs d'une même région », disait l'avocat général Matter dans les conclusions qu'il prenait lors du procès de délimitation de la Champagne. A l'appui de cette opinion, M. Matter donnait trois arguments que répètent à l'envi tous ceux qui veulent voir un droit de propriété dans l'appellation d'origine; voici ces trois arguments :

1° La pratique des tribunaux et du Parlement a toujours considéré le droit à l'appellation d'origine comme un droit de propriété.

2° Lors des travaux préparatoires de la loi de 1919, un article 1^{er} avait été rédigé ainsi : « Les appellations d'origine non tombées dans le domaine public constituent un droit de propriété pour les habitants et propriétaires des communes ou régions auxquelles elles s'appliquent ». Ce texte ayant été supprimé sur la demande de M. Paisant, rapporteur de la Commission des finances, dans le seul but de *ne pas surcharger le texte*, il est évident que le Parlement n'a pas eu l'intention de rompre avec la théorie traditionnelle.

3° M. Jenouvrier, rapporteur au Sénat, reprenant ce qu'avaient dit le comte Chaptal à la Chambre des pairs et Lemoine de Mars à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi de 1824, a déclaré : « La meilleure manière de protéger les appellations aussi bien en deçà qu'en delà des frontières est de leur donner ou de leur rendre ce caractère qui leur est essentiel d'être un droit de propriété. »

Ces arguments ne sont point convaincants. Même si le texte primitif avait été voté et si la loi avait déclaré que les récoltants étaient propriétaires de leur appellation, il n'aurait pas pu s'agir du droit de propriété au sens classique, tel que l'article 544 le définit. On ne peut voir dans cette solution, comme le disent MM. Colin et Capitant, qu'une métaphore ⁽²⁰⁾. Le droit de propriété est par essence un droit réel; il ne peut porter que sur quelque chose de matériel et non sur une conception abstraite comme le nom, qui n'est, suivant le mot de Goëthe, que de la fumée. Si on peut admettre à la rigueur des termes, consacrés par la fréquence de leur emploi, tels que propriété industrielle ou propriété commerciale, c'est qu'il s'agit dans ces cas d'un droit qui porte indirectement sur un ensemble de choses. Mais la propriété d'un nom? Certains, sans doute, ont fait un effort pour essayer de trouver une base matérielle au nom, en disant qu'il peut se concrétiser ou se matérialiser aussi bien sur les registres de l'état civil que sur le terrain vocal et auditif et qu'il deviendrait ainsi une réalité expérimentale ⁽²¹⁾. Mais cette idée semble une construction subtile et bien fuyante.

(20) Cf. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. II, p. 358 et suiv.

(21) Cf. J. Bonnecase, *Supplément au Traité théorique et pratique de droit civil par Baudry-Lacantinerie*, t. V, n° 389.

D'ailleurs, même si l'on pouvait admettre que, dans certains cas, un nom peut constituer une propriété, il n'en resterait pas moins que l'appellation d'origine est tout autre chose qu'un droit de propriété. Une propriété est aliénable et prescriptible; l'appellation est en elle-même inaliénable et, nous l'avons vu, elle est aussi imprescriptible. Une propriété est naturellement, sinon essentiellement, exclusive; or, le droit à une appellation est (c'est une de ses caractéristiques) un droit collectif, qui appartient à plusieurs personnes, qui peut être l'apanage de centaines ou de milliers d'individus.

Toutes ces raisons conduisent à repousser, sauf peut-être pour le nom commercial, mais à coup sûr pour l'appellation d'origine, le dogme jurisprudentiel du nom-propriété. Le nom commercial a bien pu être considéré par certains auteurs comme susceptible de propriété, car non seulement (ce qui est son caractère commun avec l'appellation régionale) il a une valeur pécuniaire, mais aussi il peut être vendu ou transmis entre vifs et par succession, et l'on peut même admettre qu'il se prescrit ⁽²²⁾. D'autres juristes n'ont pas accepté cette théorie ⁽²³⁾. Ils déclarent que la seule cessibilité possible d'un nom commercial est accessoire à celle d'un fonds de commerce et qu'en fait il est imprescriptible, car, dans chaque usage de la raison sociale ou de la marque usurpée, on pourra trouver le point de départ d'une nouvelle prescription; le seul fait qui

(22) Cf. Sudre, *Le droit au nom*; Pouillet, *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres*; Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, § 397 et suiv.; Demole, *Du nom commercial et de sa protection*.

(23) Cf. Ch. Reibel, *Du nom commercial artistique et littéraire*; Auschitzky, *Le nom commercial*; Berger-Vachon, *La protection du nom commercial en droit français et en droit allemand comparés*.

puisse être retenu, à savoir la valeur pécuniaire d'un nom de marque connu, ne serait pas suffisant pour permettre de dire qu'il constitue un droit de propriété pour celui qui le possède. Si l'on peut, dans le langage courant, dire, avec Proudhon, que la propriété c'est « ce qui nous est propre à l'exclusion de tous les autres », il ne faudrait pas vouloir prendre cette définition comme la définition juridique du droit de propriété, qui est beaucoup plus étroite. Ce que le langage courant appelle propriété littéraire ou propriété industrielle prend ce mot, comme nous l'avons vu, dans un sens bien différent de la terminologie du Code civil.

Si nous avons cité ces arguments réfutant la théorie du nom commercial propriété, c'est parce qu'ils semblent s'appliquer encore mieux à la propriété de l'appellation d'origine. Sans doute, cette appellation a une valeur pécuniaire, au point qu'on simule des ventes de produits pour obtenir la possibilité de se servir d'une appellation et qu'il existe, dans les régions vinicoles, tout un commerce d'acquets fictifs⁽²⁴⁾. Mais bien d'autres droits que le droit de propriété s'achètent et se vendent. D'autre part, l'appellation d'origine, droit collectif par essence, appartient toujours à plusieurs personnes. Telle que la loi l'organise et la protège, elle constitue, nous l'avons vu, non seulement en fait, mais juridiquement, un droit imprescriptible. Et si le nom commercial n'est généralement cessible qu'accessoirement à un fonds de commerce, l'appellation d'origine, quand elle est transmise, accompagne toujours

(24) Soit dit en passant, les acquets fictifs constituent selon la jurisprudence une infraction à l'article 8 de la loi de 1919. V. notamment, Cass., crim., 18 avril 1929, T. et D., XIX, 90.

une chose matérielle, le produit auquel elle donnera son nom.

Ainsi, l'appellation d'origine ne peut pas être considérée comme un droit de propriété. Mais s'il est facile de réfuter la théorie jurisprudentielle courante sur ce sujet, quand on désire la remplacer par autre chose, alors l'embaras commence.

Les uns veulent fonder ce droit sur la simple application du principe de l'article 1382; ainsi la dénomination locale ou régionale des produits ne devrait être protégée que dans la mesure où il y aurait possibilité de préjudice pour les tiers. Cette théorie est en harmonie avec la loi de 1919, qui est basée évidemment avant tout sur le désir d'empêcher que les intéressés soient lésés, mais elle supprime la question sans la résoudre, car elle ne dit pas pourquoi on tend à empêcher ce préjudice.

D'autres, et nous retiendrons leur idée dans une certaine mesure, veulent donner au droit qu'une personne peut posséder sur un nom quel qu'il soit un fondement social; cette théorie, créée par des jurisconsultes allemands, place le nom au rang des droits de la personnalité. D'après ces auteurs, le nom de famille indiquerait la relation entre le monde extérieur et la valeur de la personne qu'il sert à désigner; le nom commercial servirait à représenter une relation sociale entre une maison de commerce, un marchand, une société et les produits qu'ils vendent; enfin, la dénomination régionale servirait précisément à marquer la relation sociale entre un produit et son origine, à indiquer ce qui, dans la vie active et économique, différencie ce produit des autres qui ne peuvent bénéficier de la réputation de la localité d'où il est issu.

Cette dernière théorie assez précieuse ne nous paraît pas

complètement inexacte; et bien qu'elle mette en jeu des conceptions juridiques sociales que la plupart des auteurs français n'acceptent pas, nous désirerions la garder en partie.

Et puisqu'il faut bien essayer de prendre parti dans ce conflit théorique, nous proposerons de considérer le droit que peut avoir un récoltant ou un fabricant sur une appellation d'origine comme un droit accessoire à un droit de propriété. Ce droit, qui servirait à marquer la relation entre le produit et son origine et, si nous osons employer ce terme, à marquer la personnalité de ce produit parmi les autres, se transmettrait en même temps que la propriété. Celui qui achèterait le produit acquerrait l'appellation et l'aliénerait en le vendant. Et, ainsi, on ne serait plus obligé de déclarer que le droit sur une appellation d'origine constitue un droit réel, mais une sorte de qualité qui viendrait se greffer sur le droit réel de propriété du produit lui-même.

Il nous semble, d'ailleurs, que cette théorie pourrait se généraliser. On pourrait dire que le nom de personne sert d'accessoire à son état civil, qu'il marque la relation sociale de cette personne avec le monde extérieur, ce qu'il y a de ressemblant avec les personnes de sa famille dans le cas du nom patronymique et ce qu'il y a de différent entre elle et les étrangers. De même, la marque de commerce servirait à désigner ce qui différencie ce fonds de commerce des autres au point de vue social, comme l'appellation d'origine marque la ressemblance d'un produit avec ceux qui y ont droit et sa différence d'avec tous ceux qui ne peuvent en bénéficier.

Cette théorie a pour avantage, sans commettre l'hérésie juridique du nom-propriété, d'arriver au résultat recher-

ché de ceux qui préconisaient la pratique jurisprudentielle; elle permet, en effet, de protéger le droit des récoltants fabricants et négociants sur les appellations d'origine de leurs produits et marchandises, à l'égal de ce droit de propriété qu'ils possèdent sur ces produits ou ces marchandises puisque l'un n'est que l'accessoire de l'autre, dont il suivra les changements.

CHAPITRE II

DOUBLE FONDEMENT DU DROIT A L'APPELLATION D'ORIGINE

La loi du 6 mai 1919 (art. 1^{er}) en donne deux. Elle permet, en effet, de contester une appellation à ceux qui prétendent qu'elle est appliquée à leur préjudice et contrairement à *l'origine* ou à *des usages* locaux, loyaux et constants.

Il nous faut voir successivement ce qu'est l'origine et ce que sont les usages. Les caractères légaux que ceux-ci doivent présenter seront étudiés au chapitre suivant.

SECTION PREMIERE

L'origine.

L'origine dont parle la loi, c'est l'origine géographique. Elle évoque la surface de terre qui porte le nom dont on se sert pour désigner les produits qui y sont récoltés ou fabriqués. La loi du 28 juillet 1824 parle avec précision d'un *nom de lieu*; les lois des 1^{er} août 1905 et 6 mai 1919 disent simplement *l'origine*, mais ce mot ne peut désigner autre chose qu'une localité. Le plus souvent, ce sera une commune (Roquefort, Sauternes, Saint-Emilion, Bordeaux, Vouvray, etc.); cela pourra être une autre circonscription

administrative telle qu'un département (la Côte d'Or) ou une ancienne province (la Bourgogne, la Champagne), ou encore tout un pays, tel que la France. Depuis longtemps, dans ce dernier cas, les tribunaux ont admis que cette protection s'appliquait aux produits français à l'encontre des produits étrangers; les lois douanières, comme les lois des 11 juillet 1906, 26 juin 1913, 9 août 1930 et la loi très générale du 26 mars 1930 sur les fausses indications d'origine, seraient également applicables aux fraudes sur les *appellations* proprement dites.

Mais il arrivera fréquemment que la localité qui donne un nom aux produits soit une simple région sans rapport avec une circonscription administrative. Dans ce cas, on consultera les usages pour fixer ses limites et l'on ne pourra la faire entrer arbitrairement dans le cadre d'une circonscription. Il a été décidé ainsi pour le Médoc que cette dénomination, appliquée à une langue de terre comprise entre l'Océan, la Garonne et la Gironde, ne correspondait à aucune circonscription administrative et ne saurait comprendre les îles de la Gironde, sous le prétexte qu'elles sont rattachées administrativement à la rive sud du fleuve et qu'elles appartiennent, au fur et à mesure de leur émergement, au propriétaire de cette rive ⁽¹⁾.

Les circonscriptions administratives ne constituent pas forcément des appellations d'origine. Il a été jugé que l'expression *Côte de Nuits* (comme, d'ailleurs, celle de Côte de Beaune), employée depuis longtemps, ne désignait qu'une division géographique territoriale et administrative, mais nullement vinicole; qu'elle ne pouvait être considérée que comme désignant des vins récoltés dans une

(1) Bordeaux, 16 mai 1927, Et. Dél. rég., XII, 3.

région particulière, mais ne créait pas une appellation d'origine ⁽²⁾.

On ne saurait non plus créer de toutes pièces un nom d'origine en se disant « voisins de ... » « aux environs de ... ». C'est ainsi que l'appellation Haut-Pays bordelais, qui ne correspondait à aucune région et n'était consacrée par aucun usage, a été interdite aux récoltants de Marmande et d'Escassefort ⁽³⁾. Il en a été de même pour l'appellation « Environs de Saint-Emilion » ou « Saint-Emilionnais » ⁽⁴⁾.

Certaines aires d'origine peuvent aussi être désignées par la nature de leur sol et il peut arriver que l'usage de ce nom soit tellement répandu qu'il constitue une appellation d'origine, et alors cette dénomination bénéficie de la protection légale, et d'autres producteurs, même s'ils se trouvent sur des terrains identiques, ne sauraient l'employer. C'est le cas en Gironde pour la région des Graves, qui s'applique à une région de la rive gauche de la Garonne s'étendant de la Jalle de Blanquefort au canton de Podensac. Cette appellation ne saurait être appliquée à tous les vins récoltés sur les terrains graveleux ⁽⁵⁾, sauf s'ils possédaient cette appellation en vertu d'un usage local, loyal et constant ⁽⁶⁾.

A côté des difficultés posées par la délimitation exacte des régions, la question de l'aire géographique peut en

(2) Dijon, 15 juill. 1925, D. H., 1925, 544.

(3) Cass. req., 4 janv. 1927, Et. Dél. rég., XI, 33.

(4) Cass. civ., 21 juin 1930, S., 31. 1. 47.

(5) Bordeaux, 31 janv. 1927, Et. Dél. rég., XI, 34, et Cass. req., 20 avril 1929, Et. Dél. rég., XV, 16, refusant aux propriétaires de Saint-Macaire situés en terrains graveleux le droit de s'appeler « Graves de Saint-Macaire ».

(6) Bordeaux, 18 mars 1931, Rec. Bordeaux, 31. 1. 80, accordant à une partie de la commune de Vayres le droit au nom « Graves de Vayres ».

amener d'autres. Il arrive, en particulier pour les vins, qu'un produit provienne à la fois des récoltes de plusieurs localités ou de plusieurs régions; fréquemment, des propriétés se trouvent à cheval sur deux communes. Elles auront, dans ce cas, tendance à donner à leur vin le nom le plus renommé. La jurisprudence, pour empêcher de faciles abus, a décidé que, dans ce cas, on devait indiquer exactement la quantité récoltée sur chaque parcelle. Mais on ne saurait évidemment, en principe, parce qu'on annexe une parcelle à une autre, avoir droit à donner aux deux la même appellation (7); il ne pourrait en être autrement qu'en vertu d'usages (8).

Une autre difficulté, plus fréquente pour les indications d'origine que pour les appellations proprement dites, se présente aussi quelquefois pour ces dernières : un produit peut être récolté dans un endroit et manipulé ou transformé dans un autre, parfois même dans plusieurs autres, si l'opération se décompose. Quel nom devra-t-on lui donner?...

La réponse à donner varie suivant qu'il s'agit de produits fabriqués ou naturels. Dans la première hypothèse il semble qu'il soit d'usage de désigner les produits par le lieu où s'accomplit la plus importante, ou tout au moins l'une des plus importantes transformations : le fromage fabriqué à Roquefort portera le nom de cette ville, bien que la matière première qui sert à sa fabrication puisse provenir de toutes les régions de la France présentant des caractères d'herbages analogues à ceux du plateau des

(7) Cass. crim., 14 janv. 1927, S., 28. 1. 282; Trib. civ. Bordeaux, 19 mai 1928, T. et D., XVI, 33; Trib. civ. Libourne, 7 mai 1931, D. H., 1931. 391.

(8) Bordeaux, 18 mai 1925, Et. Dél. rég., III, 27; Cass. crim., 14 janv. 1927, S. 28. 1. 252.

Causses. S'il s'agit, au contraire, de produits naturels, on ne pourra les vendre qu'accompagnés du nom du lieu où on les a récoltés. Si, en particulier, ces produits naturels sont des vins (des vins non fabriqués, bien entendu), il est évident que seul à leur égard le nom qu'on pourra leur donner sera celui du lieu de la récolte, du lieu où se trouve la vigne qui a produit le raisin, même s'il était pressé et mis en cuve dans une autre commune.

Longtemps déjà avant la loi du 6 mai 1919 ces solutions se trouvaient consacrées par la jurisprudence ⁽⁹⁾. Depuis la loi du 22 juillet 1927, cette question, qui constituait le fond du drame de la délimitation champenoise, a perdu de son importance puisque, dans ce dernier cas, elle ne peut plus être discutée.

SECTION II

Les usages.

Les usages, second fondement de l'appellation d'origine, ont soulevé bien des controverses. Ces discussions ont eu, en réalité, pour objet la portée de la disjonctive *ou*, insérée dans le texte de l'article 1^{er} de la loi de 1919 : « ... contrairement à l'origine de ce produit *ou* à des usages locaux, loyaux et constants. » Etant donnée la rédaction de ce texte, suffisait-il, pour que le droit à l'appellation pût être contesté, qu'une des deux conditions : origine, ou usages, manque au produit incriminé ? Ou la possession de l'une des deux qualités suffisait-elle pour que ce droit lui fût reconnu ?

(9) Cass. crim., 26 juill. 1889, D. P., 90. 1. 289; Paris, 18 nov. 1892, D. P., 93. 2. 147; Cass. civ., 9 avril 1894, S., 94. 1. 285.

Si l'on déclarait le cumul obligatoire, le mot usages devait s'entendre des usages de production ou de fabrication, et il aurait fallu alors, pour qu'un produit pût faire emploi de l'appellation, que, outre une origine déterminée, il fût créé suivant les procédés habituellement employés pour les produits dont il portait le nom. Dans le cas contraire, si un seul des deux termes prévus par l'article 1^{er} suffisait pour fonder le droit à l'appellation, le mot usage ne pouvait viser que l'usage géographique, celui qui, par une longue tradition, aurait assimilé les régions avoisinantes à la localité d'origine.

La simple lecture de l'article 1^{er}, mal rédigé puisqu'en visant les conditions du droit il était écrit comme s'il parlait de la reconnaissance de ce droit, pouvait laisser perplexe. Mais les travaux préparatoires étaient formels. En écartant les qualités substantielles, qui figuraient dans le premier projet Pams et Klotz du 30 juin 1911 et dans le projet rapporté par M. Dariac le 8 juillet 1912, le vote de la Chambre du 21 novembre 1912 avait nettement écarté les qualités substantielles et tout ce qui s'y rapportait. On avait manifesté par là l'intention de fonder le droit uniquement sur *l'origine*, que M. Camuzet avait déclarée la seule base solide et sérieuse. Le rapport de M. Jenouvrier au Sénat, encore que certains aient essayé de s'en servir pour soutenir l'opinion opposée ⁽¹⁰⁾, déclarait expressément que « le demandeur devra établir que le produit naturel ou fabriqué auquel on a donné une appellation d'origine n'y a pas droit soit parce qu'il n'est pas né dans la commune ou la région dont on lui donne le nom, soit parce que des usages locaux, loyaux et constants ne l'ont pas

(10) Cf. note S., 1928. 2. 101.

assimilé aux produits nés ou fabriqués dans la commune ou la région même dont le nom lui est appliqué ».

C'était l'interprétation que donnaient les deux traités qui parurent peu après la promulgation de la loi : celui de M. Guérillon ⁽¹¹⁾ et celui de MM. Plaisant et Jacq ⁽¹²⁾. Au contraire, M. Chesnay, conseiller à la Cour de cassation, déclarait ⁽¹³⁾ que l'aire de production et les usages étaient inséparables, tandis que M. Toubreau soutenait ⁽¹⁴⁾ que l'article 1^{er} laissait toute latitude aux tribunaux, qui avaient à son égard la plus grande liberté d'appréciation.

C'est bien ce que l'on vit!...

D'abord, malgré les travaux préparatoires, plusieurs décisions judiciaires se prononcèrent dans le sens du cumul. Un arrêt de la Cour de Dijon ⁽¹⁵⁾ empêcha un propriétaire se trouvant dans la section cadastrale de la Romanée-Conti de mettre cette indication sur son vin, en déclarant qu'il n'avait aucun usage en sa faveur, qu'au contraire le nom de la Romanée-Conti était réservé à un seul cru : ainsi l'absence d'une des deux conditions prévues par la loi suffisait à fonder l'action en contestation. De même, un jugement du Tribunal de Narbonne, du 2 juillet 1923, et un autre rendu par le Tribunal de Carcassonne, le 6 juillet 1923 ⁽¹⁶⁾, décidèrent que l'appellation « vin des Corbières » était réservée, parmi les vins de cette région, à ceux qui étaient produits par les cépages grenache, picpouls, carignan, etc., et possédaient certaines qualités. Dans le même sens se prononcèrent le Tribunal de Tonnerre et celui

(11) Guérillon, *op. cit.*, p. 58.

(12) Plaisant et Jacq, *op. cit.*, p. 88.

(13) Note D. P., 1922. 2. 81.

(14) Toubreau, *op. cit.*, p. 43.

(15) Dijon, 26 févr. 1923, S., 23. 2. 101.

(16) Et. Dél. rég., IV, 9 et 16.

d'Auxerre pour délimiter la région de Chablis ⁽¹⁷⁾. On pourrait citer encore la décision du Tribunal de Saint-Pons, du 1^{er} août 1923, relative au « Minervois » ⁽¹⁸⁾, celle du Tribunal de Beaune, du 13 novembre 1924 ⁽¹⁹⁾, relative à l'appellation « Volnay ou Santenots », dans la commune de Meursault, et celle du Tribunal de Beaune, rendue le 24 avril 1925 ⁽²⁰⁾, et décidant, ce qui était juste mais en opposition avec la loi, telle qu'elle existait alors, que les vins provenant d'hybrides n'avaient pas droit à l'appellation Bourgogne.

Mais l'interprétation contraire, conforme à la loi, devait triompher. Déjà un jugement du Tribunal de Bordeaux, du 6 février 1922 ⁽²¹⁾, avait statué en ce sens implicitement en refusant de reconnaître aux communes de Cérons et de Podensac le droit à l'appellation Sauternes. Mais ce sont deux arrêts de Paris, du 16 février 1923 ⁽²²⁾, qui fixèrent la jurisprudence à propos de la délimitation de la Champagne viticole. Ces arrêts, depuis la sentence Barthe et la loi du 22 juillet 1927, ont perdu leur intérêt. Mais ce sont eux qui posèrent le principe de la juste interprétation de l'article 1^{er} en déclarant « que l'appellation d'origine apparaît comme dépendant essentiellement du lieu de naissance ou de fabrication du produit et que *les usages locaux ne sont admis qu'en raison de l'assimilation factice par eux établie avec le lieu d'origine* : que la nouvelle législation exclut pour la fixation

(17) Et. Dél. rég., IV, 25.

(18) Et. Dél. rég., IV, 20.

(19) Et. Dél. rég., VI, 32.

(20) Et. Dél. rég., VII, 12.

(21) G. P., 22. 1. 466.

(22) G. P., 23. 1. 367.

des appellations d'origine toute recherche relative à la composition du produit, à sa fabrication et, d'une manière plus générale, à ses qualités substantielles; qu'elle impose comme unique condition la conformité de l'appellation soit avec l'origine du produit, soit par extension avec une appellation locale résultant d'usages indéniables ». La Cour de cassation, le 27 mai 1923⁽²³⁾, confirma les deux décisions de Paris, conformément aux conclusions de l'avocat général Matter. Ces arrêts décidèrent que, « pour qu'un produit naturel ait droit à une appellation d'origine, il faut et il suffit qu'il ait été obtenu dans le lieu d'origine ou que, *s'il provient d'une région limitrophe, il ait été assimilé aux produits d'origine par des usages locaux, loyaux et constants* ». Précisant bien que le mot « usages » ne s'appliquait qu'à *l'emploi extensif de l'appellation*, la Cour de cassation ajoutait que « le fait que les vins récoltés en dehors de l'ancienne province de Champagne sont couramment achetés et utilisés par les fabricants de champagne ne confère pas à ces vins le droit à l'appellation « Champagne », l'usage invoqué se rapportant à la fabrication du produit, et non à son appellation ».

Ces arrêts tranchent définitivement la question. Toutes les décisions postérieures se sont rangées à l'avis de la Cour suprême⁽²⁴⁾. Cette interprétation, conforme au texte de l'article 1^{er} et à la volonté du législateur, ne peut plus être discutée puisque c'est pour remédier aux défauts de la loi, interprétée ainsi, qu'on a établi le statut du Roquefort et voté la loi Capus sur les noms d'origine vinicole. Ces deux lois ont ajouté, en effet, des conditions de pro-

(23) D. P., 26. 1. 218.

(24) V. cependant, Trib. civ. Beaune, 16 juill. 1923, Et. Dél. rég., X, 10.

duction, la première très larges, la seconde assez réduites, à celles qu'édicteait la loi de 1919, qui considérait l'appellation comme l'indication pure et simple d'un lieu de provenance. L'hésitation de la jurisprudence à interpréter correctement l'article 1^{er}, en prouvant l'imperfection de ce texte, devait amener des propositions de réforme, d'ailleurs fort insuffisantes, et qu'il sera probablement nécessaire encore de modifier.

CHAPITRE III

REGLES RELATIVES AUX CARACTERES DES USAGES

En général, l'origine géographique n'est pas discutée; on arrive facilement à la reconnaître et à la délimiter. Mais la plus grande partie des décisions de justice visent les usages, beaucoup plus imprécis, beaucoup plus difficiles à établir et à caractériser que la circonscription de l'aire d'origine. Etudier la jurisprudence des appellations d'origine se ramène surtout à examiner des arrêts qui tranchent en fait des questions d'usage.

Comme on l'a vu dans les lignes qui précèdent, l'article 1^{er}, le seul texte qui nous occupe pour le moment, le seul applicable d'ailleurs à la généralité des produits, vise les usages d'*emploi d'appellation*, étendant la dénomination d'une aire géographique primitive aux régions avoisinantes, tandis que l'article 10-2^o modifié par la loi de 1927 entend par *usages* les *modes de production* et que la loi sur le roquefort désigne par ce même mot les *procédés de fabrication*.

Certaines questions peuvent être à la fois communes aux usages de production et aux usages géographiques; je ne m'occuperai que de ces derniers dans ce chapitre, auquel je renverrai, pour les questions communes, en étudiant l'article 10.

La question la plus importante et la première qui se pose est celle des caractères des usages; il conviendra de s'occuper ensuite de leur mode de preuve et des pouvoirs exorbitants que possède en cette matière la Cour de cassation.

SECTION PREMIERE

Caractères des usages.

C'est un principe de bonne législation qu'il ne faut renvoyer le juge aux usages qu'avec une grande prudence. Bien souvent, c'est un élément très incertain. Le législateur sera sage en exigeant qu'ils présentent certains caractères pour pouvoir être pris en considération. Aubry et Rau, parlant du cas où le Code s'y réfère, écrivent très justement (t. I, p. 75) : « Un usage ne doit être considéré comme existant et obligatoire qu'autant que la pratique ou la façon d'agir qui le constitue est, d'après l'opinion commune, le résultat d'une nécessité juridique (*opinio juris, vel necessitatis*). Il faut de plus que les faits invoqués pour en établir l'existence soient multiples et uniformes et qu'ils se soient produits pendant un certain laps de temps, d'une manière non clandestine et sans désapprobation expresse ou tacite du législateur. »

Les rédacteurs de la loi de 1919 ont certainement voulu s'inspirer de ces principes et ont caractérisé les usages par trois termes. qu'avaient déjà employés d'ailleurs les décisions judiciaires : ils doivent être *locaux, loyaux, constants*.

Il faut étudier séparément ces trois caractères, dont on a beaucoup critiqué l'imprécision, mais qui pouvaient, on doit le reconnaître, être difficilement mieux choisis.

§ 1.

Le mot *local* a été différemment interprété. Selon MM. Plaisant et Jacq, cela signifierait « que le juge ne doit recueillir que les témoignages d'une tradition strictement intérieure, celle qui a cours dans la région ou dans la ville dont le réseau d'influence doit être fixé quant à l'appellation. Les échos incertains de la renommée générale dans le pays, les habitudes prises dans certains milieux commerciaux ou sur les marchés en dehors du cercle provincial intéressé, seront délibérément écartés. Malgré l'autorité de celui qui les transmet ou le prestige du centre d'affaires d'où ils émanent, de tels usages ne sont pas locaux » ⁽¹⁾. Ainsi, ces auteurs, écrivant quelques mois après la promulgation de la loi, considéraient qu'il suffisait que les usages soient recueillis dans la région pour posséder le caractère « local ».

La jurisprudence a semblé au contraire prendre ce mot dans le sens plus pratique d'usage *collectif*.

Cette conception a été très bien résumée et expliquée dans les conclusions que l'avocat général Dreyfus a prises à propos de la délimitation de la Champagne, devant la Cour de Paris, à l'audience du 3 février 1923. Selon l'avocat général Dreyfus, qui s'inspirait des tendances des décisions rendues à ce moment et que la jurisprudence postérieure devait fortifier, il fallait, pour que l'usage fût local, qu'il s'étendît à tout le lieu dont l'appellation était en cause; normalement, ce lieu était la commune. On peut dire, à l'appui de cette conception, que, l'article 7 de la loi prescrivant aux tribunaux de décider à l'égard de

(1) Plaisant et Jacq, *op. cit.*, p. 88.

la commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune, il faut bien pour qu'il en soit ainsi que l'usage *communal* soit établi. Depuis que la loi de 1927 a permis à une même décision de statuer à l'égard de toute une région, il n'y a pas de raison de changer ce système logique; quand on délimitera la région, il faudra que l'usage s'étende à la région, qu'il soit collectif pour la généralité des habitants de la commune quand on délimitera la commune; et quand la décision déclarera qu'elle n'est applicable qu'à un *lieu dit* il sera tout de même nécessaire que les récoltants de ce lieu possèdent en masse l'usage sur lequel on se fondera.

Les tribunaux ont été amenés à faire de nombreuses applications de la *localité* de l'usage. On ne saurait trouver sur ce point de meilleur exemple que les multiples jugements et arrêts qui ont délimité la région de *Sauternes*, qui a jalousement défendu son nom contre les prétentions des régions voisines. Il a été jugé en 1923 par la Cour de Bordeaux ⁽²⁾ que seules, avec la commune de Sauternes, les quatre communes de Barsac, Preignac, Bommes et Fargues avaient droit de vendre leurs vins sous ce nom; seuls leurs viticulteurs avaient en leur faveur un usage suffisamment général. Les mêmes décisions qui ont consacré implicitement cette solution ont refusé aux communes de Podensac et de Cérons le droit à cette appellation, en se basant non seulement sur la non-ancienneté de l'usage, mais aussi et surtout sur le fait que seuls quelques propriétaires pouvant s'en prévaloir, un tel usage n'était pas local. La Cour de cassation a confirmé cette interprétation du terme local ⁽³⁾.

(2) Bordeaux, 25 et 28 mai 1923, Et. Dél. rég., III, 33.

(3) Cass. req., 17 mai 1926, S., 26. I. 193.

Par la suite, d'autres communes voisines de Sauternes ont essayé de se faire accorder le droit d'employer cette appellation. Poursuivies par le Syndicat de Sauternes, elles n'ont pas vu en général leurs prétentions admises par la Cour de Bordeaux, toujours à cause du défaut de collectivité de l'usage qu'elles invoquaient. C'est ainsi que la Cour de Bordeaux et après elle la Cour de cassation ont refusé le droit au nom Sauternes aux vins récoltés dans la commune de Roaillan ⁽⁴⁾, en déclarant que « les usages qui, à défaut de l'origine, donnent à un produit le droit à l'appellation ne sauraient, ne peuvent résulter de faits individuels, même répétés, de déclarations successives émanant du seul intéressé ». Au contraire, ils doivent « présenter un certain caractère de généralité, constituer une pratique non seulement collective, mais reçue et suivie par la collectivité locale ». Il a été décidé de même pour la commune de Toulenné ⁽⁵⁾, dont quelques propriétaires seulement avaient usé du nom Sauternes pour leur récolte provenant à la fois de cette commune et d'une autre ayant droit à l'appellation litigieuse.

On peut encore citer dans le même sens un arrêt de la Chambre des requêtes, confirmant un arrêt de la Cour de Bordeaux ⁽⁶⁾, qui a refusé à la commune de Néac le droit au nom de Néac-Pomerol, car l'usage qu'elle invoquait n'était pas suffisamment général. « Le fait, déclare cet arrêt, que dans une commune (Néac) un seul propriétaire a, pendant vingt-quatre ans, fait usage pour ses vins du

(4) Bordeaux, 13 juill. 1926, Et. Dél. rég., XI, 15; Cass. civ., 6 juin 1931, S., 31. 1. 283.

(5) Bordeaux, 19 nov. 1929, Et. Dél. rég., XVI, 23.

(6) Bordeaux, 19 mars 1923, G. P., 23. 2. 19; Cass. req., 28 juin 1926, S., 29. 1. 306, D. H., 1926. 405.

nom d'une commune voisine (Pomerol) et que d'autres propriétaires, ayant pris la même appellation (Néac-Pomerol), ont cessé de le faire sur les protestations des propriétaires de la commune intéressée est, alors que la qualité des deux vins est très différente et qu'aucune autre preuve précise n'a été apportée, insuffisant pour établir l'existence des usages locaux, loyaux et constants exigés par la loi du 6 mai 1919. »

L'usage peut d'ailleurs ne pas s'étendre à toute une commune et être cependant local pour une portion de cette commune. Certaines décisions ont accordé à une partie seulement d'une localité le droit d'employer une appellation; un arrêt de Bordeaux du 13 décembre 1929 (7) a accordé à une partie seulement de la commune de Montagne le droit de se servir pour les vins qui y étaient récoltés de l'appellation « Montagne-Saint-Emilion ». Au fond, la jurisprudence tend à admettre que la généralité de l'usage existe s'il est démontré qu'il a été suivi par tous ceux, quel qu'en soit le nombre, qui se trouvaient dans la même situation et avaient les mêmes intérêts (8).

Cette jurisprudence exigeant la collectivité de l'usage a été fort critiquée. Certains arrêtistes ont déclaré injuste l'interprétation extensive donnée à la loi. Un récoltant qui possède pour ses produits un usage suffisamment caractérisé devrait pouvoir, a-t-on dit, faire emploi d'une appellation; ce n'est pas une raison parce qu'il se trouve seul à bénéficier d'une situation pour qu'on le prive d'un droit acquis. A cela on peut facilement répondre que les décisions judiciaires sont parfaitement conformes à l'esprit

(7) Bordeaux, 23 déc. 1929, S., 29. 2. 172, et la note.

(8) Angers, 10 févr. 1932, D. H., 1932, 209, relatif à l'appellation « Quart de Chaume ».

de la loi, tel que l'article 7 le montre, qui veut, non que les tribunaux recherchent le droit de tel ou tel producteur, mais qu'ils fixent les zones ayant droit aux appellations, qu'ils créent des délimitations régionales. Pour cela ils ne pourront se baser que sur un usage collectif.

§ 2.

L'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 exige encore que les usages soient *loyaux*. La loyauté de l'usage, c'est la bonne foi de ceux qui l'invoquent. En ajoutant le terme loyaux aux termes locaux et constants, seuls employés avant par les décisions judiciaires, le législateur a bien voulu marquer qu'on ne devait se prévaloir que des usages pratiqués ostensiblement et de bonne foi; si générales et si anciennes qu'elles se présentent, les pratiques frauduleuses ne sauraient jamais fonder un droit.

Les tribunaux ont eu très peu d'occasions de caractériser les usages loyaux. Si l'on avait admis la première interprétation donnée à l'article 1^{er} (V. *supra*) et considéré que le mot usages s'appliquait aux modes de production, l'exigence du caractère loyal aurait pu avoir beaucoup plus d'importance; c'est ce caractère qui aurait permis de refuser le bénéfice de l'appellation aux produits fabriqués ou créés de manière médiocre dans le but de pouvoir se vendre sous la dénomination d'origine tout en revenant à un prix bien moindre.

§ 3.

Un usage doit également, pour pouvoir servir de base au droit à l'appellation d'origine (c'est son troisième caractère), être *constant*.

A la séance de la Chambre du 14 novembre 1913, M. Fernand David, président de la Commission de l'agriculture, définissait ainsi les usages *constants* : « ... S'ils sont constants, c'est qu'ils ont existé depuis des années dans le passé. Ce ne sont donc pas des droits nouveaux que nous créons par notre texte; nous nous bornons à confirmer ceux déjà acquis avant les délimitations administratives. »

Les arrêts des cours d'appel et de la Cour de cassation disent couramment qu'ils ne peuvent prendre en considération que des pratiques anciennes, des faits persistants et répétés révélant l'emploi général, continu, ininterrompu et de date ancienne de la dénomination réclamée. Point n'est besoin que les pratiques soient immémoriales, mais il est nécessaire qu'un certain temps les ait consacrées; les juges en sont appréciateurs, aussi bien les juges du fond que la Cour de cassation. Il a été décidé, par exemple, qu'un usage de cinq ans ne saurait, ce qui est l'évidence, permettre aux bénéficiaires de prétendre que cette tradition dont ils se réclament est constante ⁽⁹⁾; il en serait de même *a fortiori* pour des vins vendus trois fois sous un même nom ⁽¹⁰⁾.

La Cour de cassation a décidé, au contraire, après la Cour de Bordeaux, que lorsqu'une commune a été depuis le xviii^e siècle jusqu'à la promulgation de la loi de 1919 désignée généralement sous une dénomination qui a toujours été donnée à ses vins, l'usage constant qu'elle peut invoquer lui permet évidemment de donner à ses vins cette appellation dont ils bénéficient depuis si longtemps; ainsi

(9) Bordeaux, 28 juill. 1930, Et. Dél. rég., XVIII, 24, qui a refusé aux communes de Gabarnac, Monprimblanc et Cadillac de vendre leur vin sous le nom de Loupiac.

(10) Nîmes, 5 nov. 1928, S., 29. 1. 15.

la Cour de cassation a permis à la commune de Lalande de désigner les vins récoltés sur son territoire sous le nom de Lalande-de-Pomerol ⁽¹¹⁾. Elle a refusé ce même droit à la commune de Néac, dont l'usage, outre qu'il n'était point collectif, remontait au plus à vingt-quatre ans ⁽¹²⁾.

Il a également été jugé ⁽¹³⁾ que les communes de Noizay, Rochecorbon, Sainte-Radegonde et Vernon, qui avaient aidé depuis un temps ancien à répandre la réputation des vins de « Vouvray », avaient droit à cette appellation; et il en était de même pour d'autres communes, notamment celle de Chançay, qui a elle aussi contribué à la fortune du cru de Vouvray, ses vigneron expédiant leur vin blanc sous le nom de « Tête de Vouvray », pratique suivie depuis une cinquantaine d'années sans obstacle ni protestation.

Mais constance n'est pas forcément synonyme d'ancienneté. Un usage peut se retrouver très loin dans le passé sans pour cela être constant, si sa continuité dans le temps n'est pas établie. Une interruption assez forte pourrait lui faire perdre ce caractère.

SECTION II

Preuve des usages.

Les tribunaux ne peuvent fonder leurs décisions que sur des usages dont la preuve est rigoureusement rapportée. A qui appartient-il de les établir, et comment?

Quelques arrêts, se basant sur le texte de l'article 1^{er}, qui met sur le même pied le droit à l'appellation fondé sur

(11) Bordeaux, 19 mars 1923, G. P., 23. 2. 19; Cass. req., 6 juill. 1923, S., 29. 1. 306.

(12) Cass. req., 18 juin 1926, D. H., 1926, 403 précité.

(13) Cass. civ., 2 juill. 1929, S., 29. 1. 306.

une dénomination locale et celui basé sur des usages géographiques, avaient décidé que, puisque la loi rend le contestant demandeur au procès, il devait établir à la fois la non-existence du bénéfice de l'aire d'origine et celle des usages légaux. Les décisions de principe rendues en 1925 au sujet de la Champagne et les conclusions de l'avocat général Matter, développées au cours de ces procès, étaient en ce sens (14).

Mais cette conception n'a eu que peu de fortune. On peut difficilement obliger quelqu'un à établir un fait négatif. Les usages constituant un fondement exceptionnel à l'appellation, il appartient à celui qui veut en bénéficier de les prouver, même s'il est défendeur au procès. Les décisions judiciaires sont aujourd'hui fixées en ce sens depuis les trois arrêts rendus par la Cour de Paris à propos de l'appellation Chablis (15).

Pour prouver les usages, la loi de 1919 ne prescrit aucun mode, même d'une manière implicite. Tous les moyens sont donc recevables. Lors des procès nombreux auxquels donnent lieu les appellations d'origine, les pièces les plus diverses figurent dans les dossiers : anciens ouvrages, techniques, vieux registres de courtiers ou de négociants, attestations de personnalités, avis de syndicats ou de chambres d'agriculture, bordereaux d'achat, étiquettes, étampes de caisses ou de fûts, etc... Les juges sont souverains appréciateurs de la valeur probante des documents versés aux débats.

(14) Cass. civ., 26 et 27 mai 1925, G. P., 25. 2. 243, précités.

(15) Paris, 12 févr. 1926 (3 arrêts), A. P. I., 1926, 323. — Cf. dans le même sens, Cass. req., 18 juin 1926, G. P., 26. 2. 474, relatif à l'appellation *Pomerol-Néac*, précité; — Cass. civ., 23 janv. 1929, G. P., 29. 1. 329 (*Saint-Emilion*); Cass. req., 2 avril 1930, G. P., 30. 1. 951 (*Tavel*); Cass. civ., 18 nov. 1930, S., 31. 1. 29, relatif à la *Terre de Valauris*, précités.

Les jugements et arrêts, à cet égard, n'ont pu viser que des cas d'espèce, et il serait évidemment vain de vouloir tirer des principes de l'ensemble des décisions judiciaires très nombreuses qui ont été rendues sur la preuve des usages locaux, loyaux et constants. On ne peut que citer quelques exemples. La Cour de cassation a ainsi décidé que les déclarations de récoltes, isolées de tout usage antérieur, ne sauraient être prises en considération, puisqu'elles constituent non l'exercice d'un droit, mais la manifestation d'une simple prétention ⁽¹⁶⁾. De même, les avis de chambres syndicales de courtiers en vins sont sans valeur probante lorsqu'ils n'ont pas été unanimement approuvés ⁽¹⁷⁾. Tout ce qu'on peut dire d'une manière générale c'est que les documents doivent présenter un caractère de réalité et de certitude; les témoignages vagues doivent être écartés ⁽¹⁸⁾.

SECTION III

Pouvoirs reconnus à la Cour de cassation pour apprécier les usages.

L'article 6 déclare que la Cour de cassation, saisie d'un pourvoi, est compétente pour apprécier si les usages possèdent les trois caractères exigés par la loi. Cette disposition a été introduite, ainsi qu'il a été dit lors de la discussion parlementaire, pour éviter des possibilités de variations entre les décisions de deux cours différentes et renforcer le pouvoir unificateur de la Cour de cassation. Elle semblait répondre aussi au désir d'empêcher une cer-

(16) Cass. req., 17 mai 1926, Et. Dél. rég., X, 15, précité.

(17) Bordeaux, 28 mai 1923, S., 26. 1. 195, précité.

(18) Cf. Cass. Req., 1^{er} juill. 1930, S., 31. 4. 351.

taine partialité de la juridiction du fond, soumise aux influences locales, ou tout au moins d'éviter la possibilité qu'on lui reprochât de se laisser influencer.

Le texte permet-il à la Cour suprême de constituer en quelque sorte un troisième degré de juridiction de fait? Un débat au fond va-t-il à son audience pouvoir se rouvrir comme devant le tribunal ou devant la cour? Il semble bien que dans le projet primitif voté par la Chambre il aurait pu en être ainsi, puisque la disposition qui nous occupe avait d'abord, sur l'avis du rapporteur M. Paisant, été adoptée sous cette forme : « Les arrêts de la cour d'appel pourront être déférés à la Cour de cassation; elle en connaîtra *au fond*. »

Ainsi libellé, l'article 6 eût permis à la Cour suprême de statuer en fait sur tous les points litigieux, même à propos d'une question de dommages-intérêts. Mais le Sénat ne voulut pas aller jusqu'à une innovation aussi importante, aussi contraire à tous les principes de l'organisation judiciaire française; sur la demande de M. Poulle, le texte actuel fut voté pour bien préciser que les pouvoirs exorbitants de la Cour de cassation ne visaient que l'appréciation des usages. Quelle est la portée exacte de la disposition actuelle?

Un premier point est hors de contestation. La Cour de cassation ne pourra pas juger elle-même; après avoir apprécié les usages, elle renverra la décision cassée devant une autre cour qui pourra la suivre ou non et ce n'est que la seconde juridiction de renvoi qui sera liée par l'appréciation de la Cour suprême, conformément à la loi du 1^{er} avril 1837. Mais ensuite, il semble résulter du texte de l'article 6 et des travaux préparatoires qui s'y rapportent, que la Cour de cassation, au lieu de se borner à contrôler

si la cour d'appel a bien appliqué la loi aux constatations de fait contenues dans son arrêt, possède un droit d'instruction au troisième degré, qui lui permettrait d'examiner les éléments de fait tels qu'ils lui sont présentés (et non tels que les a qualifiés le jugement) et de renvoyer devant une autre cour, si elle juge qu'on a mal qualifié, non seulement en droit, mais aussi en fait, les documents versés aux débats. Mais ce pouvoir est réduit à la seule appréciation des usages et ne s'étend pas aux autres questions qui pourraient être soulevées.

La Cour de cassation ne s'est pas servie de cette prérogative exceptionnelle que lui a donnée la loi. Dans ses arrêts statuant sur les questions d'usage, elle se borne en général à reproduire les motifs de la cour d'appel et à dire qu'en jugeant ainsi elle a fait une saine appréciation de la loi (19).

(19) Cf. les arrêts précités, notamment Cass. req., 18 juin 1926; Cass. civ., 23 janv. 1929; Cass. civ. 2 juill. 1929.

TROISIEME PARTIE

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX APPELLATIONS D'ORIGINE S'APPLIQUANT AUX VINS ET EAUX-DE-VIE

CHAPITRE PREMIER

L'AIRE DE PRODUCTION ET L'ENCEPAGEMENT

La nécessité de provenir d'une aire de production et de cépages, consacrés par des usages locaux, loyaux et constants, a été, comme nous l'avons vu, ajoutée, pour les vins, aux conditions générales de l'article 1^{er}.

La loi du 27 juillet 1927, qui a modifié en ce sens l'article 10 de la loi de 1919, a voulu rendre plus efficace la protection des appellations d'origine en obligeant, pour que le droit à une dénomination régionale soit reconnu, qu'on prenne en considération les deux facteurs essentiels qui donnent aux vins leurs qualités particulières et leur authenticité. Les usages visés par la loi de 1927 ne sont donc plus des usages d'emploi d'appellation, des usages géographiques, mais des usages de production réduits à deux chefs : terrains et plants de vignes. M. Capus, promoteur de la loi, commentait le texte nouveau d'une façon heureuse quand il disait dans son discours à la Chambre le 20 mai 1927 : « Ce qui constitue le fond de notre proposition, c'est l'application de ces mots « usages locaux, loyaux et constants » non plus à l'extension de l'aire géographique autour d'une commune primitive, mais aux modes de production que nous limitons aux natures du sol, c'est-à-dire à l'aire de production et à l'encépagement. »

Le terrain, tout d'abord, est une condition essentielle pour apprécier la qualité d'un produit végétal, qui en retire les éléments dont il se nourrit. Tous les sols ne sont pas aussi propices à la culture de la vigne. La présence de silice donne, en général, des vins très fins; les calcaires des vins plus corsés. Les terres lourdes et humides, au contraire, donnent souvent un grand rendement, mais une qualité très médiocre.

La loi ne prononce pas le mot terrains. Elle parle de « l'aire de production », qu'elle définit « la partie propre à produire le vin à appellation ». Cette définition, que certains ont déclarée vague, est au contraire exacte et souple. Lorsqu'une commune ou une région possèdent des crus très fameux, on a, en effet, tendance à faire produire à toutes les terres englobées dans la localité la plus grande quantité de vin possible pour pouvoir la vendre sous le nom célèbre et au prix correspondant à cette renommée. Aussi voit-on fréquemment des propriétaires arracher leurs bois ou enlever d'autres cultures pour mettre à leur place des vignes, et arriver même à en planter dans des terres qui ne sont pas du tout favorables à la culture de la vigne, tout au moins d'une vigne de choix. C'est précisément la différence que veut faire le texte en distinguant les terrains (qu'on appelle parfois « nobles »), aptes à produire le vin à appellation, et les terrains médiocres, qui ne donneront qu'un vin inférieur. Dans les régions qui comportent une partie en terrains graveleux et une partie en terres d'alluvions, la vigne qui ne poussait d'abord que dans les graves a été plantée en quantité dans les palus, pour permettre aux viticulteurs de produire beaucoup de vin et de bénéficier de l'appellation.

En général, les tribunaux, s'appuyant sur le texte de la

loi de 1927, qui a évidemment été fait pour cela, ont refusé de reconnaître aux terrains d'alluvions, aux palus le droit à l'appellation; c'est en ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Bordeaux (1) relatif à la commune de Parsac-Saint-Emilion, qui a déclaré que, seuls, les vins récoltés dans des terrains de côtes auront droit à ce nom; de même, un arrêt de la Cour de Nîmes (2) a exclu la zone des palus de la région pouvant faire usage du nom de Châteauneuf-du-Pape. Au contraire, le jugement du Tribunal civil de Bordeaux du 18 janvier 1932 (3) a admis les palus de la commune de Barsac, située dans la région de Sauternes, à faire usage des deux appellations Sauternes et Barsac; cette dernière décision a été critiquée, elle semble contenir une confusion entre les usages géographiques prévus par l'article 1^{er} et ceux de nature du sol prévus par l'article 10; elle est d'ailleurs frappée d'appel.

Les cépages doivent également, comme les terrains, être consacrés par des usages répondant aux caractères légaux. Cette disposition est au moins aussi utile que la précédente. On ne saurait assimiler les vins récoltés sur des plants fins à ceux qui proviennent d'hybrides ou d'autres cépages à grand rendement. Le texte de l'article 10 exclut, du reste, formellement les hybrides en tant que producteurs directs et dit qu'ils ne donneront jamais droit à une appellation au vin qui en proviendra. Plusieurs décisions judiciaires ont déjà eu l'occasion de déterminer pour chaque appellation les cépages traditionnels. Le jugement

(1) Bordeaux, 31 juill. 1929, Et. Dél. rég., XVI, 19; cette décision est assez importante, car il est probable que les conditions de terrains (comme celles de cépages) qu'elle prévoit seront rendues applicables à toute la région de Saint-Emilion.

(2) Nîmes, 14 mars 1930, Et. Dél. rég., XVII, 29.

(3) Trib. civ. Bordeaux, 18 janv. 1932, *Feuille vinicole*, 4 févr. 1932.

du Tribunal de la Côte d'Or du 29 avril 1930 ⁽⁴⁾, qui a délimité toute la Bourgogne, a réservé cette appellation aux vins rouges issus du pinot et aux vins blancs issus du chardonnay ou beaunois et, en outre, dans l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône et en Saône-et-Loire, aux vins issus du gamay noir à jus blanc; le « Bourgogne mousseux » peut, au contraire, provenir du pinot, chardonne blanc, gamay et autres plants non fins, à l'exclusion des hybrides transformés selon la méthode champenoise, etc. Pour le vin de Châteauneuf-du-Pape ⁽⁵⁾, les cépages admis sont les suivants : grenache, clairette, syrah, cournoise, muscadin, vaccarèse, picardan, sinsaut, roussane et boursoulène. Le jugement du Tribunal d'Auxerre du 24 juillet 1929 ⁽⁶⁾, qui a délimité la région de Chablis définitivement, a réservé, dans les communes qu'il détermine, le droit à l'appellation Chablis aux vins issus du pinot, ou beaunois. Une décision du Tribunal de Privas ⁽⁷⁾ du 19 décembre 1929 a déclaré que peuvent seuls être utilisés pour la production des vins de Saint-Péray les cépages blancs de roussanne ou roussette.

Les usages de production, comme les usages géographiques, doivent être locaux (c'est-à-dire assez généraux), loyaux et constants. Ils peuvent aussi être prouvés par tous les moyens. En général, on aura recours à des expertises pour délimiter les natures de sols et rechercher les plants qui ont traditionnellement produit le vin ayant droit à l'appellation litigieuse (Cf. les décisions précitées). La Cour de cassation aura la même compétence de fait pour

(4) Et. Dél. rég., XVII, 40.

(5) Nîmes, 14 mars 1930, précité.

(6) Et. Dél. rég., XVI, 1.

(7) Et. Dél. rég., XVII, 34

apprécier les caractères légaux des usages de production que pour contrôler les usages géographiques. L'article 6 a été modifié en ce sens par la loi de 1927. La Cour suprême est désormais compétente pour apprécier, non plus seulement les usages prévus par l'article 1^{er}, mais ceux prévus « par la *présente loi*. »

Les deux conditions ajoutées pour les vins par la loi de 1927 : cépages et terrains, sont bien évidemment les seules qu'on puisse exiger pour le droit à l'appellation. On peut les trouver insuffisantes, mais dans l'état actuel du texte on ne saurait vouloir demander que les vins bénéficiaires d'un nom d'origine emploient d'autres modes de production que ces deux-là. La suppression du mot « principalement », qui figurait dans le texte primitif et qu'on a retiré dans la forme adoptée par la loi, les travaux préparatoires et la clarté du second alinéa de l'article 10 ne peuvent laisser, à l'heure présente, aucun doute à cet égard.

Les viticulteurs de la Charente, qui, en se basant sur la loi du 27 juillet 1927, voulaient faire interdire à un fabricant de Cognac de vendre sous ce nom un produit qui avait été distillé avec un appareil et suivant un procédé un peu différents de l'alambic traditionnel, se sont vus justement débouter de leur demande; le Tribunal de Cognac ⁽⁸⁾ a déclaré que la loi Capus n'avait ajouté à la condition d'origine, seule imposée par la loi du 6 mai 1919, que deux conditions supplémentaires, et ces deux-là seulement; le mode de distillation n'était évidemment pas prévu par le texte. Il peut paraître regrettable qu'un produit aussi renommé que le cognac n'ait pas un statut légal comme le champagne ou le roquefort, et l'on comprend que les viti-

(8) Trib. civ. Cognac, 24 avril 1931, G. P., 31. 1. 61.

culteurs charentais, encore que des prescriptions trop rigoureuses pourraient entraver la modernisation de leurs procédés, cherchent à faire préciser les conditions de fabrication de leur eau-de-vie. Mais, en l'absence d'un texte formel, on ne pouvait juger autrement.

Il est certain qu'en l'état actuel du texte les cépages et les terrains sont les seules conditions nécessaires pour qu'un vin ait droit à une dénomination régionale. Aussi est-il pour le moins étonnant de trouver certaines décisions faisant état d'autres modes de production. L'arrêt de Nîmes précité, relatif à Châteauneuf-du-Pape, exige, outre les terrains et les cépages, un degré alcoolique minimum, interdit la submersion des vignes, ne permet la taille longue que pour le syrah, etc. Un jugement du Tribunal de Blaye, du 18 juillet 1929 ⁽⁹⁾, fixe le procédé de vinification des vins susceptibles d'être appelés *Côtes-de-Blaye* et un jugement du Tribunal d'Avignon, du 17 juillet 1931, pour délimiter les *Côtes-du-Rhône*, a donné aux experts, qu'il a désignés pour rechercher les usages, mission de se renseigner sur les modes de production autres que les cépages et l'aire de production. Toutes ces décisions se justifient peut-être en fait par un désir de protection plus grand de la renommée des vins. Il n'en est pas moins vrai qu'elles sont complètement en contradiction avec la loi ⁽¹⁰⁾.

Toutefois il ne faut rien exagérer : si un produit bien que répondant aux conditions légales se trouvait trop différent du produit traditionnel, on pourrait alors attaquer

(9) Et. Dél. rég., XX, 46.

(10) La loi du 4 juillet 1931 a interdit l'irrigation des vignes à dater du 15 juillet, sauf à prolonger le délai par arrêté du ministre de l'Agriculture, et dans ce cas à livrer le vin à la consommation avec la mention : « Vin de vignes irriguées. » Cette loi a ainsi pris en considération un autre mode de production que ceux prévus par la loi de 1927.

celui qui le mettrait en vente, mais seulement dans le cadre de la loi du 1^{er} août 1903, sur la répression des fraudes.

Il faut aussi bien remarquer que la nouvelle disposition ajoutée à l'article 10 ne remet pas en cause les délimitations déjà acquises. Cela a été formellement indiqué au cours des travaux préparatoires. Mais elle permet de restreindre la zone ayant droit à l'appellation à l'intérieur d'une région déjà délimitée sous l'empire de la loi de 1919. Si des propriétaires de vignobles ne se trouvent pas dans les nouvelles conditions prévues par la loi de 1919, le droit à l'appellation pourra leur être retiré ⁽¹¹⁾.

Ainsi la loi de 1927 vient, non élargir le domaine de la loi du 6 mai 1919, mais le restreindre. Les dispositions de l'article 10 nouveau viennent simplement s'ajouter à celles de l'article 1^{er} qui est général et s'appliquer aux vins et aux eaux-de-vie comme à toutes les appellations. Le texte de l'article 10-2^o : « *Indépendamment des prescriptions relatives à l'origine aucun vin n'a droit...* » indique bien que les conditions de cépages et de terroir sont des conditions supplémentaires à celles qui sont exigées pour la généralité des produits. Même si un produit se trouvait provenir d'une aire de production ou de cépages identiques à ceux auxquels le droit au nom d'origine ne peut point être contesté, il ne saurait revendiquer cette appellation s'il n'était récolté dans la région ainsi dénommée ou dans la partie voisine assimilée par des usages géographiques

(11) Cf. en ce sens le jugement du Tribunal civil d'Auxerre du 24 juillet 1929 (Et. Dél. rég., XVI, 1), qui modifie en la restreignant, par application de la loi du 22 juillet 1927, la délimitation de la région de Chablis telle qu'elle avait été établie par trois arrêts de la Cour de Paris du 12 février 1926 (A. P. I., 1926, 323).

à la localité originaire. La Cour de Nîmes a, conformément à ce principe, refusé d'accorder le droit à l'appellation *Tavel* à des vins qui, récoltés sur des plants et dans des terrains analogues à ceux qui portent ce nom, ne provenaient pas de la surface ayant géographiquement droit à la dénomination de « vins de Tavel », le lieu d'origine étant, pour de tels vins, uniquement constitué par la commune qui porte ce nom ⁽¹²⁾. La Cour de Dijon, le 13 mai 1930 ⁽¹³⁾, en confirmant une décision du même Tribunal, a jugé que les vins de la commune de Morey ne sauraient avoir droit à l'appellation *Chambolle-Musigny*, sous le prétexte qu'ils sont identiques à ceux qui proviennent de cette région, s'il n'est pas démontré que des usages ont donné au territoire de Morey le droit de s'appeler *Chambolle-Musigny*.

En résumé, alors que, pour la généralité des produits, une seule condition fonde le droit à l'appellation : l'origine géographique, pour les vins trois conditions sont nécessaires, mais suffisantes : 1° l'origine; 2° l'aire de production, c'est-à-dire les natures de sols propres à produire le vin à appellation; 3° les cépages.

Ces deux nouvelles conditions ne seront peut-être qu'un remède insuffisant au danger possible de la surplantation des régions à appellation célèbre. Déjà on commence à craindre que la réforme trop restreinte de 1927 permette, par des procédés de culture et de vinification contraires aux usages, d'obtenir des vins à bas prix mais d'une qualité très inférieure à ceux qui ont fait la grande réputation des vins régionaux.

(12) Nîmes, 5 nov. 1928, S., 29, 2. 13.

(13) Dijon, 13 mai 1930, Et. Dél. rég., XVIII, 17.

CHAPITRE II

MESURES SPECIALES INSTITUTEES POUR EMPECHER LA FRAUDE EN MATIERE D'APPELLATIONS D'ORIGINE S'APPLIQUANT A DES VINS ET A DES EAUX-DE-VIE

Nous étudierons dans ce chapitre un certain nombre de mesures prises par la loi et d'institutions créées par elle pour assurer une protection particulièrement efficace aux appellations de vins et d'eaux-de-vie.

L'importance de presque toutes ces institutions et de cette réglementation est telle qu'on ne peut les passer sous silence dans une étude se rapportant aux appellations d'origine, d'autant plus que certaines ont donné lieu à des décisions judiciaires assez abondantes.

Nous nous occuperons successivement, en suivant l'ordre du texte de la loi, de la déclaration d'appellation, du compte d'entrées et de sorties, de l'acquit qui accompagne les transports de vendanges et, enfin, des deux mesures spéciales aux eaux-de-vie : la déclaration de distillation et la prescription acquisitive spéciale.

SECTION PREMIERE

Déclaration d'appellation d'origine.

Cette déclaration est rendue obligatoire par l'article 11 dans un double but : elle doit permettre à la contradiction de se produire en obligeant le producteur à faire connaître sa prétention et elle doit aussi mettre la régie à

même de procéder au contrôle de la vérité des appellations inscrites sur le registre d'entrées et de sorties ainsi que sur les titres de mouvement (V. *infra*).

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 mai 1919, tout récoltant qui entendra donner à ses produits une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Cette déclaration de récolte, prescrite par la loi du 29 juin 1907 modifiée par la loi du 4 juillet 1931, doit être faite à la mairie du lieu de vinification (et non du lieu de production). Depuis la loi du 6 mai 1919, le récoltant doit, s'il entend vendre ses produits sous une dénomination d'origine, ajouter cette appellation aux indications de surface, quantité, volume des vins, etc., qu'il est obligé de fournir. De plus, depuis la loi du 4 juillet 1931 (art. 1^{er}), si la récolte comprend, pour partie seulement, des vins ayant droit à une appellation, déclarée avant le 1^{er} janvier 1926, le récoltant est tenu d'indiquer pour chaque catégorie, outre la quantité obtenue, la superficie des vignes qui les ont produites.

Dans le cas où il y a lieu à déclaration d'appellation, le ministère de l'Agriculture doit les enregistrer et les publier dans un recueil officiel, qui est le *Journal officiel* lui-même (arrêté ministériel du 23 août 1919). Cet enregistrement et cette publicité donnent lieu à perception de taxes qui ne se confondent pas avec celles prévues par la loi du 4 juillet 1931. Le décret du 24 juin 1920 les a fixées à 50 centimes par hectolitre pour les vins et à 5 francs par hectolitre pour les eaux-de-vie.

L'Administration a, d'ailleurs, pris l'habitude de ne procéder à ces mesures de publicité que lorsque l'appellation dont il s'agit peut donner lieu à une contestation, c'est-

à-dire lorsque le déclarant utilise une dénomination autre que celle de sa commune ou de son département et qu'il ne bénéficie ni de la présomption légale d'un décret de délimitation ni d'une décision judiciaire définitive (circulaire du 6 juin 1919). Et, bien entendu, la perception des taxes n'est opérée que quand il y a lieu à publicité, puisqu'elles sont faites pour en couvrir les frais.

Cette publicité a une grande importance pour les appellations qui s'appliquent à des eaux-de-vie, car elle marque le point de départ de la prescription annale de l'article 14 (V. *infra*).

La circulaire de juin 1919, adressée aux préfets pour l'application de la loi, a déterminé les modalités de la déclaration, l'époque à laquelle elle doit être faite et la manière dont elle est transmise pour enregistrement.

L'omission de déclaration ou la fausse déclaration sont sanctionnées par l'article 22 de la loi de 1919 d'emprisonnement et d'amende. Les infractions à l'article 12, comme celles aux dispositions des articles suivants, qui prévoient des mesures de simple réglementation intérieure, constituent évidemment des délits non intentionnels, dans lesquels la bonne foi n'est pas prise en considération (1). Il ne peut y avoir doute sur ce point; tout ce dont on ne peut s'étonner, c'est de voir que les peines prévues par l'article 22, sanctionnant un délit contraventionnel, sont aussi fortes que celles de l'article 8, qui punissent une fraude intentionnelle.

(1) Trib. corr. Dijon, 9 juin 1928, T. et D., XVII, 82.

SECTION II

Le compte d'entrées et de sorties.

La tenue de ce compte paraît être la plus importante des formalités exigées par la loi du 6 mai 1919 pour entraver la fraude en matière d'appellations vinicoles.

Dans l'esprit du législateur, le compte d'entrées et de sorties semble avoir eu une importance primordiale : il devait permettre un contrôle quantitatif rigoureux et empêcher qu'on ne vendît plus qu'on n'avait acheté.

Aux termes de l'article 12-1°, il doit être tenu par toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux-de-vie, ou, plus généralement, par toute personne ayant un compte en gros avec la régie. Ainsi le texte est très général. Il importerait peu, d'ailleurs, que le marchand en gros ne possède pas d'entrepôt ou de chai : du moment qu'il achète pour revendre en gros des vins ou eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine, il doit tenir un registre d'entrées et de sorties (2). Et il est à peine besoin d'ajouter qu'un négociant qui aurait plusieurs établissements devrait avoir dans chacun d'eux un compte ouvert (3).

Sur le registre, doivent figurer toutes les appellations de vins, vins doux naturels, vins de liqueur, eaux-de-vie, rhums (4), pourvu que ce soient des dénominations d'origine française. L'article 12, *in fine*, décide toutefois que l'obligation d'inscription sur le registre pourra être rendue applicable aux vins et aux eaux-de-vie provenant de pays

(2) Trib. corr. Bordeaux, 19 juill. 1923; 19 août 1923, T. et D., VI, 25.

(3) Trib. corr. Bordeaux, 6 févr. 1925. D. H., 1925, 343.

(4) Cf. Circ. de la Dir. gén. des contrib. indir. n° 1123, 16 juin 1919.

étrangers par un décret soumis, dans le délai d'un mois, à la ratification des Chambres. Actuellement, les produits étrangers soumis à ces formalités de protection sont les vins de liqueur portugais (décret du 1^{er} juillet 1922), les vins hongrois de Tokaï (décret du 5 juillet 1927) et certains vins espagnols ⁽⁵⁾. Point n'est besoin, pour être applicable, que le décret ait été approuvé par le Parlement, il suffit que le dépôt ait été effectué dans le délai prévu ⁽⁶⁾.

Seules, bien entendu, les appellations d'origine doivent figurer sur le registre. Il est tout à fait inutile d'y inscrire les noms de crus ou de châteaux qui accompagnent souvent les vins à appellation, et qui ne sont point, comme nous l'avons vu, des appellations d'origine, mais des marques particulières.

Les inscriptions sur le registre, doivent, dit le texte de l'article 12, al. 2 (avec une faute de français), être faites *de suite*, ce qui signifie, le rapporteur à la Chambre l'a fait remarquer, *immédiatement*; la jurisprudence semble interpréter cette formule dans le sens que l'inscription devrait avoir lieu dans la même journée que l'opération à laquelle elle se rapporte ⁽⁷⁾. Le même texte ajoute que les inscriptions doivent être faites sans aucun blanc, règle imposée pour tous registres enfin d'empêcher qu'on n'y ajoute des mentions après coup.

A l'entrée, le marchand en gros doit inscrire les quantités achetées, les appellations et, depuis la loi du 4 août 1929, le numéro, la couleur et le bureau d'émission de la pièce de régie.

A la sortie, il doit inscrire la quantité vendue et l'ap-

(5) Décret à intervenir en vertu de l'accord commercial du 24 octobre 1931.

(6) Aix, 15 mars 1930, T. et D., XIX, 99.

(7) Dijon, 28 déc. 1922, T. et D., III, 16.

pellation, qui peut être la même qu'à l'entrée, mais qui peut être aussi une appellation plus générale à laquelle le produit aurait droit en vertu d'usages. Ainsi un vin inscrit à l'entrée sous le nom de Margaux pourra être vendu sous celui, plus général, de Médoc, ou celui, encore plus général, de Bordeaux, dont il peut user également. Cette disposition a été introduite dans la loi, par un amendement de M. Chaumet, dans le but de permettre à un négociant de ne pas donner une dénomination trop recherchée à une récolte qui n'aurait pas réussi afin de ne pas déprécier un cru. Cette tolérance n'est pas sans permettre une fraude, qui consiste à faire sortir du vin n'ayant droit qu'à l'appellation inférieure, alors qu'on le vendra accompagné du nom le plus recherché : Ainsi, pour reprendre l'exemple précédent, on pourra faire sortir du « Bordeaux » et mettre sur le bordereau de vente « Médoc ». Pour éviter cela, l'article 12-4° décide qu'en cas de vente la mention prévue par l'article 12, al. 3, c'est-à-dire la mention de sortie (et pour les eaux-de-vie la mention du titre de mouvement et sa couleur), devra être reproduite sur les factures ou sur les titres de transport s'il s'agit de marchandises destinées à l'exportation. Cette partie du texte est rédigée d'une manière assez vague, mais, étant donné le but qui l'a fait établir, elle ne peut signifier que ceci : il doit y avoir correspondance entre l'appellation portée sur les factures et l'appellation du registre de sortie, que cette dernière appellation soit la même qu'à l'entrée ou que ce soit la dénomination plus générale à laquelle le vin dont il s'agit peut avoir droit⁽⁸⁾.

(8) Bordeaux, 18 avril 1932.

Deux comptes doivent être tenus : 1° entrées; 2° sorties. Ils peuvent l'être sur un même registre: Ils doivent, dit le texte, être arrêtés mensuellement *par nature de produits*. La circulaire ministérielle du 6 juin 1919, prise en application de la loi, a décidé que le registre ne devait pas comporter autant de comptes distincts que d'appellations différentes, il devait simplement être établi, comme le dit le texte, par natures de produits : vins, vins doux naturels, vins de liqueur, eaux-de-vie. Une circulaire du Directeur général des Contributions indirectes⁽⁹⁾ avait décidé de même. Mais un arrêt de la Cour de Nîmes⁽¹⁰⁾ ayant jugé, au contraire, que ces arrêtés devaient être effectués spécialement par appellation, une note de service des Contributions indirectes⁽¹¹⁾ a indiqué qu'on exigerait que les arrêtés fussent faits de cette manière. Cette interprétation absolument illégale de l'article 12-2° ayant soulevé de fortes protestations, l'Administration a décidé, sur la demande du ministre de l'Agriculture, de reporter à une date indéterminée l'application de ces mesures⁽¹²⁾. Il est probable qu'elles ne seront jamais mises en vigueur, parce que contraires au texte de la loi et que la jurisprudence semble l'avoir compris⁽¹³⁾.

Les livres doivent être conservés cinq ans (art. 12, al. 2, modifié par L. 1927) et tenus durant cette période à la disposition des agents des Contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs du Service de la Répression des fraudes.

Les infractions à la tenue du compte d'entrées et de

(9) Cf. Circ. 16 juin 1919, précitée.

(10) Nîmes, 12 juill. 1928, T. et D., XVI, 53.

(11) Cf. note n° 469, 15 déc. 1928.

(12) Cf. note n° 1336, 26 févr. 1929.

(13) Cf. Trib. corr. Auxerre, 9 avril 1929, T. et D., XVIII, 92.

sorties, comme celles qui se rapportent à la déclaration d'appellation et aux autres mesures que nous étudierons ensuite, sont punies par l'article 22. La même réflexion que dans la section précédente s'impose : il s'agit d'une infraction purement matérielle; le but de la sanction est d'obliger les négociants à tenir correctement leur registre, aussi la bonne foi ne doit-elle pas être prise en considération ⁽¹⁴⁾, sans quoi il serait trop facile aux intéressés d'éluder les prescriptions impératives de la loi. Il a été décidé, de même, que ces infractions à des mesures de réglementation intérieure ne peuvent être poursuivies que par le ministère public et qu'elles ne donnent pas lieu à des dommages-intérêts au profit de tiers ⁽¹⁵⁾. Les tiers, et notamment les syndicats de défense des appellations d'origine, pourraient cependant, semble-t-il, être déclarés recevables à intervenir dans le cas où ils soutiendraient que le négociant poursuivi a mis volontairement sur son registre des appellations qu'il savait inexactes : alors on pourrait dire qu'il tombe sous le coup, non plus de l'article 22, mais de l'article 8, encore que ce dernier texte ne vise pas expressément la fraude sur le registre d'appellations ⁽¹⁶⁾.

SECTION III

Expédition de régie accompagnant les transports de vendanges.

Cette mesure, prévue par l'article 13, permet à la régie de suivre les produits vendus avec appellation d'origine.

(14) En ce sens : Cass. crim., 4 mai 1922, T. et D., IV, 34, et Trib. corr. Dijon, 10 mai 1929, T. et D., XVIII, 53.

(15) Trib. Boulogne-sur-Mer, 14 nov. 1927, T. et D., XIV, 54; Limoges, 13 nov. 1928, T. et D.

(16) Trib. corr. Châlons-sur-Marne, 25 juin 1926, T. et D., XII, 64.

Le texte est bien clair : il décide que l'expédition de régie « délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves » indiquera « l'appellation d'origine de la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant d'usages locaux, loyaux et constants. »

Cette indication est seulement requise par la loi pour les vendanges qui sortent des pressoirs, celliers ou caves, et n'est point exigée pour le transport des vendanges fraîches. La circulaire du 16 juin 1919 a voulu combler cette lacune en indiquant que les récoltants doivent faire accompagner d'un titre de mouvement régulier toute quantité de vendanges expédiée à destination de fabricants ou d'intermédiaires, quel que soit le rayon de circulation; qu'ils doivent déclarer dans les soumissions d'enlèvement l'appellation d'origine sous laquelle les vendanges sont vendues. Cette disposition de la circulaire de 1919 est manifestement illégale, car elle est en contradiction avec l'article 30 de la loi du 8 avril 1910, qui autorise les vendanges fraîches à circuler sans pièces de régie dans l'arrondissements de récolte et dans les cantons limitrophes.

D'autre part, une circulaire du 1^{er} avril 1920, du Directeur général des Contributions indirectes, a décidé qu'il n'était pas nécessaire d'exiger la levée d'un titre de mouvement pour transporter les vendanges dans les cas prévus par la loi (sortie des pressoirs, celliers, etc.) lorsqu'il s'agissait de les faire circuler à l'intérieur d'une même commune. La question ne présente d'intérêt que dans le cas assez rare, mais qui se rencontre cependant, où une commune n'a pas droit à la même appellation d'origine pour les produits récoltés sur la totalité de son étendue. Mais, dans ce cas, il serait très utile d'exiger un titre de

mouvement, car, étant donnée la proximité, c'est une des fraudes les plus faciles et les plus pratiquées que de faire passer des vendanges de la zone inférieure dans celle qui a droit à l'appellation la plus recherchée et de mélanger les deux. Aussi est-il étonnant de voir l'Administration des Contributions indirectes, qui tend toujours à amplifier et à compliquer les mesures protectrices, ne pas exiger l'application stricte de l'article 13 en un cas où son utilité serait incontestable.

L'article 13 est sanctionné, comme les mesures que nous avons précédemment étudiées, par l'article 22, et les mêmes remarques relativement au caractère du délit s'imposent à ce sujet. Ce qui est réprimé, c'est évidemment la fausseté de la mention du titre de mouvement, qu'elle soit intentionnelle ou non.

SECTION IV

Déclaration de distillation.

Cette déclaration, de même que la mesure que nous étudierons ensuite, est spéciale aux eaux-de-vie.

L'article 14 de la loi de 1919 impose, en effet, aux distillateurs qui, hors le cas prévu par l'article 24, veulent bénéficier d'une appellation d'origine une double déclaration, à la mairie de leur domicile et à celle du lieu de distillation, dans la huitaine qui précède le commencement de cette distillation. La déclaration est inscrite sur un registre communiqué à ceux qui le demandent.

Cette formalité tend à la même fin que l'article 11 : rendre possible le contrôle de la régie. Mais il y a entre les deux une grande différence : alors que l'article 11 s'impose à tous les récoltants, la publicité prévue par l'article 14 n'est obligatoire que pour ceux qui ne bénéficient pas pour

le droit à l'appellation de la présomption d'origine des décrets de délimitation des 1^{er} et 25 mai 1909, relatifs au Cognac, Armagnac, Bas-Armagnac, Tenarèze et Haut-Armagnac.

Cette déclaration doit être faite par le distillateur, à toute époque de l'année, chaque fois qu'il va commencer une distillation (huit jours avant).

Cela permet un contrôle quantitatif assez rigoureux de l'emploi des eaux-de-vie à appellation. Et ainsi, depuis la déclaration faite par le récoltant jusqu'à la mention sur le registre de sortie, l'Administration des Contributions indirectes peut suivre et retrouver la récolte vendue avec appellation d'origine.

SECTION V

Prescription acquisitive et locaux séparés.

La loi a réservé aux appellations s'appliquant à des eaux-de-vie le bénéfice d'une prescription acquisitive spéciale; cette mesure s'étendait aussi aux champagnes avant la loi de 1927.

Lorsqu'une récolte a été publiée avec une dénomination d'origine et qu'au bout *d'un an* les intéressés n'ont pas contesté cette appellation, elle se trouve acquise en vertu de l'article 15 de la loi du 6 mai 1919. Si le délai adopté est relativement court, c'est sur la demande de M. Clémentel, qui a prétendu que, pour permettre de demander aux autres pays une protection des appellations, il fallait que leur sort fût réglé en France le plus rapidement possible. On peut répondre que cela n'est pas plus vrai pour les appellations d'eaux-de-vie que pour les autres. Et cette prescription acquisitive, qui ne peut être fondée que sur

une acceptation tacite des intéressés, semble vraiment courte.

Le point de départ de la prescription est la date de la publication de la déclaration d'appellation accompagnant la déclaration de récolte et prévue par l'article 11. Le texte est formel. Aussi la circulaire ministérielle du 6 juin 1919 commet-elle une erreur en faisant courir le délai d'un an depuis la date de la déclaration de l'article 14. Une circulaire ne peut modifier la loi. Du reste, le système de la circulaire serait illogique. Une prescription acquisitive ne peut, en effet, s'établir à partir de la distillation, car la dénomination d'origine vise, non la fabrication du produit, mais, avant tout, la région qui lui a donné naissance, et, en outre, les déclarations de distillation n'étant pas publiées, le système légal ne pourrait pas jouer. Les intéressés devront donc surveiller avec attention les publications insérées dans le *Journal officiel*.

Il est à remarquer que ces dispositions ne sont pas exigées (de même que la déclaration de distillation) pour les intéressés qui bénéficient du droit à l'appellation en vertu de la présomption légale qui s'attache à un décret de délimitation : elles ne serviraient à rien dans ce cas-là, les récoltants n'ayant pas besoin d'acquérir un droit s'ils le possèdent déjà.

Pendant le délai d'un an, les eaux-de-vie doivent rester logées et être manipulées dans des locaux séparés de ceux renfermant d'autres eaux-de-vie et n'ayant de communication qu'avec la voie publique. Cet emmagasinage dans des chais isolés et la manipulation dans les mêmes conditions tendent à éviter le mélange des eaux-de-vie ayant droit à une appellation avec celles auxquelles ce bénéfice n'est pas reconnu. La circulaire ministérielle,

qui semble correctement interpréter les travaux préparatoires, décide qu'on peut transporter pendant la durée du délai les eaux-de-vie d'un endroit à un autre. Mais chez leurs détenteurs successifs elles devront rester dans des locaux séparés.

Si l'appellation est contestée, l'obligation des locaux séparés continue évidemment jusqu'à ce qu'une décision de justice définitive intervienne.

Le manquement à l'emmagasiner dans les locaux séparés est prévu et sanctionné par l'article 22.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS SPECIALES AUX CHAMPAGNES

Le vin de Champagne, qui porte une appellation célèbre entre toutes, exige une protection particulière, étant donné qu'il est très recherché et coûte fort cher. Aussi son prix a, depuis bien longtemps, amené la naissance d'une quantité de fraudes.

C'est à propos du champagne, nous l'avons vu, qu'avant la loi de 1919 s'étaient produites les plus vives querelles; c'est également à son sujet que, depuis la loi de 1919, il s'est élevé le plus de controverses.

Le champagne était, nous l'avons dit (V. *supra* 1^{re} part.), protégé aux mêmes titres que les autres produits par la loi du 8 juillet 1824 ⁽¹⁾ et, pendant tout le cours du xix^e siècle, les Champenois intentèrent des procès contre les fraudeurs. De l'ensemble des décisions se dégage, encore que d'une façon un peu vague, l'idée que le nom de champagne doit être réservé au vin récolté dans la province de Champagne.

Les rédacteurs de la loi du 1^{er} août 1905, en écrivant l'article 11, ont eu en vue principalement la délimitation de cette région. Après les difficultés auxquelles donna lieu

(1) Arrêt de principe : Cass. civ., 12 juill. 1845, D. P., 45. 1. 327.

l'application de ce texte, après les protestations et les mouvements populaires qui suivirent la promulgation du décret du 17 décembre 1908, c'est encore la question champenoise qui poussa le plus à supprimer les délimitations administratives et à les remplacer par les délimitations judiciaires, dont le principe était posé par la loi du 6 mai 1919, votée dans les circonstances que nous avons rappelées. Cette loi édictait, en outre, pour la manipulation, le transport et l'étiquetage du champagne, des mesures qui, bien que légèrement modifiées, sont encore en vigueur (V. *supra*).

Mais les arrêts de la Cour de cassation du 26 mai 1925 ayant, par l'interprétation stricte de la loi de 1919, consacré une solution inacceptable (V. *supra*), on dut songer à la modifier. Pendant que les discussions se prolongeaient autour de la proposition Capus, on eut l'idée de recourir à un arbitre pour décider quelles seraient les bases sur lesquelles on pourrait procéder à une délimitation équitable et satisfaisante. Ce fut M. Barthe, président de la Commission des boissons de la Chambre, qui fut désigné, et après étude, enquêtes, visite des territoires litigieux, il rendit sa sentence le 5 février 1927 (2). Cette sentence déclarait qu'outre l'origine, pour avoir vraiment droit à une appellation, un vin devait provenir des terrains et des plants de vignes qui avaient fait la réputation de la région. Pour le champagne, elle déclarait, en plus, que, d'après un usage constant, la manipulation devait avoir lieu dans la province. La loi du 22 juillet 1927, dont les articles 5 et suivants ont modifié en grande partie les textes de la loi de 1919 relatifs au champagne, a donné force exécutoire

(2) V. la Sentence, T. et D., XIII, 24.

aux décisions de M. Barthe. C'est dans cette loi et dans l'article 16 de la loi de 1919, qu'il nous faut étudier, que se trouve contenu, à l'heure actuelle, le statut du champagne.

SECTION PREMIERE

Origine géographique.

Contrairement aux principes généraux de la loi du 6 mai 1919, ce ne sont pas les tribunaux qui, pour le champagne, sont chargés de déterminer la région d'origine. C'est le texte de l'article 17 lui-même qui déclare que les produits qui voudront bénéficier du nom de « Champagne » doivent être récoltés dans les localités qu'il énumère limitativement. A la place de la délimitation judiciaire, dont les résultats ne furent pas meilleurs que ceux de la délimitation administrative, on établit une délimitation légale.

Donc, actuellement, la Champagne viticole, région dans laquelle doivent être récoltés et manipulés entièrement les vins qui prétendent à l'appellation, est composée ainsi :

- 1° territoires définis au décret du 17 décembre 1908;
- 2° communes de l'ancienne province de Champagne et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine non comprises dans le décret, et qui ont réclamé cette appellation depuis la loi de 1919 et, avant 1925, dans une déclaration de récolte;
- 3° communes de Cunfin, Trames et Précy-Saint-Martin, dans l'Aube.

L'admission des communes dont le décret de 1908 avait consacré le droit n'a donné lieu à aucune difficulté : elle s'imposait.

Mais il en a été autrement pour douze communes du comté de Bar-sur-Seine qui s'étaient vu refuser par l'arrêt de la Cour de cassation de 1923 ⁽³⁾ le droit à l'appellation « Champagne », sous prétexte qu'elles n'étaient pas comprises dans la délimitation administrative de 1908, que, lors de la division de la France en départements, elles faisaient partie du duché de Bourgogne et qu'elles ne vendaient pas leur vin sous le nom de champagne.

La sentence arbitrale de M. Barthe a réintégré ces douze communes dans les limites de la Champagne viticole parce qu'elles produisaient des vins de qualité propre à la champagnisation et qu'il était d'un usage suffisant de les appeler « champagne ».

L'article 17 nouveau consacre la sentence de M. Barthe, mais il soumet la réintégration des communes de l'arrondissement de Bar-sur-Seine à la condition qu'elles aient réclamé le bénéfice de l'appellation par une ou plusieurs déclarations de récolte en 1923 et 1924.

Cette dernière condition s'applique à toutes les communes de l'ancienne province de Champagne. Elle a pour but d'empêcher les récoltants de faire partie de la région viticole champenoise s'ils n'ont réclamé qu'après les arrêts de principe de 1923 le bénéfice de l'appellation. Ainsi toutes les communes qui ont cherché à tirer profit d'une situation de fait qu'elles ne connaissaient point et qu'elles n'allaient peut-être même pas jusqu'à soupçonner sont exclues par la loi nouvelle de la possibilité de s'en prévaloir.

Exceptionnellement, les communes de Cunfin, Trames et Précy-Saint-Martin sont visées nommément par la loi, car,

(3) Cass. civ., 27 mai 1923, précité.

par suite d'une erreur des maires, leurs déclarations de récolte bien que régulièrement faites entre 1919 et 1924 n'avaient pas été transmises et n'avaient pas été publiées au *Journal officiel* (4).

SECTION II

Procédé de fabrication.

La plus grande particularité de la législation sur les champagnes, c'est la méthode de fabrication, qui est établie d'une manière définitive et rigoureuse, pour ceux qui veulent bénéficier de l'appellation.

En pratique, en Champagne, les négociants, tout au moins les grandes maisons, possèdent des vignes, mais elles ne suffisent point, et ils achètent du raisin, qui, après cueillette et épluchage, est déversé dans les pressoirs spéciaux. Le moût obtenu est tout de suite séparé des marcs pour éviter la coloration du jus en noir. Ce moût subit une fermentation de quelques semaines dans des tonneaux, puis, après avoir été soutiré, il est mis en cuve et l'on procède à un égalisage des différents crus, auxquels on ajoute, en général, des vins de réserve d'années antérieures, afin d'obtenir un produit homogène. Au printemps, après avoir ajouté du sucre candi si le vin ne se trouvait pas en contenir assez pour qu'on obtienne une seconde fermentation, on procède au tirage. La seconde fermentation se fait dans les bouteilles et le sucre se transforme en alcool et en gaz carbonique, qui reste en dissolution. Lorsque le vin est à maturité, après avoir fait s'amasser près du goulot, dans la bouteille inclinée, le

(4) Cf. déclaration de M. Lesaché à la Chambre le 14 juin 1927 (J. O. 18, débat parl., p. 1862).

dépôt qui se forme, on procède au dégorgeage, c'est-à-dire qu'on extrait le dépôt. Et, en même temps, on ajoute au champagne brut, qu'on a alors, de la liqueur obtenue avec un vin de grande qualité et très sucré. On dose la quantité de liqueur suivant qu'on désire obtenir un produit doux, demi-sec ou sec. Après un repos de quelques mois, le champagne ainsi obtenu peut être livré à la vente.

Cette méthode de fabrication, qui est toujours la vieille méthode de dom Pérignon, encore qu'un peu modernisée, est celle que veut consacrer le nouvel article 17. En vertu de ce texte, seuls peuvent être dénommés champagne : les vins mousseux fermentés *naturellement en bouteilles*; ceux, même produits en Champagne, qui ne seront rendus mousseux que par la fermentation en grands récipients, n'ont plus le bénéfice de l'appellation; ils devront porter la mention : « vins mousseux produits en cuve close », et la circulaire ministérielle du 4 janvier 1928 exige que l'étiquette soit bien apparente.

Le droit à l'appellation est encore subordonné à ce que les manipulations conformes à la méthode champenoise soient subies dans les limites de la Champagne viticole.

Ainsi les vins manipulés en Champagne n'ont pas droit à la dénomination célèbre si le fruit n'a pas été récolté dans la région agricole du même nom. Il en est de même pour les vins manipulés en dehors de cette province, même si l'on employait à leur égard la méthode champenoise et s'ils provenaient de la région d'origine délimitée par la loi. A plus forte raison, les vins auxquels manquent deux de ces conditions ne sauraient-ils être vendus comme champagne. S'ils ont pour eux le procédé de fabrication, ils peuvent simplement porter l'indication : « méthode champenoise ». Cette solution a pour effet de priver certains

fabricants d'employer pour leurs vins mousseux les mots « champagnisés » et « champagnisation ». Plusieurs députés, lors de la discussion, ont soutenu qu'il y avait là une véritable spoliation de droits acquis par ces fabricants et consacrés à leur profit en vertu d'usages locaux, loyaux et constants. Les représentants des intérêts champenois demandaient, au contraire, qu'on ne laissât rien subsister qui pût rappeler l'origine de leur région. C'est par un compromis entre ces deux opinions qu'on a accepté l'indication « méthode champenoise », qui ne semble pas pouvoir prêter à confusion. La circulaire du 30 septembre 1927 a donné un délai de tolérance de trois mois pour permettre aux intéressés de faire disparaître ces mentions sur leurs bouteilles.

On a beaucoup critiqué cette fixation légale du procédé de fabrication d'une manière stricte : on a dit qu'en proscrivant les méthodes nouvelles, notamment la méthode Maumené, qui obtenait du champagne par fermentation en récipients métalliques, et en consacrant la méthode qui passait pour classique au moment de la rédaction de la loi, le législateur de 1927 avait empêché tout progrès dans cette fabrication. Alors que la loi de 1923, sur le roquefort, laisse toute latitude aux tribunaux pour apprécier les usages de fabrication invoqués, la loi de 1927, dans le statut qu'elle donne au champagne, établit sa méthode de préparation d'une manière définitive. Aussi comment a-t-on pu, après avoir accepté toutes les transformations qu'a subies le procédé inventé par dom Pérignon depuis le moment où il fut découvert jusqu'à nos jours, dire que la perfection était aujourd'hui atteinte et l'empêcher d'évoluer désormais ?

SECTION III

Aire de production et cépages.

Le nouvel article 17, continuant le principe de la détermination légale adopté par la loi pour tout ce qui regarde les champagnes, ne se contente pas de dire, comme dans l'article 10, que les terrains et les cépages doivent être consacrés par des usages, mais il les détermine limitativement.

Seuls les terrains qui, de temps immémorial, ont porté le vignoble qui a donné le vin de champagne, ont droit de dénommer leurs produits du nom de champagne, ce qui a conduit à limiter l'aire de production à l'intérieur de la vaste région d'origine.

Pour éviter toute difficulté, l'article 17 pose en principe que, seuls, peuvent conférer l'appellation les terrains actuellement plantés en vignes ou ceux qui l'étaient avant l'invasion phylloxérique. Le texte de la loi se sépare ici de la sentence arbitrale de M. Barthe, qui précisait que l'aire de production devait viser exclusivement les terrains dont les produits étaient propres à la champagnisation. Comme il était très difficile d'établir la distinction de cette manière, la loi de 1927 a préféré baser le choix des terrains sur un usage traditionnel. Il résulte du texte de l'article 17 que les terrains qui ne furent plantés en vignes que depuis la loi de 1927, sans l'avoir jamais été auparavant, ne pourraient pas produire de raisins aptes à être utilisés pour faire le champagne.

L'article 18 indique la manière dont sera déterminée la liste des terrains en vertu des principes légaux. Le directeur des services agricoles de chaque département dressera une liste de terrains susceptibles d'être admis. Cette liste

sera déposée dans les mairies et avis du dépôt devra être donné dans deux journaux quotidiens d'annonces légales du département. Après un délai de trois mois, durant lequel les intéressés pourront prendre connaissance de la liste et formuler leurs réclamations, on statuera définitivement sur l'admission ou le rejet des terrains. A cet effet, une commission interdépartementale composée de trois délégués des syndicats viticoles de la Marne et de trois délégués des syndicats de l'Aube se réunira, et, après avoir examiné toutes les contestations soumises, dressera la liste définitive de l'aire de production du champagne. Les décisions de la commission pourront être consultées dans les mairies et aux archives départementales.

L'article 17 donne également la liste limitative des cépages susceptibles de conférer le droit à l'appellation. Ce sont : le pinot, l'arbanne et le petit meslier. Toutefois, eu égard à la situation de fait du département de l'Aube, qui est presque entièrement planté en gamay, ce cépage et les autres plants français, à l'exclusion des hybrides producteurs directs, pourront, pendant dix-huit ans, servir à la fabrication du champagne. On a permis ainsi aux vignerons de reconstituer par fractions successives leurs vignobles, ce qu'ils n'auraient pu faire d'un seul coup. Mais pendant cette période de dix-huit ans, les vins issus du Gamay, planté après la promulgation de la loi, ne pourront être appelés champagne.

SECTION IV

Réglementation de la manipulation, du transport et de la vente du champagne.

L'article 16, que n'a pas modifié la loi de 1926, prescrit l'emmagasiner, la manipulation et la manutention des vendanges et des vins dans des locaux séparés ne communiquant avec d'autres chais ou cuiviers que par la voie publique. L'article 19 permet toutefois l'introduction dans ces locaux des vins destinés à la consommation du récoltant ou du fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées chaque année par le directeur départemental des Contributions indirectes.

Les raisins et les vins en cercles originaires de la Champagne viticole et réunissant les conditions de terrains et de cépages que nous avons vues ne peuvent, aux termes de l'article 20 nouveau, être expédiés avec un titre de régie portant l'appellation que dans les limites de la Champagne viticole. Ils ne peuvent en sortir sans perdre le droit à la dénomination d'origine.

Au contraire, les vins non mousseux et non destinés à la fabrication du champagne mais récoltés dans la région délimitée peuvent circuler partout avec des pièces de régie portant la mention « vin originaire de la Champagne viticole ». Ainsi ils peuvent, sans porter aucun préjudice au vrai champagne, justifier de cette origine, qui est très appréciée par une certaine qualité de consommateurs. Cela, bien entendu, ne s'applique, le texte est formel, qu'aux *vins non mousseux*, sans quoi il y aurait moyen de tourner les dispositions impératives de la loi.

Les fabricants ne peuvent faire sortir leurs vins du magasin séparé que dans des bouteilles portant le mot « cham-

pagne » en caractères très apparents; les caisses et emballages, ainsi que les bouchons, sur la partie contenue dans le col de la bouteille, doivent porter ce même mot.

Le champagne est protégé contre la concurrence des vins mousseux. Ces vins, lorsqu'ils n'ont pas droit à une appellation d'origine, doivent, aux termes de l'article 21, porter en caractères apparents la mention « vins mousseux ». Et, s'ils ont été obtenus par une adjonction même partielle de gaz carbonique, la mention doit être : « vins mousseux gazéifiés ».

CONCLUSION

Quelles conclusions tirer de cette étude d'ensemble des lois et des décisions de justice relatives aux appellations d'origine?

En ce qui concerne les lois elles-mêmes une appréciation est difficile à porter. Le principe contenu dans les textes promulgués en 1919 était insuffisant. On a dû, dans certains cas, lorsque son application donnait de trop mauvais résultats, le modifier dans une mesure plus ou moins large. A l'heure actuelle, trois systèmes différents se côtoient dans la législation française pour protéger les dénominations régionales :

D'abord, la conception générale de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, applicable à tous les produits, sauf aux vins et au roquefort, entend la protection de l'appellation d'origine d'une manière très large : elle fonde ce droit, en effet, sur la simple condition de la naissance dans le lieu indiqué.

Une seconde conception, plus étroite, est prévue pour les vins naturels par la loi du 22 juillet 1927, et pour le fromage de roquefort par la loi du 26 juillet 1925 : elle exige pour l'emploi légal de l'appellation non seulement l'origine, mais la prise en considération de modes ou d'éléments de production pour les produits naturels et de procédés de préparation pour les produits fabriqués.

Enfin, la solution donnée pour le champagne est la plus restrictive possible : elle consiste dans la fixation légale des conditions requises pour le droit à l'appellation d'une

manière si étroite qu'elle va jusqu'à réglementer la technique industrielle de fabrication.

On peut juger étonnante cette diversité de systèmes. Pourquoi exiger des conditions nombreuses pour certains produits et ne pas les exiger pour d'autres? Il n'y a pas de raisons valables! L'insuffisance du régime de 1919 a amené le vote de lois particulières pour y pallier dans les cas où ses conséquences étaient trop désastreuses.

Il y aurait évidemment un grand intérêt à unifier les systèmes. Le mieux semblerait, reprenant la proposition primitive déposée par M. Capus en 1923, d'exiger pour tous les produits deux conditions pour fonder le droit à une appellation : l'origine géographique, au besoin élargie par l'usage, et les principaux facteurs naturels de production.

Mais autant il paraît souhaitable d'avoir égard aux modes de production, autant il semble dangereux de réglementer étroitement les procédés de fabrication. On risque fort, en agissant ainsi, d'entraver tout progrès, car la technique industrielle est en perpétuelle évolution; si elle n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était hier, il est probable qu'elle changera encore demain, et il n'y a pas de raison de l'empêcher de s'améliorer, de condamner à l'avance toute transformation à venir, en disant qu'elle a atteint à l'heure actuelle son plus haut point de perfection possible.

Voilà pour la réglementation législative. Que peut-on conclure maintenant de l'examen particulier de l'interprétation judiciaire, qui a fait l'objet principal de cette étude?

Il faut bien avouer que, dans l'ensemble, la jurisprudence ne marque pas de tendances très nettes. Depuis que

les arrêts de cassation de 1925, confirmés par les lois postérieures, ont clos les discussions soulevées par l'interprétation de l'article 1^{er} et la nature des usages, les commentaires des arrêts ont perdu une partie de leur importance. Il est possible que l'interprétation du nouvel article 10, sur lequel peu de juridictions se sont encore prononcées, et même l'appréciation des dispositions étroites relatives au champagne, donne naissance à d'autres controverses.

En un point, nous l'avons vu, la jurisprudence a fait œuvre prétorienne. Elle a interprété le mot *local*, par lequel la loi caractérise l'usage, dans le sens de général, collectif, s'appliquant à l'ensemble du lieu dont il est question. Cette signification est bien différente de celle qu'avait donnée à ce mot le législateur, mais l'interprétation paraît heureuse. Elle cadre en effet exactement avec l'esprit qui doit présider à ces décisions de justice, qui est moins de consacrer des intérêts particuliers que de procéder à des délimitations régionales. Si les tribunaux n'avaient point entendu ainsi le mot local, on serait arrivé, en tenant compte d'usages particuliers, à un morcellement des communes en parcelles qui pourraient avoir droit chacune à une appellation différente.

Enfin, il faut remarquer également la répugnance de la Cour de cassation à user des pouvoirs exceptionnels que lui avait donnés la loi pour statuer en fait sur des questions d'usages; elle ne semble pour ainsi dire pas avoir profité de cette faculté.

Il est peut-être encore plus difficile d'apprécier les résultats de la protection des appellations d'origine, car, si elle a eu des conséquences heureuses, elle en a eu d'autres regrettables.

Les avantages sont incontestables : répression de beaucoup de fraudes; protection et sécurité relative du consommateur, qui sait qu'il ne sera pas trompé sur la provenance de ce qu'il consomme; protection, également, du producteur, qui se trouve débarrassé de la concurrence déloyale et qui possède des moyens assez faciles pour poursuivre les fraudeurs; protection même de l'intérêt national par la conservation à l'étranger de la réputation des dénominations des produits français célèbres.

Mais la réglementation des appellations d'origine a, depuis son introduction dans la législation française, apporté des inconvénients qu'il faut avoir le courage de signaler. Elle a d'abord fait naître cette idée que l'appellation seule a par elle-même une valeur, indépendamment de la qualité qu'elle est censée représenter : les producteurs, négociants et fabricants ont vendu n'importe quel produit pourvu qu'il pût être décoré d'une dénomination d'origine. De là, dans certaines régions vinicoles, et en particulier dans le Bordelais, s'est développé un commerce d'acquets fictifs qui consiste à vendre des appellations. Ces pratiques ont été funestes : ceux qui ont acheté un vin, accompagné d'une appellation connue, et pour un prix qui semblait correspondre à cette célébrité, ont été surpris qu'on leur livrât un produit de dernier ordre. Dans la désaffectation actuelle du public français pour le vin, cette raison a peut-être plus de poids qu'on ne le croit.

La réglementation inaugurée en 1919 a eu aussi cet autre inconvénient de faire rechercher par tous les producteurs la possibilité de se servir d'un grand nombre de dénominations. Aussi voit-on à l'heure actuelle une multiplicité d'appellations tellement grande que, dans certaines régions, les professionnels seuls peuvent s'y reconnaître et

que le public se trouve ahuri devant tant de noms inconnus qui ne représentent rien.

Cependant on doit conclure à l'effet heureux de la réglementation de 1919. Les inconvénients qu'elle amène pourraient facilement être évités. Si les négociants et les marchands se préoccupaient davantage de l'avenir de leur commerce que de gagner immédiatement beaucoup d'argent, ils s'efforceraient un peu plus de maintenir la réputation des produits qu'ils vendent. Il semble, d'autre part, qu'une répression énergique devrait empêcher les ventes fictives d'appellations. Et des ententes entre producteurs, comprenant leur véritable intérêt, devraient amener la réduction des indications de provenance d'une région à un nombre restreint d'appellations bien choisies.

Si ces conséquences indirectes et mauvaises de la loi étaient arrêtées dans la mesure du possible, si l'on unifiait, en le fortifiant, le régime de protection de nos appellations d'origine, alors seulement la réglementation française, aujourd'hui bien imparfaite, serait une œuvre utile pour les producteurs, pour les commerçants, pour les consommateurs et aussi pour conserver intact dans le monde entier le prestige de nos plus célèbres produits français.

VU : *Le Doyen,*

J.-G. FERRON.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président,

J.-G. FERRON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 25 mai 1932.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

ANNEXES

ANNEXE I

LOI DU 6 MAI 1919

relative à la protection des appellations d'origine.

(Modifiée et complétée par les lois du 22 juillet 1927, 4 août 1929 et 1^{er} janvier 1930) (1).

Actions civiles.

ARTICLE PREMIER. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

ART. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du tribunal saisi, une note succincte

(1) Les passages en italique sont ceux qui ont été modifiés ou ajoutés par les lois postérieures.

indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours après publication de la note prévue au paragraphe précédent.

ART. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er} pourra intervenir dans l'instance.

ART. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la cour que quinze jours après ces insertions.

ART. 6. — Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déférés à la Cour de cassation.

La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi sera compétente pour apprécier, si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés *par la présente loi*.

Le pourvoi sera suspensif.

ART. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires *de la même région*, de la même commune, ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

Actions correctionnelles.

ART. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

ART. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er}, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Dispositions spéciales aux appellations d'origine s'appliquant aux vins et aux eaux-de-vie.

ART. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Indépendamment des prescriptions relatives à l'origine, contenues à l'article 1^{er} de la présente loi, aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrés par des usages locaux, loyaux et constants.

L'aire de production est la surface comprenant les communes ou parties de communes propres à produire le vin de l'appellation.

Les vins provenant des hybrides producteurs directs n'ont, en aucun cas, droit à une appellation d'origine.

Est interdit, dans la dénomination des vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine aux termes de la présente loi, l'emploi de mots tels que : « clos », « château », « domaine », « moulin », « tour », « mont », « côte », « cru », « monopole », ainsi que de toutes autres expressions susceptibles de faire croire à une appellation d'origine.

ART. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le service chargé de la protection des appellations d'origine au Ministère de l'agriculture et du ravitaillement procédera à l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

L'enregistrement de ces déclarations prévu au deuxième paragraphe du présent article, ainsi que leur insertion dans un recueil officiel, donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

ART. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrées et de sorties sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et l'appellation d'origine, étant entendu qu'au registre figureront en outre, aux entrées, le numéro, la couleur et le bureau de la pièce de régie. Le registre sera conservé pendant cinq ans.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article, et en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront, par décret, soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant des pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

ART. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

ART. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 24 ci-dessous, devra en faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

ART. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans des locaux séparés n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication, excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Dispositions spéciales aux vins mousseux.

ART. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés sans aucune communication, autre que par la voie publique, avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

ART. 17. — *L'appellation d'origine « champagne » n'est applicable qu'aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteilles qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites*

de la Champagne viticole et qui proviennent d'une aire de production et de cépages répondant aux conditions ci-après énoncées.

Est subordonné aux mêmes conditions l'emploi de toutes dénominations dérivées du mot « champagne ». Toutefois est autorisée la dénomination « méthode champenoise » pour les vins autres que les vins de Champagne, rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles. Les vins rendus mousseux par la fermentation en grands récipients devront, sur l'étiquette, porter la mention « vins mousseux produits en cuve close ».

La Champagne viticole comprend exclusivement :

1° Les territoires définis au décret du 17 décembre 1908;

2° Les communes de l'ancienne province de Champagne et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, non comprises audit décret, mais pour lesquelles l'appellation « champagne » a été revendiquée dans une ou plusieurs déclarations de récoltes faites de 1919 à 1924 inclusivement, selon les modalités prescrites à l'article 11 de la présente loi;

3° Les communes de Cunfin, Trames et Précy-Saint-Martin (Aube).

Dans ces territoires et communes, seuls les terrains actuellement plantés en vignes ou qui y ont été consacrés avant l'invasion phylloxérique peuvent conférer à leurs vins le droit à l'appellation « champagne ».

Les seuls raisins propres à la champagnisation sont ceux qui proviennent des cépages suivants : les diverses variétés de pinot, l'arbanne, le petit meslier.

A titre transitoire et pendant une période de dix-huit ans à partir de la promulgation de la présente loi, le vin provenant du gamay et des autres plants français (non compris les hybrides producteurs directs) seront tolérés dans les cuvées de champagne, mais seulement s'ils proviennent de vignes actuellement plantées. Passé ce délai de dix-huit ans, ces plants seront exclus et les vins qui en proviendront n'auront plus droit à l'appellation « champagne ».

ART. 18. — Le ministre de l'Agriculture détermine les conditions dans lesquelles sera établie, dans chaque département et pour toutes les communes prévues au précédent article, la liste des terrains susceptibles d'être admis à conférer à leurs vins l'appellation champagne d'après les principes posés audit article.

Les terrains seront désignés par références aux lieux-dits, sections et numéros du cadastre.

Si aucun terrain ne paraît remplir dans la commune les conditions exigées pour avoir droit à l'appellation « champagne », le procès-verbal, dressé dans les conditions ci-dessus fixées, devra le constater.

La liste des terrains susceptibles d'être admis, ou le procès-verbal visé au précédent paragraphe, sera déposé à la mairie.

Avis de ce dépôt, suivi du texte du présent article, sera affiché à la porte de la mairie et publié dans deux journaux quotidiens d'annonces légales du département. Toutes personnes intéressées pourront en prendre connaissance et adresser, dans un délai de trois mois à partir de sa publication, à peine de forclusion, leurs observations ou réclamations au préfet, qui en donnera récépissé.

A l'expiration de ce délai de trois mois, une commission inter-départementale se réunira successivement à la préfecture de chacun des départements, sous la présidence d'un membre de la chambre d'agriculture par elle désigné et qui ne soit ni propriétaire dans la commune, ni viticulteur. Cette Commission comprendra trois délégués des syndicats viticoles de la Marne et de l'Aisne et trois délégués des syndicats viticoles de l'Aube, élus dans chaque département par la Fédération des syndicats viticoles. Le directeur des services agricoles du département où siège la commission fera fonctions de secrétaire rapporteur avec voix consultative.

Les dossiers seront communiqués à la commission avec les protestations ou réclamations, s'il en est produit. Elle entendra tous les intéressés qui auraient fait connaître leur intention de lui présenter des observations et, d'une façon générale, usera de tous les moyens d'investigations qui lui paraîtront nécessaires.

Elle statuera à la majorité de ses membres sur toutes les contestations qui lui seront soumises et déterminera, de façon définitive, par une décision spéciale pour chaque commune, la liste des terrains constituant l'aire de production, ou constatera qu'il n'existe dans la commune aucun terrain répondant aux conditions fixées par l'article 17 de la présente loi.

La décision de la commission interdépartementale sera rédigée en trois exemplaires, dont l'un sera déposé à la mairie de la

commune et un autre aux archives départementales, où tout intéressé pourra les consulter et s'en faire délivrer copie.

Les frais déterminés par l'application des prescriptions ci-dessus seront supportés par chacun des départements intéressés pour la part qui le concerne.

Les décisions des commissions interdépartementales « troisième exemplaire » seront centralisées au Ministère de l'agriculture et publiées dans les termes de l'article 11 de la présente loi.

ART. 19. — Par exception aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

ART. 20. — Les raisins et les vins en cercles destinés à la fabrication du champagne et remplissant les conditions d'origine et d'aire de production et de cépages exigées par l'article 17 ci-dessus ne peuvent être expédiés avec un titre de régie portant l'appellation « champagne » que d'une localité comprise dans la Champagne viticole, et seulement à destination d'une autre localité située également en Champagne viticole.

Toutefois, les vins non mousseux et non destinés à la fabrication du champagne, récoltés dans la Champagne viticole et remplissant les conditions d'origine, d'aire de production et de cépages, pourront circuler en dehors de la zone ci-dessus indiquée, avec la mention « vin originaire de la Champagne viticole ».

Les vins de champagne ne pourront sortir du magasin séparé, visé à l'article 16, qu'en bouteilles revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

ART. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vins mousseux » en caractères très apparents.

De même les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter, en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

ART. 22. — Les infractions aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'article 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

ART. 23. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

ART. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1° L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales;

2° L'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par ses règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits;

3° La loi du 10 février 1911;

4° Tous les règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets du 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

A partir du moment où l'aire de production du champagne

aurait été déterminée conformément aux dispositions des articles 17 et 18 ci-dessus, cesseront d'être en vigueur et d'avoir effet toutes dispositions des lois, décrets ou décisions antérieures en tant qu'elles sont contraires aux prescriptions de la présente loi.

ART. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE II

Loi du 1^{er} janvier 1930 sur les vins.

.....
ART. 2. — Les vins autres que les vins de coupage ne pourront circuler en vue de la vente, être mis en vente ou vendus que si l'indication soit du lieu de leur production (localité, commune ou canton), soit de l'appellation d'origine à laquelle ils ont droit en vertu de la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1927, figure clairement sur les récépients, factures et pièces de régie.

En aucun cas la désignation du lieu de production ne devra créer une confusion avec une appellation d'origine.

.....
ART. 3. — (Voir loi du 6 mai 1919, art. 10, § 5.)

.....
ART. 6. — Les infractions à la présente loi et au règlement prévu pour son application seront constatées et poursuivies comme en matière de fraudes et falsifications; elles seront punies des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905 et, en cas de contravention excluant le délit de tromperie, par l'article 13 de ladite loi, modifié par la loi du 21 juillet 1929.

En ce dernier cas, le tribunal de simple police aura alors qualité pour prescrire l'envoi des vins litigieux à la distillerie ou à la vinaigrerie.

Le tout sans préjudice de l'application des peines prévues à l'article 266 du décret du 21 décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes pour les contraventions fiscales aux articles 2 et 3, et à celles des articles correspondants des règlements, contraventions qui, le cas échéant, seront constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages et articles.

- AUSCHITZKY (Abel). — Le nom commercial. Thèse Bordeaux, 1909 (Cadoret).
- BAITRY (Albert). — Du nom commercial et de sa protection. Thèse Paris, 1909 (Arthur Rousseau).
- BÉCHADE (Edmond). — La marque Bordeaux. Thèse Bordeaux, 1910 (Imprimerie coopérative).
- BÉLAMAN (Robert). — La protection des appellations d'origine vinicoles françaises. Thèse Montpellier, 1930 (Editions et publications contemporaines Pierre Bossuet).
- BERGER-VACHON (Victor-Auguste-Raymond). — La protection du nom commercial en droit français et en droit allemand comparés. Thèse Alger, 1928 (Imprimerie administrative et commerciale E. Pfister).
- BORAUD (Henri). — De l'usage commercial du nom de Cognac. Thèse Bordeaux, 1904 (Imprimerie commerciale et industrielle).
- BRUNET (Raymond). — Sa Majesté le Vin de France. Paris, 1929 (Librairie agricole).
- CASSAGNAC (Paul de). — Les vins de France. Paris, 1927 (Hachette).
- CHARTIER (J.-Jacques). — Le régime des indications d'origine et les améliorations à l'étude. Thèse Paris, 1919 (Ecole professionnelle d'imprimerie).
- CLÉMENTEL (Etienne). — Un drame économique. Paris, 1914 (Pierre Laffitte).
- CLÉMENT-GRANCOUR (H.). — Etude sur le nom commercial. Thèse Paris, 1906 (Bonvalot-Jouve).
- COQUET (L.). — Les indications d'origine, appellations géographiques et nom commercial, marques, dessins et modèles et la concurrence déloyale. *Traité pratique de droit français et international*, Paris, 1913 (Arthur Rousseau).
- COUANON (Georges). — Les vins et les eaux-de-vie de France, Paris, 1920 (Payot).
- DEMOLE (H.). — Du nom commercial et de sa protection en droit français. Thèse Lyon, 1906 (Trévoux).
- GABRIEL (P.). — La viticulture dans le département de l'Aube (conte-

- tenant une étude critique de la législation des dénominations). Thèse Paris, 1913 (Arthur Rousseau).
- GUÉRILLON (Raymond). — Les appellations d'origine. Loi du 6 mai 1919. Thèse Paris, 1919 (*Journal l'Epicier*).
- HODEZ (Roger). — La protection des vins de Champagne par l'appellation d'origine. Thèse Paris, 1923 (Les Presses universitaires de France).
- LABORDE-LACOSTE (Marcel). — De la protection par la loi pénale française des appellations d'origine étrangères et plus spécialement des appellations « Porto » et « Madère ». Extrait des *Juris-Classeurs* 1928 (*Juris-Classeurs*, éditions Godde, Paris).
- LACOUR (Léon). — Les fausses indications de provenance. Contribution à l'étude de la propriété industrielle en droit français. Paris, 1904 (Arthur Rousseau).
- LE NOIR DE TOURTEAUVILLE. — De la protection des vins de Champagne (Lois des 5 août 1908 et 10 février 1911); Paris 1911 (Lahure).
- LEROUY (Jean-Ch.). — Le vin; réglementation de la production et du commerce vinicoles; répression des fraudes et protection des appellations d'origine. Paris, 1925 (J.-B. Baillière et fils).
- Le vin dans la législation française. *Revue des Fraudes*, 1932.
- MARCY (Jeanne). — La réglementation des appellations d'origine. Thèse Paris, 1927 (Imprimerie de la Presse française).
- MARRE (F.). — Le problème juridique du camembert. Paris, 1914 (Editions scientifiques françaises).
- MICHELET (Louis). — De la protection légale des noms d'origine (lieux de fabrication et de production). Thèse Montpellier, 1911 (Firmin et Montane).
- MONIS (Antoine). — La délimitation des régions de production et les vins de Bordeaux. Thèse Paris, 1910 (Georges Roustau).
- MOREAU (Henri). — De la répression des fausses indications relatives aux lieux de fabrication et de production. Thèse (Droit français) Paris, 1895 (Arthur Rousseau).
- PLAISANT (Marcel) et FERNAND-JACQ. — Traité des noms et appellations d'origine, Paris, 1921 (Arthur Rousseau).
- POPLAWSKI (Robert). — A propos d'un récent arrêt de la Cour de cassation. L'application de la loi du 6 mai 1919 aux appellations d'origine étrangères, Paris, 1927 (Imprimerie scientifique et commerciale).
- POUILLET (Eugène). — Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres; dernière édition revue et mise à jour par TAILLEFER et CLARO, Paris, 1912 (Marchal et Godde).
- REIBEL (Charles). — Le nom commercial, artistique et littéraire en droit français. Thèse Nancy, 1905 (Librairie générale de droit et de jurisprudence).

- RICHARD (André). — De la protection des appellations d'origine en matière vinicole; les vins de Bordeaux. Thèse Bordeaux, 1918 (Imprimerie Gounouilhou).
- RENAUD (A.). — De la fausse indication de provenance. Etude de législation industrielle. Thèse Poitiers, 1907 (Bonvalot-Jouve).
- TOUBEAU (Maxime). — La protection des appellations d'origine. *Les lois nouvelles*, 1921.
- La loi du 6 mai 1919. *Ibid.*, 1921.
- La loi du 22 juillet 1927. *Ibid.*, 1928.
- La loi du 1^{er} janvier 1930, *Ibid.*, 1930.
- VIRENQUE (Louis) et BONN (Albert), *Traité pratique des fraudes et falsifications et des appellations d'origine*, Paris, 1931 (Sirey).
- VITU (Henri). — La question des délimitations régionales. Thèse Paris, 1912 (A. Pichat, Châtillon-sur-Seine).

II. — Périodiques.

- Annales de la Propriété industrielle, littéraire et commerciale* (Recueil de Pataille).
- Bulletin officiel de la Propriété industrielle et commerciale.*
- L'Economiste français.*
- La Feuille vinicole.*
- La Gazette du Palais.*
- La Gazette des tribunaux.*
- Les Lois nouvelles.*
- Protection des Appellations d'origine. Etat des Délimitations régionales.* — Recueil périodique publié par le Ministère de l'Agriculture; fascicules gris (Imprimerie nationale). (Abrév. : Et. Dél. rég.)
- Recueil des principaux textes et documents relatifs à la protection des appellations d'origine*, recueil périodique publié par le Ministère de l'Agriculture; fascicules verts (Imprimerie nationale). (Abrév. : T. et D.)
- Recueil Dalloz* (hebdomadaire et périodique).
- Recueil Sirey.*
- Recueil des sommaires de la jurisprudence française.*
- La Revue des fraudes.*
- Répertoire des déclarations d'appellations d'origine*, enregistrées et publiées par application de la loi du 6 mai 1919, art. 11, 14 et 15; recueil périodique publié par le Ministère de l'Agriculture, fascicules jaunes (Imprimerie nationale).
- La Semaine juridique.*
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIERE PARTIE

Etude analytique de la législation relative aux appellations d'origine.

CHAPITRE I. — <i>Notions historiques sur la protection légale des appellations d'origine</i>	7
<i>Section I.</i> — L'idée de protection de l'origine avant la Révolution	7
<i>Section II.</i> — Les lois sur les marques de fabrique et de commerce des 22 germinal an XI, 28 juillet-4 août 1924 et 23 juin 1837	10
<i>Section III.</i> — Les lois des 1 ^{er} août 1903 et 3 août 1908....	11
<i>Section IV.</i> — L'échec des délimitations administratives et la préparation de la loi de 1919	13
CHAPITRE II. — <i>La législation actuelle</i>	20
<i>Section I.</i> — Aperçu des principales dispositions de la loi du 6 mai 1919	20
<i>Section II.</i> — Critique de la loi du 6 mai 1919. La loi sur le roquefort et la proposition de loi Capus	26
<i>Section III.</i> — La loi du 22 juillet 1927.....	32
<i>Section IV.</i> — Les lois postérieures.....	34
§ 1 ^{er} . — La loi dn 20 février 1928 sur la « fine ».....	34
§ 2. — La loi du 4 août 1929 sur l'acquit jaune d'or..	36
§ 3. — La loi du 1 ^{er} janvier 1930 sur les vins.....	38
§ 4. — La loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins.....	39

DEUXIEME PARTIE

Notions générales sur le droit à l'appellation d'origine.

CHAPITRE I. — <i>Définition et nature de l'appellation d'origine</i>	45
<i>Section I.</i> — Etendue et domaine d'application de la loi sur les appellations d'origine. Distinction entre l'appellation d'origine et la simple indication d'origine, la marque, le type commercial, etc.	45
<i>Section II.</i> — Extinction du droit à l'appellation d'origine; les appellations génériques.....	50
<i>Section III.</i> — Nature juridique l'appellation d'origine	55

	Pages
CHAPITRE II. — <i>Double fondement du droit à l'appellation d'origine</i>	62
<i>Section I. — L'origine</i>	62
<i>Section II. — Les usages</i>	66
CHAPITRE III. — <i>Règles relatives aux caractères des usages</i>	72
<i>Section I. — Des usages locaux, loyaux et constants</i>	73
§ 1	74
§ 2	78
§ 3	78
<i>Section II. — Preuve des usages</i>	80
<i>Section III. — Pouvoirs particuliers reconnus à la Cour de cassation pour apprécier les usages</i>	82

TROISIEME PARTIE

Règles particulières aux appellations d'origine s'appliquant aux vins et eaux-de-vie.

CHAPITRE I. — <i>Aire de production et cépages</i>	87
CHAPITRE II. — <i>Mesures spéciales instituées pour empêcher la fraude en matière d'appellations s'appliquant à des vins et à des eaux-de-vie</i>	95
<i>Section I. — Déclaration d'appellation d'origine</i>	95
<i>Section II. — Compte d'entrées et de sorties</i>	98
<i>Section III. — Expédition de régie accompagnant les transports de vendanges</i>	102
<i>Section IV. — Déclaration de distillation</i>	104
<i>Section V. — Prescription acquisitive et locaux séparés</i>	105
CHAPITRE III. — <i>Dispositions spéciales aux champagnes</i>	108
<i>Section I. — Origine géographique</i>	110
<i>Section II. — Procédé de fabrication</i>	112
<i>Section III. — Aire de production et cépages</i>	115
<i>Section IV. — Réglementation de la circulation et de la vente du champagne</i>	117
CONCLUSION	119
ANNEXES	125
BIBLIOGRAPHIE	139

